

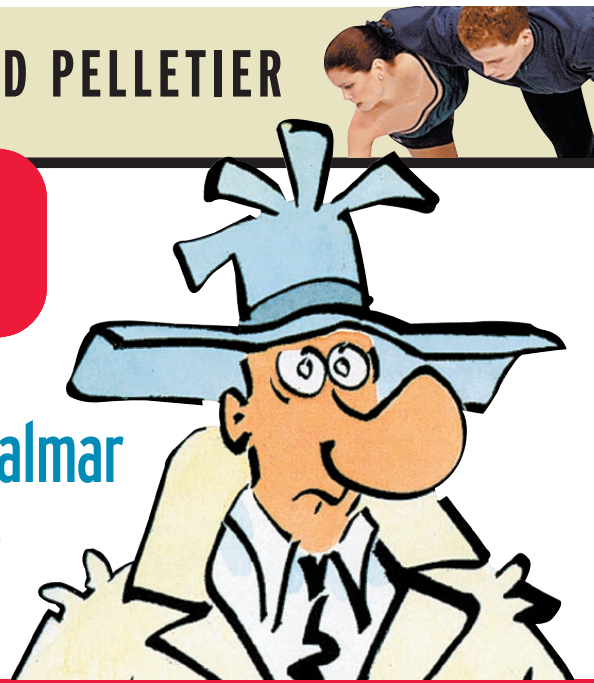


Au printemps, la **mort**
est souvent au rendez-vous

La chronique À tire-d'aile, page C10

Pétillon lâche **Jack Palmar**
dans le maquis corse

Cahier Lectures, page B1



La police arrête Milosevic

JOVANA GEC
Associated Press

BELGRADE — La police a arrêté l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic aujourd'hui peu avant le lever du jour à l'issue d'une nuit de négociations et après 26 heures de siège devant sa villa, a annoncé le gouvernement.

L'ancien maître de Belgrade a immédiatement été emmené en voiture dans une prison du centre de Belgrade pour être présenté à un juge, ont précisé la police et le gouvernement. Des images de Milosevic arrivant à la prison centrale de la capitale yougoslave ont été diffusées par la chaîne de télévision privée BK TV. On y voyait les grilles de l'établissement se refermer sur la voiture de l'ancien dictateur.

Branislav Ivkovic, avait confirmé auparavant l'arrestation de Milosevic, annoncée un peu plus tôt par la radio B-92. Selon lui, il a effectivement été emmené par la police après s'être rendu, pour « suivre la procédure légale ».

Quatre ou cinq coups de feu avaient retenti peu avant dans la villa de Milosevic et on ne savait pas ce matin si des personnes avaient été blessées. Dans un communiqué, la police a toutefois déclaré que son opération « n'avait pas rencontré de résistance et que la force n'avait pas été utilisée ». Cette arrestation est intervenue au lendemain d'une première tentative infructueuse. Milosevic, inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye et accusé par le gouvernement yougoslave de corruption et d'abus de pouvoir, avait alors déclaré qu'il préférerait mourir que d'être pris.

Hier soir, le président yougoslave Vojislav Kostunica avait déclaré solennellement que Slobodan Milosevic serait traduit devant la justice: « Personne ne peut demeurer intouchable (...) tout individu doit assumer ses responsabilités en vertu de la loi », avait-il déclaré après une réunion avec les principaux responsables politiques et militaires du pays.

L'arrestation de Milosevic a finalement eu lieu au lendemain de la date limite du 31 mars fixée par les États-Unis, qui ont menacé de suspendre l'aide économique de 100 millions de dollars apportée par les institutions financières internationales au nouveau gouvernement yougoslave, s'il ne coopérait pas davantage avec le TPI.

Voir **MILOSEVIC** en A2

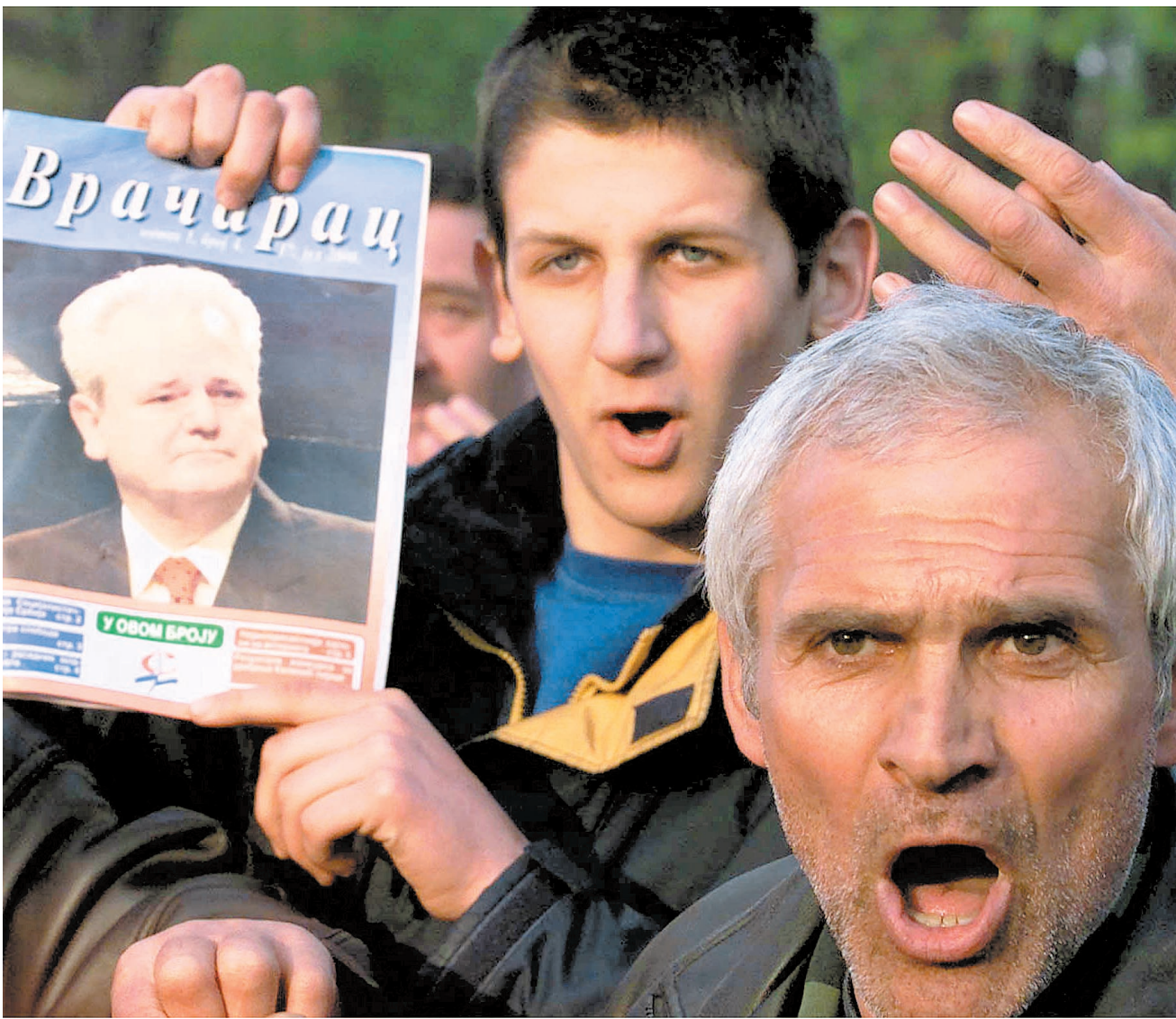


PHOTO REUTERS
Réunis autour de la villa de l'ancien président Slobodan Milosevic, des partisans scandaient des slogans contre l'actuel gouvernement de Belgrade. Quelques échauffourées et jets de pierre ont eu lieu entre les pro et les anti-Milosevic qui se faisaient face. Milosevic s'est finalement rendu à la justice tôt ce matin, heure de Belgrade.

Les autochtones des Amériques s'entendent sur une déclaration commune

MARIE-CLAUDE GIRARD

OTTAWA — Les représentants des peuples autochtones des Amériques ont vu se réaliser hier une ancienne prophétie, celle de l'union de l'aigle et du condor, des autochtones du nord et du sud, par la signature d'une nouvelle alliance autochtone panaméricaine et d'une déclaration commune sur leurs droits humains qui sera portée au Sommet des Amériques par le premier ministre Jean Chrétien.

Désormais, tous les peuples autochtones des Amériques disposeront de leur propre forum autonome, une structure indépendante de tous les autres organismes internationaux et qui représenterait 40 millions d'autochtones. Une cérémonie empreinte d'émotion a marqué hier après-midi la conclusion de l'entente historique entre les groupes de l'Amérique du Nord, du Sud et centrale ainsi que des Caraïbes réunis à Ottawa depuis mercredi pour le Sommet des peuples autochtones des Amériques.

Invité à prendre la parole à la conférence, l'organisateur canadien du Sommet des Amériques et représentant du premier ministre Chrétien, Marc Lortie, n'a

pas précisé le rôle que le chef de l'Assemblée des Premières Nations, Matthew Coon Come, pourra jouer à la rencontre de 34 chefs d'État et de gouvernement. Plusieurs leaders autochtones ont réclamé que le représentant autochtone présente lui-même la déclaration commune.

M. Coon Come aura un siège au sommet, a souligné M. Lortie à Christi Belcourt, de la nation métis, qui lui demandait si le leader autochtone pourrait aussi y avoir une voix. « Nous croyons qu'un de nos droits fondamentaux est celui de se gouverner et représenter soi-même », a expliqué M^{me} Belcourt. En plus du chef de l'APN, Gerald Morin, président du Ralliement national des Métis, et Jose Kusuqak, chef de l'Inuit Tapirisat du Canada, ont été invités au Sommet de Québec.

« Nos représentations ne cesseront pas au Sommet. Ce n'est qu'une des nombreuses rencontres internationales. Nous allons continuer à faire pression sur les gouvernements de différentes façons. Nous ne disparaîtrons pas », a commenté M. Coon Come.

Voir **AUTOCHTONES** en A2



ANDRÉ DUCHESNE

L'ÉTAT DU RÉSEAU

DIM | 2 > Le partenariat, la solution?

Le ministère des Transports et les municipalités englobent annuellement des centaines de millions de dollars dans la construction, la réfection et l'entretien des routes. En 1993, dans la foulée de la réforme Ryan, les municipalités ont de plus hérité de centaines de kilomètres de nouvelles routes à leur charge, sans avoir les budgets pour s'en occuper. À ce chapitre, une petite ville a innové en concluant un partenariat de 15 ans avec une entreprise privée. La dernière tranche de notre série sur l'état des routes. À lire en page A7.



MONIQUE GIGUÈRE

Le Soleil

EN ÉQUATEUR

DIM | 2 > Adieu bras et cerveaux

En prévision du Sommet des Amériques qui se tiendra du 20 au 22 avril à Québec, *La Presse* et *Le Soleil* de Québec ont délégué quatre journalistes en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Nous poursuivons aujourd'hui la publication de la série de Monique Giguère, du *Soleil*, sur l'Équateur, un pays qui se vide de ses bras et de ses cerveaux. À lire en pages A8 et A9.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	B6-B10	La presse d'ailleurs	A13
- télévision	B6	Loteries	A2, A4
À votre tour	A17	Monde	A8-A13
Bandes dessinées	C5	Mots croisés	B10, C5
Bridge	C8	Mot mystère	C6
Consommation	A15	Petites annonces	C8
Décès	#C9	- immobilier	C6, C7
Éditorial	A16	- marchandises	C7
Étes-vous		- emplois	C7
observateur?	C6	- automobile	C7-C9
Feuilleton	C5	- affaires	C9
Génies en herbe	B10	Politique	A4
Horoscope	C8	Sciences	B12
		Têtes d'affiche	B11



MÉTÉO

Voir S16

Nuageux
Maximum 4 > minimum -3



6 21924 98765 1

1
3
4
6

Un condamné à mort s'est échappé

L'homme que je rencontre au bar de l'hôtel Lutétia — rendez-vous attiré de l'édiction à Paris — appartient à l'espèce des revenants. Un revenant d'ailleurs assez étonnant: calme, posé, mélange de timidité et d'assurance Philippe Maurice, à 43 ans, a l'air d'en avoir dix de moins. À l'âge de vingt ans, il avait été condamné à mort pour le meurtre d'un policier. C'était en octobre 1980.

L'élection de Mitterrand en mai 1981, puis l'abolition de la peine de mort au mois de septembre, lui avait définitivement sauvé la vie. Mais au total il aura passé 23 années de sa vie en prison, pour n'être libéré qu'en mars 2000.

Entre-temps il a décroché un doctorat en Histoire de l'Université de Tours, écrit et soutenu (en prison) une thèse de 1800 pages sur La Famille au Gévaudan au XV^e siècle, ouvrage assez sérieux pour être édité en 1998 aux Publications de la Sorbonne. Interdit d'emploi universitaire pour cause de casier judiciaire, Philippe Maurice vit de con-



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

Son livre, *De la haine à la vie*, est devenu un best-seller dès sa sortie en mars:

« Quand je suis définitivement sorti de prison, en mars 2000, me dit-il, je ne pensais pas du tout écrire ce livre, même si plusieurs édités, alertés par un article du *Monde*, m'avaient contacté. Dans mon nouveau milieu de travail, tout le monde connaissait mon histoire, je n'avais rien à cacher. Mais je n'en voyais pas l'intérêt. Et puis je me suis dit que mon histoire pouvait avoir une certaine valeur pédagogique, d'abord pour des jeunes tentés par la délinquance. Et pour les responsables des prisons.

Voir **CONDAMNÉ** en A2

La Terre est plate

D'après vous, laquelle de ces trois affirmations est fausse? La Terre est ronde. Les émissions de CO₂ contribuent au réchauffement de la planète. L'argent et la liberté d'expression ne font qu'un. Facile, pensez-vous. Ça paraît que vous ne vivez pas aux États-Unis.

Les Américains s'entendent pour dire que la Terre est ronde, mais leur accord s'arrête là. Certains d'entre eux croient à la théorie de l'évolution, d'autres à la théorie de la création, par exemple. Et ce ne sont pas les progrès de la science qui feront changer d'idée aux intégristes et aux obscurantistes.

Prenez George W. Bush. Il soutient que la science n'a pas encore réussi à établir de façon irréfutable les causes du réchauffement climatique. Le 14 mars dernier, il a avancé cette thèse pour justifier, en partie, sa décision de renoncer à limiter les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), produit de la combustion de charbon et autres carburants fossiles.

Il aurait dit que la Terre est plate et il n'aurait pas été conspué davantage par les écologistes et autres citoyens inquiets. Après



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

tout, l'ONU ne vient-elle pas de publier un autre rapport alarmant sur l'impact des changements climatiques causés par l'homme? Au 21^e siècle, selon les recherches menées par quelque 700 scientifiques, cyclones, inondations, sécheresses, glissements de terrain et autres phénomènes climatiques extrêmes se multiplieront.

Mais il en faut plus pour émouvoir Dubya, qui s'est distingué comme gouverneur du Texas en devenant recordman de la peine de mort. Il l'a de nouveau démontré la semaine dernière en enterrant le Protocole de Kyoto (1997), qui vise à réduire de 5 % les émissions de gaz à effet de serre de la planète.

Bush s'est dit prêt à participer à la lutte antipollution, mais pas au risque de « nuire » à l'économie. Voilà qui est noble: avec 5 % de la population de la Terre, les États-Unis rejettent 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le message de Bush à la planète, traduit en bon québécois: « Toé, étouffe! »

Voir **TERRE** en A2

DEMAIN DANS LA PRESSE

L'appât du gain

Ce n'est un secret pour personne: plusieurs constructeurs font leur miel des véhicules utilitaires sport. Pas moins gourmande qu'une autre, la société Hyundai — comme bien d'autres d'ailleurs — passe à table cette année en y inscrivant le Santa Fe, son premier utilitaire. Mais considérant la quantité et la qualité de l'offre dans ce segment de marché, la firme sud-coréenne a-t-elle véritablement de quoi offrir que la compétition n'offre pas déjà? Notre collaborateur

À lire demain dans le cahier AUTO.



LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres : **1-5-3** À quatre chiffres : **3-2-3-5**

La Presse

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

LOTO 6/49 > **1-12-13-28-32-44** Compl. : **47** > Extra : **5-2-2-6-6-7**

SUITES DE LA UNE

MILOSEVIC

Suite de la page A1

Mais la Yougoslavie n'a pas l'intention de remettre Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye mais de « le déferer devant un juge d'instruction, en vertu de la législation nationale », a expliqué le ministre serbe de l'Intérieur, Dusan Mihajlovic. Vojislav Kostunica a toujours refusé de donner suite aux demandes du TPI de lui livrer l'ancien dictateur.

L'ancien président yougoslave a été inculpé par la justice de son pays d'abus de pouvoir et de corruption. Pour ces chefs d'accusation, M. Milosevic encourt une peine maximale de

cinq ans de prison.

L'ancien dictateur fait aussi l'objet d'une enquête sur de fausses déclarations présumées sur l'étendue de ses avoirs personnels. Il est également soupçonné d'avoir dissimulé plusieurs dizaines de millions de dollars sur des comptes à l'étranger, ce qu'il a toujours nié, et d'avoir détourné des fonds publics pour son usage personnel. Il pourrait aussi être poursuivi pour le « pillage » de l'argent du contribuable et pour les assassinats ou les disparitions de plusieurs de ses opposants lorsqu'il était au pouvoir.



PHOTO AP

Les membres de l'escouade spéciale de la police yougoslave quittent les environs de la résidence de l'ancien président Slobodan Milosevic. Ce dernier s'est rendu à la justice tôt ce matin, après avoir résisté pendant 26 heures à son arrestation. Milosevic a été conduit directement à la prison centrale de Belgrade.

AUTOCHTONES

Suite de la page A1

Un consensus a été établi parmi les délégués sur une série de considérations sociales, économiques, légales et culturelles. Leur message: un éventuel accord de libre-échange des Amériques ne peut se faire en violation des droits humains autochtones, lesquels comportent selon les termes de leur déclaration, le droit au territoire et ses ressources naturelles, à l'autodétermination, à la reconnaissance des autorités traditionnelles, à la protection de lieux culturels sacrés, du patrimoine, du savoir et de la propriété intellectuelle autochtone, de même qu'au respect des lois et histoires de tradition orale.

De la déléguée du Yukon qui craint de voir disparaître les caribous de la région de la rivière Porcupine par l'exploitation des gisements de pétrole au délégué du Pérou qui s'inquiète de la convoitise des compagnies pharmaceutiques sur le patrimoine génétique de la forêt amazonienne et le savoir des femmes autochtones, un même constat est apparu: l'accord de libre-échange risque de favoriser la mainmise des multinationales sur les ressources naturelles dont dépendent les peuples autochtones. Sans participation autochtone, « la zone de libre-échange des Amériques sera un instrument de néoeco-

lonialisme », a affirmé Tomas Alarcon, un avocat maya péruvien.

Les signataires de la déclaration croient que les politiques économiques des États, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce et de la Banque inter-américaine de développement ont fait des États des instruments des corporations en limitant la capacité des pays à protéger l'environnement et le bien-être socio-économique et culturel des peuples autochtones.

L'Alena et le Mercosur, adoptés sans la participation et le consentement des autochtones, ont eu des

effets « dévastateurs » sur la vie, la santé, l'économie, l'environnement et les territoires des peuples autochtones, particulièrement chez les femmes et les enfants, estiment-ils.

Pourquoi créer un forum autochtone? Le forum permanent de l'ONU sur les peuples autochtones, la Commission de droits de la personne et les autres instances sont des forums étrangers, explique Matthew Coon Come.

En créant un forum permanent, les peuples autochtones s'engagent à travailler ensemble à faire valoir leurs droits sur toutes les tribunes et à intensifier leur collaboration dans différents domaines.

TERRE

Suite de la page A1

L'Europe, en particulier, a sorti les gros mots pour dénoncer la décision du président américain (« irresponsable », « inacceptable », « grave »). Bush ne s'en aperçoit peut-être pas, mais son image à l'étranger est en train de devenir celle d'un imbécile qui donne la mort et pollue l'environnement sans aucun remord.

Aux États-Unis, les critiques de Bush ont décrié les liens incestueux de son administration avec l'industrie du pétrole et du gaz, qui a donné dix millions au Parti républicain lors des dernières élections (contre quatre millions au Parti démocrate).

Bush a été prospecteur de pétrole au Texas, tout comme son secrétaire au Commerce — et meilleur ami — Don Evans. Pendant cinq ans, son vice-président, Dick Cheney, a dirigé Halliburton, un des géants de l'industrie pétrolière. Et Condoleezza Rice, sa conseillère pour les questions de sécurité, a longtemps fait partie du conseil d'administration de Chevron, qui l'a honorée en donnant son nom à un de ses tankers.

Tout ce beau monde considère le mouvement

Vert comme l'ennemi public numéro un, l'empêcheur de tourner en rond, responsable de la crise énergétique en Californie. Si seulement les écologistes cessaient de monter des campagnes contre la construction de centrales électriques et la prospection pétrolière.

« Nous vivons une pénurie d'énergie », a répliqué Bush, jeudi, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche.

D'où l'impossibilité, à son avis, de réduire les émissions des centrales à charbon. D'où l'urgence de construire de nouvelles centrales à gaz. D'où l'obligation de creuser de nouveaux puits de pétrole en Alaska ou ailleurs.

Jamais Bush ne mentionne la nécessité de conserver l'énergie. Jamais il ne parle de sources d'énergie alternatives. Jamais il ne remet en question la gloutonnerie des Américains, qui consomment à eux seuls 25 % de l'énergie mondiale. Faut-il s'en étonner?

Non pas, répond Ted Turner, fondateur de CNN et fort en gueule, qui vient d'accuser Bush d'être à la solde (« bought and paid for ») de l'industrie du pétrole et du gaz.

L'influence de l'argent en politique ne pourrait être un sujet plus chaud aux États-Unis. Et pas seulement à cause de Bush. Vous vous souvenez de John McCain? L'an dernier, pendant les primaires républicaines, le sénateur avait flanqué la frousse à W. en lui infligeant des défaites inattendues au New Hampshire et au Michigan.

La semaine dernière, McCain a repris sa lutte pour réformer le financement des campagnes électorales. Il a franchi des étapes importantes vers l'adoption d'une loi qui mettra fin aux contributions illimitées que peuvent verser aux partis politiques les grandes entreprises, les groupes de pression, les riches individus et les syndicats.

En cas de défaite, les ennemis de McCain se promettent déjà d'aller en Cour suprême. À leurs yeux, la loi à l'étude viole la liberté d'expression des individus et des groupes. Leur slogan: « Money is speech. »

Sous Bush, tout compte fait, la Terre est plate. Très plate.

CONDAMNÉ

Suite de la page A1

« Attention: je ne dis pas que je n'ai pas ma responsabilité dans ce qui est arrivé en 1979. Je dis que je n'avais que vingt ans, que j'étais un petit délinquant primaire, et que j'aurais pu être remis sur le droit chemin si, au lieu d'avoir affaire à des matons sadiques, des éducateurs s'étaient occupés de moi. J'ai écrit ce livre pour dire aux jeunes qui sont au bord de la petite délinquance: vous risquez de gâcher votre vie. Et aux autorités: ces délinquants devraient être vraiment pris en main par des éducateurs, au lieu de quoi vous êtes en train de fabriquer les criminels de demain. » Pour lui, rien ou presque n'a changé en vingt ans: l'idée de réhabilitation est toujours absente du système.

L'histoire de Philippe Maurice est à la fois banale, atypique et extravagante. C'est celle d'un garçon de milieu modeste (sans plus) en banlieue parisienne. Son frère Jean-Jacques, de trois ans son aîné, tombe le premier dans la délinquance. Son petit frère lui donne un coup de main, tombe dans l'engrenage, participe à de petits trafics, commence à se promener avec un pistolet. En mai 1977,

il est arrêté, puis condamné à la fois pour trafic de fausse monnaie et port d'arme. Non seulement il est — à son avis aujourd'hui — condamné lourdement à la prison, mais encore il fait aussitôt l'expérience d'une prison où on humilie les prisonniers inutilement, où on les tabasse quand ils sont au « mitard » (cachot). Le 28 avril 1979, alors qu'il a droit à une permission, il décide de se mettre en cavale et de « ne plus jamais retourner en prison ».

La cavale durera sept mois, au terme desquels avec son copain Serge ils tombent sur un contrôle de police où tout le monde panique. Un flic tue Serge. Lui-même tire dans le tas, et descend un policier. Fin 1979, la France est plongée dans l'incroyable feuilleton Mesrine, qui se termine par son exécution en pleine rue, porte de Clignancourt.

Philippe Maurice, nouveau desperado de vingt ans qui tire à vue sur les flics, lui-même frère d'un « dangereux » délinquant en cavale, arrive à point nommé pour prendre la place de l'ennemi public numéro un. Alors que la justice française est déjà célèbre

pour sa lenteur — une instruction peut prendre deux ou trois ans avant procès —, le cas Philippe Maurice est expédié à une vitesse ahurissante: en cette fin de régime giscardien, alors que le chômage montait à vue d'oeil et que les « affaires » se multipliaient, l'existence d'un bouc émissaire tombait à pic.

« Normalement, ma condamnation à mort était impensable, dit aujourd'hui Maurice. Pour cela il fallait qu'il y eût préméditation. Dans mon cas c'était évidemment absurde. J'ai eu droit à la peine de mort tout de même et, devant les Assises, il n'y a aucun appel possible, sinon pour vice de forme. Or, par-dessus le marché, il y avait vice de forme: un magistrat avait été spécialement nommé par le ministre de la Justice pour mon procès, et il n'avait pas le droit d'y siéger. Cela fut reconnu plus tard dans d'autres cas. Mais mon pourvoi en cassation avait été, lui, rejeté. De toute évidence, mon exécution avait été programmée pour les semaines à venir, dans la perspective des élections présidentielles de mai 1981. Seulement voilà: mes avocats

réussirent à alerter une partie de la gauche, les médias: je devenais celui que Giscard voulait guillotiner pour sa réélection. Du coup cela l'empêchait de le faire. »

L'abolition de la peine de mort par la gauche en septembre 1981 mettait fin à une histoire. Restait pour Philippe Maurice un itinéraire carcéral de près de 19 ans, avec la tentation du suicide, des révoltes et des tabassages, la lente sortie de « cette haine qui au début aide à vivre puis commence à vous détruire ». Il est déjà docteur en histoire lorsque son frère Jean-Jacques, repris par la police, est mis au cachot et se suicide, en 1997. De quoi donner à Philippe l'idée de replonger. Il a résisté à la tentation. En se répétant ce que le XV^e siècle lui avait appris: « La société vise à extirper ce qu'il y a de primitif dans l'homme. Et la vengeance est un sentiment primitif. » Il dit ça aujourd'hui très posément: mais sous l'apparence tranquille, ça bouillonne encore.

Philippe Maurice, De la haine à la vie, 292 pages, Le Cherche-Midi éditeur, paris 2001

ACTUALITÉS



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

« J'aime mieux que les motards soient en dedans que dehors », affirme Maurice, (ci-dessus), dont la cour arrière donne directement sur la prison de Bordeaux, située dans le quartier Nouveau-Bordeaux de la métropole.

Les voisins ne craignent pas l'arrivée des Hells

Des livreurs de drogue continuent toujours de passer sur leur terrain

SYLVAIN LAROCQUE

Les voisins de la prison de Bordeaux disent ne pas craindre l'arrivée dans leur quartier des 122 membres des Hells Angels arrêtés la semaine dernière, pas plus que la construction d'un mini-palais de justice à proximité.

« J'aime mieux que les motards soient en dedans que dehors », lance Maurice, qui habite rue Poincaré, juste derrière l'établissement de détention situé dans le nord de l'île de Montréal.

« J'ai parlé à plusieurs voisins, et il n'y a pas de mouvement d'inquiétude à cause des Hells », précise-t-il.

L'homme d'une soixantaine d'années n'a pas d'objection à ce qu'on publie son nom au complet, mais sa femme, qui est plus craintive, préfère qu'il garde l'anony-

mat. « J'aime mieux ne pas penser aux prisonniers », dit-elle, circospecte.

La dame a été témoin d'une évasion il y a plusieurs années, et en redoute une autre. « Je n'ai jamais eu aussi peur de toute ma vie », confie-t-elle. « C'est très rare que ça arrive », tempère son mari, qui ne croit pas que l'arrivée des motards change grand-chose à sa vie ou à celle de la prison.

« Ces gars-là, ils ne veulent pas passer dix ans en dedans », renchérit le voisin d'en face, qui a lui aussi voulu garder l'anonymat même s'il dit ne rien craindre. « J'imagine qu'ils vont bien se comporter pour sortir vite. »

« De toute façon, même s'il y avait une émeute, les policiers et les pompiers interviendraient tout de suite, comme ils le font toujours, poursuit Maurice. On ne serait pas en danger. Et si un détenu s'évadait, j'imagine qu'il voudrait aller le plus loin possible, pas s'en prendre à nous. »

Un autre voisin, qui a fait part de

son inquiétude à plusieurs médias cette semaine, n'est pas d'accord. « Je ne voudrais pas être en train de monter dans ma voiture au moment où un évadé passerait sur mon terrain en courant », illustre-t-il, en rappelant qu'un fugitif de Bordeaux a tué une victime innocente quelques heures après sa fuite, en 1993 à Longueuil.

Question de rassurer la population environnante, l'homme souhaite qu'on installe un rouleau de barbelé au-dessus de la clôture qui sépare les maisons du terrain de la prison (au-delà du mur de béton). Une demande qui aurait déjà été refusée par la direction du centre de détention.

Maurice estime pour sa part que les administrateurs font tout ce qu'ils peuvent pour assurer la sécurité de la population. Il admet néanmoins que les acheteurs de maison neuve ont « une petite crainte » quand ils en visitent une dans le secteur, mais qu'ils se rendent vite à l'évidence : le quartier est tranquille.

« En raison de la prison, la po-

lice passe plus souvent qu'ailleurs, si bien qu'il n'y a jamais eu de vol dans cette rue », soutient un autre voisin, dont la cour donne, comme celle de Maurice, directement sur la prison. « Le marché (immobilier) est très bon actuellement, les maisons se vendent en quelques semaines seulement, ajoute-t-il. J'estime que depuis 1995, la valeur de ma maison a augmenté de 30 %. »

Il reste que depuis plusieurs années, les résidents de la rue Poincaré sont aux prises avec le problème des livreurs de drogue, qui se fauillent dans leur cour pour aller lancer des sacs de stupéfiants par-dessus le mur de béton qui sépare la cour intérieure de la prison du monde extérieur.

« C'est sûr que c'est désagréable, mais il s'agit de ne pas essayer de confronter les livreurs, et de collaborer avec la police pour les faire arrêter », souligne un voisin, qui ne croit pas que le trafic augmentera avec l'arrivée des Hells. « À mon avis, ceux qui ont été incarcérés ne sont pas de grands consommateurs », avance-t-il.

| 1^{er} avril |

Nouvelle heure, nouvelles piles

RAYMOND GERVAIS

C'est aujourd'hui le 1^{er} avril, traditionnel jour du poisson d'avril. Cette année, le 1^{er} avril coïncide avec le changement d'heure, qui dit changement d'heure, dit changement de pile dans les détecteurs de fumée.

Deux fois par année, les services de prévention des incendies de différentes municipalités au Québec profitent du changement d'heure pour rappeler qu'il est important de changer les piles des détecteurs de fumée et de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Selon les statistiques, 93 % des décès causés par des incendies se produisent dans des résidences où il n'y a pas de détecteurs de fumée ou encore où les détecteurs ne fonctionnent pas.

Le Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM) rappelle qu'un avertisseur de fumée en bon état est le moyen le plus sûr de sauver des vies lors d'un incendie.

En 2000, huit personnes ont perdu la vie dans des incendies à Montréal. Dans tous les cas sauf un, il n'y avait pas d'avertisseur d'incendie ou s'il y en avait un, la pile était à plat ou manquante.

Les pompiers désirent sensibiliser la population à l'importance de vérifier, au moins une fois par mois, le bon fonctionnement des piles en appuyant sur le bouton d'essai de chaque détecteur de fumée et de les remplacer le cas échéant. Il faut préciser que les piles rechargeables ne doivent pas être utilisées dans un avertisseur de fumée.

Les scouts aux portes

Hier matin, 35 scouts de Montréal accompagnés de pompiers du SPIM, ont frappé aux portes des maisons dans les quartiers Hochelaga-Maisonneuve, Plateau Mont-Royal et Côte-des-Neiges afin de sensibiliser les citoyens à l'importance de vérifier le bon fonctionnement des détecteurs de fumée. Ces trois quartiers ont été ciblés par le SPIM parce qu'ils sont reconnus comme quartiers hautement touchés par les débuts d'incendie.

Les parcs: tous devront payer

RAYMOND GERVAIS

Tel que promis par Québec l'an dernier, c'est à compter d'aujourd'hui qu'entre en vigueur la nouvelle tarification d'accès aux 20 parcs de la province.

Dorénavant, chaque utilisateur devra payer un droit d'accès pour fréquenter un parc, que ce soit pour une randonnée pédestre, y faire du vélo, du ski de randonnée, de la raquette ou toute autre activité de plein air.

Michel Chouinard, qui habite Saint-Bruno depuis 15 ans et dont la cour arrière est adjacente au parc provincial du Mont-Saint-Bruno, n'en revient tout simplement pas.

« J'avais l'habitude après le souper de faire une marche d'une heure avec ma femme et mes enfants en forêt, question de digérer et de respirer un brin d'air pur. Nous sortions par la porte arrière de la maison, nous traversions la cour, puis nous y étions. Ma petite famille et moi aimions observer les différentes espèces d'oiseaux et les écureuils. Occasionnellement, nous pouvions voir un chevreuil courir dans la montagne. Si je désire poursuivre les mêmes activités cet été, je devrai déboursier annuellement 35 \$ en droits d'accès pour ma femme et mes deux enfants afin d'avoir le droit de marcher dans « ma » montagne. Pourtant, lors de mon dernier rapport d'impôt, j'ai versé plus de 18 000 \$ à Québec... Je pense que trop, c'est trop », a précisé M. Chouinard d'un ton plutôt acerbe.

La nouvelle tarification en vigueur jusqu'au 31 mars 2005, prend la forme d'un tarif quotidien, d'une carte annuelle Parc ou d'une carte annuelle Réseau. Cette dernière permet l'accès aux 20 parcs du Québec. La tarification est uniforme pour tous les parcs.

Les droits d'accès quotidien sont de 3,50 \$ pour un adulte ; de 1,50 \$ pour les enfants de 6 à 17 ans ; gratuit de 0 à 5 ans ; de 5 \$, pour un adulte accompagné d'enfants de 6 à 17 ans ; de 7 \$ pour deux adultes accompa-

gnés d'enfants de 6 à 17 ans et de 3 \$ par personne pour un groupe organisé d'adultes.

La carte annuelle Parc coûte 16,50 \$ pour un adulte ; 7,50 \$ pour les enfants âgés de 6 à 17 ans ; gratuite de 0 à 5 ans ; 25 \$ pour un adulte accompagné d'enfants de 6 à 17 ans ; 35 \$ pour deux adultes accompagnés d'enfants de 6 à 17 ans.

La carte annuelle Réseau coûte 30 \$ pour un adulte, 15 \$ pour les enfants de 6 à 17 ans ; gratuite de 0 à 5 ans ; 45 \$ pour un adulte accompagné d'enfants de 6 à 17 ans et de 70 \$ pour deux adultes accompagnés d'enfants de 6 à 17 ans.

Il faut préciser que les droits d'accès sont inclus dans tous les tarifs d'hébergement (camping, chalet, camp rustique et refuge).

Les parcs sont : Aigüebelle, Bic, Frontenac, Gaspésie, Grands-Jardins, Haute-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie, Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, Jacques-Cartier, Miguasha, Mont-Mégantic, Mont-Orford, Mont-Tremblant, Monts-Valin, Oka, Pointe-Taillon, Saguenay, Saguenay-Saint-Laurent, Yamaska, Mont-Saint-Bruno et Îles-de-Boucherville.

Il faut préciser que la nouvelle tarification d'accès remplace tous les tarifs de stationnement à l'exception des tarifs de stationnement de plage des parcs Yamaska, d'Oka et du Mont-Orford.

Pour ces parcs, les tarifs quotidiens sont : automobile / bateau 5 \$; moto 3 \$; autocaravane ou caravane 5 \$; minibus 10 \$; autobus 20 \$. Les tarifs saisonniers sont : automobile / bateau 30 \$; moto 20 \$. Il n'y a pas de tarif saisonnier pour les autres types de véhicules.

Il faut préciser que les 14 réserves fauniques ne sont pas touchées par cette tarification.

Québec a promis que toutes les sommes recueillies seront réinvesties dans les parcs et que les contributions serviront à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine naturel.

Le bonheur...
dans le confort et dans le prix.

CHICAGO

Causeuse avec tissu cantare: 1 200\$ taxes incluses.
Aussi disponible en version fauteuil,
causeuse allongée et canapé.
Choix de tissu et de cuir.

Jusqu'au
30 avril 01



MAISON DE MEUBLES

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Cure-Labelle), Laval (Qc) H7T 2P7

450. 687 6867

Golf Grand-Mère : Clark et Duceppe refusent de lâcher prise

Presse Canadienne

OTTAWA — Le leader conservateur Joe Clark a déclaré qu'il allait continuer à réclamer une enquête judiciaire indépendante si le premier ministre Jean Chrétien ne fournissait pas plus de détails sur ses relations d'affaires dans le dossier du club de golf Grand-Mère.

M. Clark a fait parvenir vendredi à M. Chrétien une lettre dans laquelle il énumérait 14 questions qui n'ont pas été éclaircies, malgré la liasse de documents que le premier ministre a rendu publique la semaine dernière.

Les documents portent sur les intérêts que M. Chrétien détenait dans le club de golf Grand-Mère, ainsi que la vente controversée de sa participation de 25 %. On y trouve notamment un certificat de vente manuscrit daté de 1993.

Il s'agit de déterminer si M. Chrétien était en conflit d'intérêts lorsqu'en 1996-1997, il a exercé des pressions afin d'obtenir des subventions et des prêts fédéraux pour l'Auberge Grand-Mère, située à proximité du terrain de golf.

Dans sa lettre, Joe Clark souligne que, malgré le certificat de vente, « il y a de fortes raisons de soupçonner que cette vente n'a jamais eu lieu ».



Le chef conservateur Joe Clark et son homologue bloquiste Gilles Duceppe n'en démordent pas. Ils réclament une enquête indépendante.



Le leader conservateur met également en doute les déclarations du premier ministre selon lesquelles il n'existerait aucun lien financier entre l'hôtel et le terrain de golf. Il cite certaines déclarations d'Yvon Duhaime, le propriétaire actuel de l'hôtel, rapportés hier dans le quotidien *Le Soleil*. Au cours d'un témoignage rendu en novembre devant la Société des alcools du Québec, M. Duhaime aurait déclaré que l'hôtel offrait des dîners pour le club de golf, ainsi que des forfaits de golf.

Tout comme Joe Clark, le leader du Bloc québécois, Gilles Duceppe, continue d'exiger une enquête publique dans ce dossier.

Du récent sondage Ipsos-Reid indiquant que la popularité du premier ministre a considérablement augmenté au cours du dernier mois, M. Duceppe retient que 56 % des Canadiens approuveraient la tenue d'une enquête indépendante.

Pour le chef bloquiste, il s'agit d'une question d'éthique : le premier ministre doit prouver que son intégrité est sans faille.

Le Bloc, le Parti conservateur et l'Alliance canadienne ont publié samedi dans certains journaux une lettre commune pour réclamer à nouveau une enquête publique.

Chrétien a moins dépensé que les autres chefs de parti

Presse Canadienne

OTTAWA — Même s'il est important pour un premier ministre d'être élu dans sa circonscription aux élections générales, Jean Chrétien a été le moins dépensier lors de la dernière campagne.

Selon des données d'Élections Canada, M. Chrétien a dépensé exactement 60 591,07 \$ lors de la campagne qui l'a mené à une douzième victoire électorale dans sa circonscription, en novembre dernier. Il a ainsi dépensé moins de la moitié de l'argent amassé par son équipe dans Saint-Maurice (135 450 \$).

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, montre une dépense de 63 342,87 \$ pour sa réélection dans Laurier-Sainte-Marie.

Le chef conservateur, Joe Clark, est celui qui a le plus dépensé pour être élu, dans Calgary-Centre : 67 789,12 \$. Il avait recueilli un peu plus de 100 000 \$ pour cette bataille.

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a dépensé près de 61 100 \$ dans

Okanagan, tandis que la leader néo-démocrate, Alexa McDonough, a consacré 61 817,55 \$ à la campagne dans sa circonscription de Halifax.

Aucune contribution à la caisse de campagne de l'un ou l'autre des chefs dans sa circonscription n'a excédé 5000 \$.

Les plus importants

Parmi les plus importants contributeurs (5000 \$) à la caisse de M. Chrétien, on note Mégatech Electro, qui avait touché en 1997 une subvention fédérale de 1,3 million du controversé Fonds transitoire pour la création d'emplois.

Gilles Duceppe a reçu au total 34 000 \$ d'entreprises québécoises — contrairement aux partis provinciaux du Québec, le Bloc accepte maintenant les contributions des sociétés.

La plus importante contribution (5000 \$) à la campagne locale d'Alexa McDonough est venue de l'Association internationale des pompiers.

Enfin, Joe Clark a reçu notamment 5000 \$ de Shaw Communications, de Calgary.



Jean Chrétien aime donner l'heure juste...

FAITES FORTUNE AVEC L'IMMOBILIER

UNE FORTUNE ACCESSIBLE À TOUS, MÊME SANS AUCUN COMPTANT

Les millionnaires ne sont pas 100 fois, ni même 10 fois plus brillants que vous; toutefois dans les faits, ils gagnent 10 fois, 50 fois et même 100 fois plus d'argent que vous. Travaillent-ils beaucoup plus que vous? **D'AUCUNE FAÇON.** Même si vous ne travaillez que 20 heures par semaine, il est physiquement impossible que ces personnes s'affairent 10 fois plus que vous (il n'y a que 168 heures dans une semaine, et personne ne peut en avoir plus).

Saviez-vous que parmi les gens qui ont fait fortune, la plupart l'ont fait en investissant dans l'immobilier. Ce genre de placement vous offre la plus grande stabilité existante sur le marché et, règle générale, suit l'inflation. Il n'est pas soumis aux fluctuations émotives du marché comme les autres genres d'investissement disponibles. L'immobilier est le genre de placement qui a toujours le mieux traversé toutes les crises économiques. Il est possible d'acheter des immeubles avec aussi peu que 5% du prix d'achat et, dans certains cas, **SANS AUCUN COMPTANT.** Profitez de ce cycle, l'immobilier est le secteur de l'activité économique qui nous offre actuellement d'excellentes opportunités.

QUI DEVIENDRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE :

Les gens qui ont à cœur leur sécurité financière, qui veulent s'assurer une retraite dorée, qui en ont assez de vivre d'une paie à l'autre, qui veulent profiter de la vie immédiatement, s'assurer de pouvoir payer des études à leurs enfants, se payer de beaux voyages, avoir plus de temps libres, travailler moins, bref avoir une vie plus agréable et surtout en avoir le contrôle.

CE QUE VOUS APPRENDREZ DURANT CES 6 HEURES :

Comment : se construire un excellent crédit - identifier des immeubles jusqu'à 50% en bas de leur valeur - déterminer la valeur d'un immeuble - choisir le bon immeuble - faire un profit instantané à l'achat - négocier vos acquisitions - augmenter votre avoir net de 100% par année - acheter avec le minimum de comptant - identifier les sources d'argent - les différentes techniques de profit - faire du profit avec des propriétés en détresse - les reprises bancaires - se construire une fortune - gérer ses immeubles ou ne serait-ce qu'acheter une résidence au prix du gros pour y habiter.

LE SAMEDI 7 AVRIL 2001

HILTON MONTRÉAL AÉROPORT
12505, CÔTE-DE-LIESSE
DORVAL

PRIX: 250 \$ + TAXES (MATÉRIEL DE COURS INCLUS)

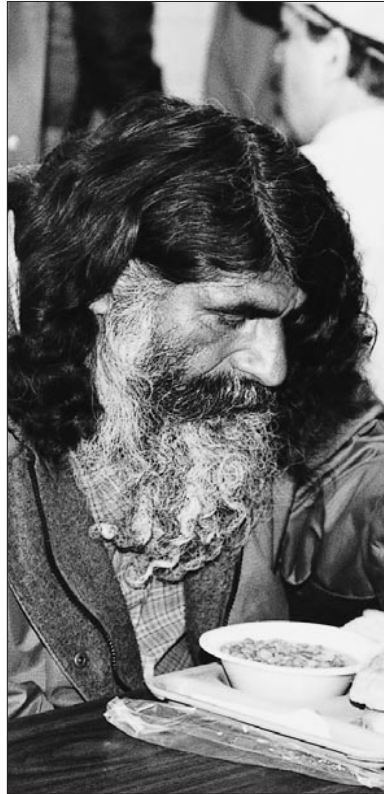
Réservez immédiatement: (450) 679-0261

Formateurs: Jacques Lépine M.B.A.
Ginette Méroz, avocate
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.

29415677

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

REPAS COMPLET POUR PÂQUES—1,97\$



Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ainsi que d'autres services essentiels aux personnes qui ont faim, qui sont sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal en cette période de Pâques.

Pour seulement 1,97\$, vous pouvez procurer un repas chaud ainsi que d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- ☐ 19,70\$ pour aider 10 personnes ☐ 39,40\$ pour aider 20 personnes
☐ 59,10\$ pour aider 30 personnes ☐ 78,80\$ pour aider 40 personnes
☐ 197,00\$ fournir 100 repas ainsi que des services essentiels
☐ _____ \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit, VISA/MasterCard/AMX, veuillez composer le (514) 523-5288.

Nom _____

Adresse _____ App. _____

Ville/Prov./Code Postal _____

Téléphone (_____) _____

Les montants mentionnés sont des coûts moyens comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt vous sera expédié par la poste.



Veillez faire votre chèque au nom de:
LA MISSION BON ACCUEIL
C.P. 894, Succursale A, Dépt 51957
Montréal, QC H3C 2V8
Situé au : 1490 rue Saint-Antoine Ouest
www.mbawhm.com
No. d'eng. BN10819 5215 RR0001

29413949

NOTRE 101^{ÈME} ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL

Les pêcheurs acadiens dépouillés au profit des autochtones ?

ANDRÉ PÉPIN

CARAQUET, N.-B. — La guerre du crabe pourrait bientôt s'ajouter à celle du homard, à quelques semaines de l'ouverture de la pêche. Le gouvernement fédéral a racheté des bateaux et des permis pour les offrir aux autochtones, laissant des dizaines de travailleurs sans emploi.

La pêche au crabe est beaucoup plus lucrative, rien de comparable avec le homard. L'action fédérale a surpris tout le monde dans le secteur des pêches, principalement dans la péninsule acadienne. Les premiers pêcheurs acadiens millionnaires ont fait fortune dans la péninsule.

Au cours de l'hiver dernier, le gouvernement Chrétien a racheté des permis et des bateaux ultramodernes, qu'il avait lui-même financés, pour les offrir aux bandes autochtones, qui peuvent maintenant ratifier la mer en quête de la précieuse ressource. Au moins cinq permis ont ainsi été rachetés par Ottawa.

Les pêcheurs y trouvent un intérêt certain, mais le personnel de pêche, les hommes de pont, se retrouvent le bec à l'eau, les bandes autochtones ne requérant pas leurs services. C'est la panique, pour au moins une cinquantaine d'entre eux qui travaillent dans les pêches depuis de nombreuses années. Dans quelques semaines, ces travailleurs auront épuisé leur banque d'assurance-emploi, sans espoir de trouver un travail rémunérateur.

Ces hommes de pont touchaient, pour la plupart, un revenu annuel de plus de 30 000 \$.

Ils auront droit à de maigres prestations provenant d'un fonds de solidarité pour les

travailleurs d'usines de transformation, mais plusieurs craignent de tout perdre au cours des prochaines semaines, notamment dans la municipalité de Shippagan, principal quai pour la pêche au homard et au crabe.

Le gouvernement provincial vient de mettre sur pied des programmes de recyclage, tout en offrant des emplois saisonniers dans les municipalités, mais la colère grandit.

Les hommes de pont acculés à la faillite ont tenté d'obtenir des permis et des bateaux du fédéral, mais ce fut peine perdue. Rien n'est en effet disponible.

Les affrontements en mer sont donc encore prévisibles cette année, dans la grande région qui s'étend de la baie des Chaleurs jusqu'à la baie de Miramichi.

Des pêcheurs d'autres provinces atlantiques, notamment ceux de l'Île-du-Prince-Édouard, tentent eux aussi de s'approprier des permis pour le crabe. Ils ne sont pas rares, les pêcheurs de crabe qui empochent un

million de dollars de gains en une seule saison. Il s'agit d'une ressource naturelle qui ne nécessite aucun investissement majeur. Les bateaux sont admissibles aux programmes fédéraux d'aide financière.

Pour les autres

Les pays asiatiques sont friands de la chair de crabe, de homard également. Il devient d'ailleurs de plus en plus difficile, pour les résidents de l'Atlantique, de se procurer à bon prix des produits de la mer. La première qualité est rapidement offerte aux acheteurs asiatiques. Les Montréalais, comme les New-Yorkais, peuvent se procurer de bons fruits de mer provenant de la baie des Chaleurs, à meilleur compte que la population de la péninsule acadienne.



STANSTEAD COLLEGE SÉJOUR LINGUISTIQUE EN ANGLAIS OÙ VOS ENFANTS APPRENDONT-ILS L'ANGLAIS ?

Stanstead College offre un stage d'anglais de trois semaines du 1^{er} au 21 juillet dans les Cantons de l'Est, près de la frontière américaine.

Séjour linguistique en anglais

Stanstead College, Stanstead (Québec) J0B 3E0

Téléphone : (819) 876-7891 poste 246 Télécopieur : (819) 876-5392

(Courriel): summer.school@stanstead.qc.ca

http://www.stanstead.qc.ca/scla/main.html

2932813

loto-québec



Tirage du
2001-03-31

01 12 13 28 32 44

Numéro complémentaire: 47



Tirage du
2001-03-31

07 09 28 37 43 49

Numéro complémentaire: 01



Tirage du
2001-03-31

03 07 08 11 13
17 23 25 31 32
33 34 36 37 40
60 61 62 64 68



Tirage du
2001-03-31

3 4
153 3235



Tirage du
2001-03-31

NUMÉRO: 522667



Tirage du
2001-03-30

NUMÉRO: 135610



Tirage du
2001-03-30

03 10 17 33 36 38 46

Numéro complémentaire: 04

Ventes totales: 12 964 676 \$
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

GAGNANTS

7/7 0
6/7+ 2
6/7 96
5/7 4 816
4/7 105 600
3/7+ 96 715
3/7 881 268

LOTS

2 500 000,00 \$
120 712,50 \$
2 200,50 \$
156,60 \$
10,00 \$
10,00 \$
participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC



Ce pont, qui relie Cornwall aux États-Unis, pourrait être pris d'assaut par des manifestants mohawks le 19 avril prochain. Plusieurs organismes canadiens et américains ont déjà promis de leur prêter main-forte.

Photos BERNARD BRAULT, La Presse ©

Akwesasne : une porte d'entrée dérobée ?

Il est toujours possible que les manifestants antimondialisation passent la réserve mohawk

LAURA-JULIE PERREAULT

AKWESASNE — Le chef du Conseil mohawk d'Akwesasne a refroidi quelques organismes antimondialisation la semaine dernière, en affirmant que la réserve ne deviendrait pas une passoire pour tous ceux qui veulent entrer au Canada. Mais à Akwesasne même, l'idée de donner un coup de main aux protestataires est loin d'être morte.

La possibilité pour les manifestants de contourner le poste frontalier de Cornwall en traversant la frontière par la réserve mohawk est dans l'air depuis que le gouvernement canadien a refusé l'accès au pays à plusieurs militants américains. Ces derniers s'opposent à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et comptent exprimer leur opinion dans les rues de Québec, du 20 au 22 avril.

Après vérification hier, la position du chef semble ne pas être complètement arrêtée. « Mike Mitchell, notre grand chef a laissé savoir son opinion. Mais le Conseil de bande va se réunir bientôt pour aborder la question. Je sais que des groupes des États-Unis nous ont appelés et qu'il y a des possibilités de rencontres », avançait hier après-midi Margie Thomson, membre du Conseil de bande, rencontrée par *La Presse* à sa résidence.

« Je sais aussi que certains manifestants américains devaient se rendre à Ottawa ce week-end où il y a une réunion des chefs autochtones

des trois Amériques », ajoutait la dame. « Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a rien de réglé ! Et n'oubliez surtout pas qu'il y a trois gouvernements à Akwesasne. On est bien loin d'une entente », laissait-elle tomber avant de s'excuser et de refermer la porte.

Les divergences d'opinions entre les trois instances de la réserve sont notoires, voire historiques. Le Conseil mohawk d'Akwesasne, a juridiction sur le côté canadien de la réserve ; le St-Regis Mohawk Tribal Council, exerce son pouvoir aux États-Unis. Pendant ce temps, le Conseil des chefs de la Nation mohawk, qui regroupe les traditionalistes, remet en question la légitimité des deux autres gouvernements établis par les Blancs.

Traditionalistes en tête

Des militants antimondialisation rencontrés hier à l'Université du Québec à Montréal, dans le cadre d'une journée de formation des manifestants qui se préparent pour le Sommet des Amériques, ont souligné qu'ils traitaient surtout avec les traditionalistes. « Nous les avons rencontrés. Pour eux, permettre aux manifestants de passer par leur territoire est plus qu'un acte de désobéissance, c'est la manière d'affirmer leur souveraineté sur ce territoire », s'exclamait Tania Hallé, membre de la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes).

Des groupes du Québec, de l'Ontario, de Burlington et New York faisaient partie de ces discus-

sions, disait-elle hier.

Même si les trois gouvernements s'entendaient éventuellement pour laisser passer certains manifestants, la logistique qui entourerait le tout est loin d'être simple. Sauf en hiver, pendant lequel un pont de glace relie les sections canadienne et américaine de la réserve, il n'y a pas moyen d'éviter la voie maritime. Selon un Mohawk d'Akwesasne, interrogé hier après-midi, ce pont naturel a fondu il y a trois semaines.

Restent les bateaux-passeurs, qui pourraient faire le travail. « Mais ça ne pourrait pas être un très grand groupe de manifestants ! », commentait le même homme.

Les manifestants rencontrés à l'UQAM pensent pour leur part que la logistique est une infime partie de la décision que doivent prendre les Mohawks. « Comment ça va se faire ne compte pas tellement, ce que ça veut dire, le fait que les Mohawks iraient à l'encontre des décisions du gouvernement canadien, c'est ça qui est important. C'est presque aussi gros que ce qui va se passer à Québec », avançait une jeune femme rencontrée aussi à l'UQAM hier.

Avant même de considérer la collaboration avec les manifestants proscrits du Canada, certains Mohawks ont aussi mis en branle l'organisation d'une importante manifestation qui devrait avoir lieu le 19 avril, bloquant le pont qui relie Cornwall, en Ontario, aux États-Unis. Mais hier, rien ne laissait présager de remue-ménage à Akwesasne. La réserve était tranquille comme un chat qui dort, blotti sous les frais centimètres de neige.



Des militants anti-ZLEA préparaient hier leur participation à la grande manifestation qui devrait avoir lieu du 20 au 22 avril à Québec, dans une dizaine de locaux de l'UQAM. Ils mettaient l'accent sur l'importance de la créativité dans l'expression de leur point de vue.

300 000 oies des neiges de trop : la chasse du printemps débute aujourd'hui



La chasse printanière à l'oie des neiges commence aujourd'hui au Québec, soit 15 jours plus tôt que lors des deux dernières années.

Les autorités fédérales ont autorisé cette ouverture hâtive parce que les chasseurs voulaient profiter des oies qui arrivent tôt (on en comptait 25 000 dans les champs, à Lacolle, en fin de semaine dernière). La mesure fait aussi l'affaire du Service canadien de la faune (SCF), qui veut augmenter la pression de chasse sur cette espèce dont la population est toujours considérée comme trop élevée. L'organisme fédéral estime d'ailleurs qu'il y a 300 000 oies de trop.

Mais il faut se rendre à l'évidence, le début de la saison s'annonce plutôt difficile avec toute cette neige qui recouvre encore les

champs. Il n'en reste pas moins qu'on s'attend quand même à un beau tableau de chasse en raison de l'extension de la saison, qui prendra fin le 31 mai. Au printemps 2000, les 9500 chasseurs d'oies avaient réussi à abattre 54 000 oiseaux, indique le SCF. La population d'oies des neiges qui transitent par le Québec était alors estimée à 814 000 oiseaux.

Si les résultats de chasse d'automne ne sont pas encore connus, tout laisse croire qu'ils ont été excellents. D'autant plus que le pourcentage de jeunes au sein de la population atteignait 23 %. C'est donc dire qu'il y avait probablement un million d'oies l'automne dernier.

En dépit de la collaboration des chasseurs, ce n'est pas avant un bon moment que pourront se réaliser les objectifs de « conservation » préconisés par le SCF et son pendant américain, soit de réduire le nombre d'oies blanches à 500 000. Comme seule la chasse permet réellement de réduire ces effectifs, on est loin du compte. Et cela même si la limite quotidienne est de 20 oiseaux par chasseur, car un tableau de chasse de 20 oies reste exceptionnel.

Des aires de nidification très achalandées

Responsable de la gestion des oiseaux migrateurs au bureau québécois du SCF, André Sarasin indique que des données récentes montraient que l'aire de nidification des oies des neiges dans l'île Bylot, près du Groenland, était occupée à 60 %, ce qui est proche de la capacité de support de cet habitat nordique.

M. Sarasin mentionne en outre qu'il faut maintenir la population d'oies des neiges en excellente santé, mais en conciliant aussi les besoins des agriculteurs, des chasseurs et des observateurs d'oiseaux. Il parle même d'un éventuel « débat de société » à ce sujet.

C'est d'ailleurs pour réduire la population d'oies que fut mise sur pied il y a trois ans cette chasse printanière, une première sur le continent. Comme de nombreux chasseurs s'attendaient alors à des résultats exceptionnels, ils ont été environ 15 000 à sortir leur fusil pour l'occasion. Pour un bon nombre, ce fut une déception, les oies adultes ne se laissant pas berner facilement. Le tableau de chasse a ce-

pendant atteint 44 000 oiseaux, surtout abattus à l'est de Québec, notamment sur la Côte-Sud, par des chasseurs expérimentés et astucieux, avaient fait alors valoir le SCF.

L'an dernier, le nombre de chasseurs du printemps a baissé de moitié, mais la récolte a dépassé les 50 000 oies, ce qui démontre qu'ils ont acquis de l'expérience. On sait qu'ils peuvent utiliser des appeaux électroniques au printemps.

Christian Hart, un des responsables du groupe SARCEL, sur les basses terres de Baie-du-Febvre, près de Nicolet, estime pour sa part que ces machines sont très efficaces à condition de savoir s'en servir, ce qui n'est pas toujours évident, fait-il valoir. Il s'agit d'un petit appareil, gros comme une batterie de motocyclette, doté d'une enregistreuse et d'un long fil qui se termine par un haut-parleur en forme de flûte. On peut ainsi diriger le son vers les oiseaux lors de leur passage. Il se vend environ 300 \$.

M. Hart indique par ailleurs que les chasseurs de SARCEL chasseront dans la neige, mais sans appelleurs. Les oies quittent habituellement les eaux libres au petit matin

pour se diriger vers les terres agricoles. Elles reviennent en petits groupes à partir de 15h. Les caches du groupe affichent complet jusqu'au 15 avril, mais plusieurs sont libres après cette date. Les frais sont de 65 \$ par chasseur par jour. On se renseigne au (450) 783-6090 ou encore par courriel : sarcel@baie-du-febvre.net.

Initiation à la pêche à la mouche

Les Moucheurs du Montréal métropolitain vous invite à participer à une session d'initiation à la pêche à la mouche qui aura lieu sur la rivière Doncaster. Les amateurs intéressés pourront s'inscrire pour la journée du samedi 5 mai, ou du lendemain, le 6. Les frais sont de 85 \$ par personne, ce qui inclut la carte de membre de l'association. Le cours se donne de 8h à 17h, avec une période de relâche pour le lunch. Il y aura possibilité d'obtenir un repas chaud sur place. Il y aura une soirée d'information sur cette journée le jeudi 3 mai, à 19h, au 7110, 8^e Avenue, Montréal. On se renseigne au (514) 721-8695.

Le réseau routier québécois vieillit et sa dégradation s'accélère. À l'occasion du congrès de l'Association québécoise du transport et des routes qui débute aujourd'hui à Laval, *La Presse* s'est intéressée à la question du réseau routier. Dans la dernière tranche de notre série, nous abordons la question du partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Un projet avant-gardiste à Saint-Louis-de-France



ANDRÉ DUCHESNE

L'ÉTAT DU RÉSEAU

SAM | 1 > Un réseau en déclin

DIM | 2 > Le partenariat, la solution?

1993. La réforme Ryan fait rage et fait rager au Québec. Pour alléger les finances de la province, le ministre des Affaires municipales transfère une série de responsabilités aux municipalités. Incluant des centaines de kilomètres de routes qu'elles auront désormais la tâche d'entretenir.

En Mauricie, la petite communauté de Saint-Louis-de-France hérite ainsi de 35 kilomètres de routes, essentiellement le réseau collecteur desservant les principaux quartiers, faisant presque doubler du jour au lendemain le réseau routier à sa charge.

« Ces chemins étaient soi-disant en bon état, rigole aujourd'hui le maire Jean-Pierre Ayotte. Mais ça nous aurait pris 20 ans pour les refaire. Nous n'avions pas les moyens d'emprunter pour cela et nous n'avons eu droit à aucune compensation du gouvernement provincial pour ce transfert. »

En décembre 1999, après deux ans de cogitation et de préparation, Saint-Louis-de-France annonçait un projet avant-gardiste : la conclusion d'un partenariat permettant de confier à une entreprise privée, la firme Simard et Beaudry, la réhabilitation et l'entretien d'une partie de son réseau (20 km) sur une période de 15 ans.

« Le contrat prévoit que Simard et Beaudry doit procéder à la réfection des 20 km de routes au cours des cinq premières années puis, d'en assurer l'entretien en fonction d'une série de critères de performance jusqu'en 2014 », résume le directeur général de la municipalité, Robert Bouchard.

Ces critères (dénivellation, fissuration, ornierage et perte de matériaux) ont été établis par le directeur des services techniques Ghislain Lachance. Le coût de contrat, 4,9 millions de dollars, est acquitté par la Ville moyennant 180 versements mensuels.

Autant du côté de la municipalité que celui de Simard et Beaudry, on affirme y trouver son compte. « On économise sur l'entretien, la hausse des taux d'intérêt et la hausse des prix du bitume »,



Photo ARMAN TROTTIER, La Presse ©

À la suite de la réforme Ryan en 1993, la municipalité de Saint-Louis-de-France a hérité de 35 km de routes supplémentaires à entretenir. Certaines portions étaient dans un état qui laissait à désirer.

explique le maire Ayotte. En effet, le fait de verser des mensualités à la compagnie évite à la Ville d'emprunter à long terme une somme substantielle. On estime l'économie à un million sur les 15 ans du contrat.

Saint-Louis-de-France se met également à l'abri d'une hausse des prix du bitume, tributaire de l'oscillation du prix du baril de pétrole sur le marché mondial. Le bitume entrant dans la composition de l'asphalte provient de résidus des usines de raffinage du pétrole. S'il y a une hausse, c'est la compagnie qui épargnera la différence.

Enfin, la Ville n'a plus à assumer la conception des devis de travaux. Tout revient, encore une fois, à l'entreprise.

Les gestionnaires de Simard et Beaudry reconnaissent qu'il y a un niveau de risque dans ce nouveau

type de contrat. En revanche, cela permet à la compagnie d'avoir une meilleure planification de son calendrier d'activités.

« Au Québec, la plupart des travaux commencent tard durant la saison. Les contrats réalisés en août, septembre et octobre représentent 70 % de notre chiffre d'affaires. Grâce à l'entente que nous avons avec Saint-Louis-de-France, nous savons à l'avance ce que nous avons à faire dans cette municipalité et pouvons commencer au début de juin », soutient Pierre-André Matton, directeur des Travaux routiers de l'entreprise.

En 2000, un premier tronçon d'environ 3,5 km a été refait sur la rue Saint-Jean Est, qui relie Saint-Louis-de-France à Saint-Maurice, à la grande satisfaction des autorités municipales. Cette année, un autre

tronçon d'environ 7 km sera reconstruit.

Une solution d'avenir ?

Une première au Québec, ce type de partenariat de gestion impartie entre le public et le privé a des antécédents européens. Ghislain Lachance explique qu'il s'est inspiré d'un contrat semblable passé entre la ville de Vichy en France et le Groupe EJM, une firme spécialisée en infrastructures routières.

Depuis la conclusion de son accord avec Simard et Beaudry, plusieurs municipalités québécoises ont contacté les autorités de Saint-Louis-de-France pour en connaître la teneur. M. Lachance a même prononcé une conférence sur le sujet au colloque annuel de l'Association des travaux publics d'Amérique tenu en août 2000.

La gestion impartie représente-t-elle une solution d'avenir pour as-

surer la pérennité des infrastructures routières ? Le président de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec Pierre Delangis croit que oui. « On est cent pour cent d'accord avec ça », dit-il.

Ce dernier salue l'adoption par l'Assemblée nationale en décembre dernier de la loi 164 ouvrant la porte à des partenariats public-privé pour la construction, la réfection et l'exploitation de nouvelles infrastructures de transports incombant jusqu'à maintenant au ministère québécois des Transports. Les premiers projets dans la mire du MdT sont le parachèvement des autoroutes 25 et 30.

Pour les usagers de la route, ce nouveau type d'entente signifierait cependant le retour des postes de péage sur les nouveaux axes routiers.

Il n'y a pas de technique miracle

ANDRÉ DUCHESNE

Asphalte ou béton ? Avec l'ajout d'amiante, de polymères ou de matériaux recyclés ? Afin d'améliorer et surtout, d'assurer la durabilité des milliers de kilomètres de notre réseau routier, il n'y a pas de recette miracle, estiment plusieurs intéressés questionnés par *La Presse*.

À commencer par Guy Doré, ingénieur et professeur au département de génie civil de l'Université Laval. Selon lui, on doit au préalable déterminer quelle technique est la bonne en fonction de chaque projet.

Cela dit, on retrouve essentiellement trois types de revêtements.

D'abord, les revêtements bitumineux conventionnels. La composition et l'étalement des granulats y varient pour répondre aux différents besoins (climat, fréquentation, passage des poids lourds) de la route.

Dans ces enrobés, il est toutefois difficile d'introduire un produit résistant à la fois à l'orniérage et à la fissuration. De là la création d'enrobés bitumineux de haute performance qui contient des additifs, tels des polymères et de l'amiante, pour en augmenter l'élasticité, donc la résistance. « C'est presque maintenant rendu la norme d'utiliser ces enrobés pour les autoroutes », fait remarquer M. Doré.

L'industrie de l'amiante demande aux gouvernements du Canada et du Québec d'utiliser davantage ce minéral dans les travaux d'infrastructures. Mais plusieurs sont réticents en raison des problèmes que causerait l'amiante pour la santé humaine. « Il faut être pru-

dent, car lorsqu'on plane la surface d'une route, il peut se dégager des particules dans l'air », croit Pierre Delangis, président de l'Association des constructeurs de routes.

Reste le béton qui constitue le troisième type de revêtement le plus populaire. Mais pas encore assez aux yeux des associations et fabricants de ciment qui vantent les qualités de leur produit. S'ils reconnaissent qu'il est plus coûteux que l'asphalte, il est en revanche plus résistant, disent-ils, en plus de permettre des économies de carburant substantielles pour les camions et de réduire les coûts d'éclairage.

Matériaux recyclés

Protection de l'environnement oblige, l'industrie des infrastructures routières est de plus en plus sensible à l'usage de matières recyclées dans la fabrication des enrobés.

Ainsi, dans son dernier numéro, la revue *Routes et Transports*, publiée par l'Association québécoise du transport et des routes, présente deux reportages traitant de l'utilisation de rejets de bardeaux d'asphalte (broyés en granules) et de poudrette de pneus dans la fabrication d'enrobés.

À Québec, la Communauté urbaine presse de son côté le gouvernement d'assouplir ses normes afin qu'on utilise davantage de mâchefer, un résidu d'incinérateur, pour la construction de routes.

Guy Doré trouve très noble ce vœu de recyclage, mais avertit que les matières recyclées ont leurs limites. « On ne fait pas de matériaux haute performance avec ça. »



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Dans le cadre de l'entente entre la municipalité de Saint-Louis-de-France et Simard et Beaudry, cette portion de route sera refaite par l'entrepreneur qui, par la suite, aura la responsabilité de l'entretenir jusqu'en 2014.

Le coup de barre de la Suède

ANDRÉ DUCHESNE

En 1999, la Suède a connu une année difficile au chapitre des accidents de la route : 570 décès et 4025 personnes grièvement blessées. Le gouvernement ne l'a pas trouvé drôle parce qu'il réalisait qu'en dépit d'efforts antérieurs, son objectif de moins de 400 morts et de moins de 3700 blessés graves pour 2000 ne serait pas atteint.

En conséquence, le gouvernement central a sommé la Swedish National Road Administration (SNRA), l'agence s'occupant de la construction et de l'entretien des routes, de présenter un plan en 11 points pour améliorer davantage le niveau de sécurité routière.

Premier et principal point de ce train de mesures, l'injection d'une somme d'environ 63 millions de

dollars annuellement durant la période 1999-2003, montant consacré uniquement à la réfection et à l'ajout d'équipements sur les routes jugées les plus à risques.

En plus de donner un coup de barre pour faire fléchir le nombre de morts et de blessés, le but de ce plan était, entre autres, d'augmenter la responsabilité des conducteurs, d'accroître la sécurité des cyclistes et des piétons et d'accentuer la protection de l'environnement.

Pendant ce temps, en 1999 au Québec, les accidents de la route faisaient 759 victimes, 11 % de plus que l'année précédente, et 5226 blessés graves. Et en 1995, le ministre Chevette visait un bilan de moins de 750 morts pour 2000.

« On ne peut pas se comparer à la Suède, affirme le ministre en entrevue. Leur loi limite le taux d'al-

cool dans le sang à 0,02 comparativement à 0,08 ici. » Il se dit très fier de constater que le nombre d'accidents mortels a chuté de façon spectaculaire depuis les années 1970. En 1973 par exemple, les routes québécoises avaient fait 2209 victimes.

Reste que selon des statistiques obtenues sur les sites Internet du ministère québécois des Transports (MdT) et de la SNRA, la Suède comptait un parc automobile beaucoup plus important (7,8 millions de véhicules en 1999) que le Québec (4,5 millions de véhicules, en 1998). Sa population est aussi plus élevée, soit 8 875 000 habitants contre 7 420 000 au Québec.

D'ici quelques mois, le ministre Chevette rendra public le bilan des accidents de la route survenus au Québec en 2000 et fixera de nouveaux objectifs pour les cinq prochaines années.

Les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays se réuniront à Québec du 20 au 22 avril pour discuter de la création d'une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu, et réaffirmer leur volonté de renforcer la démocratie. En prévision de cet événement, *La Presse* et *Le Soleil* ont délégué quatre journalistes en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Nous poursuivons aujourd'hui la publication de la série de Monique Giguère, du *Soleil*, sur l'Équateur. Elle nous raconte que ce pays est en train de se convertir en un pays exportateur de main-d'oeuvre.

L'Équateur se vide de ses bras et de ses cerveaux

2,5 millions d'Équatoriens auraient quitté le pays



MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil
EN ÉQUATEUR
SAM | 1 > Le pays n'est pas prêt
DIM | 2 > Adieu bras et cerveaux
LUN | 3 > L'américanisation

QUITO — L'Équateur est le pays de la mendicité et de l'économie informelle. C'est l'Indienne qui traîne son pas fatigué dans les rues de Quito la main tendue ou le Métis qui pousse devant lui son bric-à-brac de misère.

La pénurie d'emplois est à ce point criante que l'Équateur est en train de se convertir en un pays exportateur de main-d'oeuvre.

Pas de statistiques officielles, mais les interminables queues devant l'ambassade d'Espagne et le ministère des Affaires extérieures de l'Équateur ne mentent pas. Des statistiques officieuses font état de 300 000 départs vers l'Espagne et les États-Unis en l'an 2000 seulement. Un chiffre bien au-dessous de la vérité qui serait autrement plus cruelle.

Des chiffres

En fait, 2,5 millions d'Équatoriens auraient quitté le pays en tenant compte des départs illégaux. Sur une population de 12,7 millions, c'est 20 %. Un chiffre alarmant.

D'autres sources parlent du tiers de la population en exil. « C'est par centaines de milliers que les Équatoriens émigrent, soutient Daniel Roy, un expatrié québécois. Tout le monde veut s'en aller. Un vrai drame national. Les gens vendent leur maison et hypothèquent leurs biens pour acheter leur départ ou payer le coyote (passeur) qui risque de les conduire nulle part après les avoir détroussés. Parfois les gens sont interceptés, arrêtés et, pour leur plus grand malheur, rapatriés. Ils rentrent au pays plus pauvres que Job avec en plus une dette sur le dos. »

« C'est énorme ! » confirme l'ambassadeur du Canada, John G. Kneale qui, lui, parle de 12 % de la main-d'oeuvre qui a quitté le pays pour chercher du travail aux États-Unis ou en Espagne. « C'est tragique ! Vraiment tragique ! répète-t-il, pour un pays qui a besoin de bras pour construire son économie que de perdre ainsi toute sa force de travail. »

Les départs clandestins sont légion dans ce pays campé en plein sur la ligne équatoriale. Comme à Cuba ou en Haïti, des désespérés s'engagent en mer sur des embarcations de fortune et périssent dans les eaux agitées du

Pacifique. De nombreuses noyades ont été rapportées le long des côtes du Guatemala.

Tous sont unanimes, c'est la main-d'oeuvre spécialisée et semi-spécialisée surtout qui quitte massivement le pays : maçons, menuisiers, éleveurs, agriculteurs, potiers. Des professionnels aussi : moult avocats et médecins prennent le chemin de l'exil.

Dans la province de Pichincha, où niche Quito, les gens se plaignent qu'on ne trouve plus un seul briqueteur. Que pour en magasiner un, faut aller au Cotopaxi voisin. « Tous les travailleurs, professionnels et manuels, sont rendus en Espagne ou aux États-Unis », répète-t-on. Et parmi ceux qui restent, 66 % sont au chômage ou dans l'économie informelle.

1,2 milliard

S'il se mesure en nombre, l'exode équatorien se calcule aussi en valeur. Le chiffre est astronomique : 1,2 milliard \$US expédiés chaque année de l'étranger à la famille restée derrière. On parle de la deuxième entrée de devises étrangères au pays après le pétrole. Un milliard deux cents millions, c'est le dixième du budget de l'État qui oscille entre 11 et 13 milliards US.

La situation tragique de l'emploi en Équateur explique pour une bonne part les soulèvements répétés des Indiens, les plus pauvres parmi les pauvres, et les nombreux coups d'État. En 1996, c'est l'ex-vice-président Aberto Dahik, soupçonné de détournement de fonds, qui est acculé à la fuite. En 1997, c'est au tour du président Abdala Bucaram, accusé de népotisme, de s'envoler vers le Panama. Et en 2000, c'est Jamil Mahuad qui est forcé à l'exil après le scandale bancaire et la dollarisation de l'économie.

Les soulèvements indiens représentent une nouvelle donne en Équateur. Depuis 1990, les autochtones montent régulièrement aux barricades. Les dernières manifestations datent de janvier. Elles ont duré 15 jours. Les méthodes rappellent celles des Mohawks et des Micmacs. Des arbres et des pneus sont utilisés pour paralyser l'axe routier principal du pays, la Panaméricaine.

Et l'espoir ?

Ce qui montre bien que les Équatoriens n'ont pas baissé les bras. « Les gens sont malheureux, mais plus déterminés que jamais à obtenir une amélioration de leurs conditions de vie et le respect de leurs droits fondamentaux, assure le directeur de la Fondation Heifer en Équateur, Fernando Larrea. Conscients des injustices dont ils sont victimes, ils se mobilisent pour la lutte. Ils n'ont pas perdu espoir. »

« Les Indiens ont bouté dehors un président, renchérit l'ambassadeur Kneale en parlant du coup d'État du 21 janvier 2000. En l'espace de 10 ans, ils sont devenus une force politique que Quito ne peut plus se permettre d'ignorer. C'est un mouvement en évolution. »



photo MONIQUE GIGUÈRE, Le Soleil ©
Les Indiens sont les plus pauvres parmi les pauvres en Équateur. Cette femme, avec son bébé en écharpe, quémandait sa pitance au coin d'Amazonas et Mariscal Foch.

Impressionné par les ravages de l'exode, le diplomate canadien parle de ces villages vidés de leur population mâle où il ne reste que des femmes et des enfants. « Les hommes, du grand-papa au petit-fils, sont partis chercher de l'emploi dans un autre pays. Légalement ou illégalement », note-t-il.

Plus insolite encore : « Dans certaines communautés très pauvres, raconte John

Kneale, on aperçoit au beau milieu de mas construits en dur, une grande maison de style bungalow californien.

C'est quelqu'un qui a quitté le pays pour les États-Unis et qui a envoyé l'argent à la famille pour bâtir une belle demeure à l'américaine. « Hélas, le plus souvent déserte. Vide. Toute la famille a fini par quitter.

Des queues comme des colonnes de réfugiés

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

QUITO — Christophe Colomb ne s'est douté de rien. Surtout pas que les trois caravelles sur lesquelles il s'embarqua pour découvrir l'Amérique donneraient un jour leurs noms aux rues foulées par des milliers de descendants espagnols désireux de regagner la mère-patrie. En effet, tous les jours depuis deux ans, de l'aube à la tombée de la nuit, sous le soleil ardent comme sous la pluie glaciale des hautes altitudes, de 500 à 600 Équatoriens font le pied de grue devant l'ambassade d'Espagne dans l'espoir d'obtenir un visa. *Pinta, Nina et Santa Maria* se sont transformées en des queues sans fin de sans-travail prêts à traverser les océans pour un job en Europe.

Telles des colonnes de réfugiés, ces gens font la queue des douze heures d'affilée, qui pour remplir de nouvelles formalités, qui pour vérifier sur le grand tableau mis à jour toutes les 24 heures si apparaît enfin le nom du mari sur la liste des heureux élus d'un visa.

L'endroit grouille d'activité. Des vendeurs de tout acabit ont installé leur petit négoce. Journaux, bonbons, cigarettes ! Des installations sanitaires ont été aménagées. Faire la queue est même devenu un emploi. Des gens passent la nuit entière dans la file uniquement pour vendre leur place au petit matin à quelqu'un qui en a un urgent besoin.

Des entrevues menées devant l'ambassade d'Espagne ont révélé des situations pénibles de familles écartelées entre deux continents, de travail clandestin, de dettes et d'argent péniblement gagné. Douloureuses absences en sus.

« Mon mari travaille illégalement en Espagne depuis un an et demi avec un visa de touriste, raconte Louisa. Il s'est trouvé un emploi dans une compagnie de téléphone. Il risque à tout moment d'être déporté. J'attends depuis sept mois que l'ambassade d'Espagne lui émette son visa. »

Jorge a 36 ans et il est ingénieur industriel. Il en est à son troisième aller-retour Quito-Madrid. Rentré le samedi précédent d'Espagne, il était dans la capitale équato-



Photo MONIQUE GIGUÈRE, Le Soleil ©
Des foules de 500 à 600 personnes font la queue chaque jour, du lever du soleil à la tombée de la nuit, devant l'ambassade d'Espagne dans l'espoir d'obtenir un visa. Avec la crise de 1999, l'exode a pris une ampleur inégale.

rienne pour régulariser sa situation avec une preuve d'emploi en main. Sa femme est déjà en Espagne, ses trois enfants toujours en Équateur. Ils resteront avec les grands-parents tant et aussi longtemps que Jorge n'aura pas obtenu tous ses papiers.

Teresa, 54 ans, fait les démarches pour son mari en Espagne depuis un an. Il travaille dans la construction. Illégalement lui aussi. Seule avec les enfants en Équateur, elle vit avec l'argent qu'il réussit à lui envoyer. « Mon mari a dû hypothéquer la maison pour partir, raconte-t-elle. Je fais la queue ici depuis janvier. Tous les jours, de 9 h 30 à 16 h 30. C'est harassant. »

Primi, 40 ans, est plus chanceux. Il l'a son visa de travail depuis un mois. Le jour où nous l'avons rencontré, il faisait la queue pour un ami. Son départ à lui est fixé au 4 avril. « Je suis ingénieur civil, mais en Espa-

gne, je travaille dans la construction. J'habite Torre Vieja (Vieille Tour), sur la Méditerranée. »

Pas de « coima », pas de contrat

Originaire de Guayaquil, Primi n'a pas trouvé de boulot dans sa ville natale, la plus industrialisée de l'Équateur. « Pas de *coima* (pot-de-vin), pas de contrat, explique-t-il. Il y a tellement de mafia et de corruption en Équateur. »

Son projet est ambitieux. Il s'accorde huit ans en Espagne. Après quoi, il rentrera à la maison où l'attendront patiemment tout ce temps sa femme et ses trois enfants. « La distance, ça ne facilite pas la vie de famille, avoue-t-il. Mais le sacrifice en vaut la peine. En Équateur, on gagne 200 \$US par mois. En Espagne, on en gagne 200 \$US en une semaine. »

À l'inverse de Primi, Mauro, 40 ans, a l'intention de s'établir en Espagne avec sa femme et ses cinq enfants de 14, 13, 12, neuf et cinq ans. Il habite Murcia, sur la Méditerranée. « Nous sommes si nombreux les Équatoriens à Murcia que nous avons formé notre propre association, raconte-t-il. Murcia, c'est un coin d'Équateur. »

Pour partir, Mauro a dû vendre sa ferme de trois hectares à Santo Domingo. Il attend son visa avec impatience et refuse d'envisager un refus. « Il faut que ça marche, déclare-t-il. J'ai une dette en Espagne. Mon patron m'a prêté de l'argent. »

Mauro connaît bien les responsables de ses misères. Sans hésitation, il nomme la corruption des élites, la petite politique, la dette extérieure et le Fonds monétaire international (FMI).

Franklin, qui est avocat, dit que tous les professionnels quittent l'Équateur parce que les salaires sont trop bas. « Un médecin en Équateur touche 200 \$US par mois. Au Chili, c'est le triple : 600 \$US. »

Franklin est bien informé. Sa femme, médecin, a légalement quitté l'Équateur et trouvé une pratique dans un hôpital de Bilbao.

C'est elle qui lui a déniché du travail à Franklin dans le même hôpital. « Non, pas comme avocat, soupire-t-il. C'aurait à voir avec les urgences. Pour pratiquer comme avocat, il faudrait me recycler et passer le Barreau. »

Ce qui distingue Franklin des autres demandeurs de visa, c'est qu'en bon disciple de Thémis, il n'est pas question pour lui d'émigrer sans avoir rempli toutes les formalités. « Jamais je ne quitterais l'Équateur illégalement, lance-t-il. Ma femme est en Espagne depuis un an et je n'y ai encore jamais mis les pieds. J'attends que tous mes papiers soient en règle. »

Ces queues à n'en plus finir qui bifurquent en « L » aux coins de rue sont pénibles à voir. Les gens restent plantés là des heures durant, debout, à cuire sous le soleil ou grelotter sous la pluie. Le phénomène dure comme ça depuis 10 ans. Sauf que ces deux dernières années, il a pris une ampleur inégale. Et l'ambassade d'Espagne ne fait toujours rien pour aménager les lieux et adoucir l'attente, maugrée-t-on.

La Presse

SOMMET DES AMÉRIQUES



QUÉBEC 2001

LE SOLEIL



Photo MONIQUE GIGUÈRE, Le Soleil

La mendicité s'apprend la couche aux fesses en Équateur. La misère n'a pas d'âge.

Vachagnon, le M. Net de Guayaquil

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

GUAYAQUIL — Le nom et l'équipement sont québécois. Le personnel est équatorien. Vachagnon, à 33 % propriété du Groupe Chagnon de Varennes, au Québec, est surtout connu à Guayaquil pour son grand coup de balai. C'est Vachagnon qui a débarrassé la métropole commerciale de l'Équateur des milliers de tonnes de déchets qui la défiguraient, l'empestaient et contaminaient son estuaire.

Il a fallu rivaliser d'astuces et de diplomatie pour obtenir une entrevue aux installations de Vachagnon — une contraction de Valanga, une entreprise équatorienne, et de Chagnon — situées à une trentaine de kilomètres au nord de Guayaquil, dans un quartier pauvre cerné de bidonvilles qu'on appelle ici invaciones.

La sécurité est impressionnante. Une fois les hautes portes de fer franchies, passeport et carte d'identité sont exigés à la guérite. Et

interdiction de prendre des photos! Sum-mum de déveine après une bonne demi-douzaine de démarches pour boucler l'entrevue, le grand patron, Alfonso Barek, n'est pas sur place. Il demande qu'on lui soumette les questions par téléphone et c'est le senior Joaquín Avilés, le gérant aux finances, qui sera son porte-parole. Une interview menée via trois intermédiaires: le senior Avilés, le directeur des relations publiques de Vachagnon et l'interprète du *Soleil*, Daniel Roy.

M. Net

Vachagnon est considéré à Guayaquil comme le véritable M. Net de cette ville côtière de trois millions d'habitants, l'un des ports de mer les plus importants de l'Amérique latine. Le contrat de sept ans, octroyé le 28 septembre 1994, est alors salué par le maire de la capitale de la province de Guayas, Leon Febres-Cordero, comme la fin d'un cauchemar, d'une véritable tragédie urbaine.

Tous les Guayaquilenos gardent un souvenir impérissable des rues de leur ville au début des années 1990. Seuls 40 % de la population étaient desservis par un service d'enlèvement des ordures ménagères. Les 60 % restants devaient composer avec des

rues croulant sous des montagnes de déchets qui s'accumulaient au rythme de 700 tonnes par jour. Tandis que les charognards festoyaient, la ville vivait au bord de l'épidémie. Le 3 avril 1992, Guayaquil décrète l'état d'urgence.

C'est dans ces circonstances que le Groupe Chagnon, un constructeur de machinerie lourde de Varennes, spécialisé dans les véhicules de collecte des déchets, fait son entrée dans le décor équatorien. On parle d'un investissement de 10 millions \$US en installations et importation d'équipements.

Aujourd'hui, une flotte de 51 camions affiche le nom de Vachagnon, devenu synonyme de propreté et de fierté retrouvée des Guayaquilenos, à travers le réseau serré des rues de la capitale économique et administrative de l'Équateur. Le consortium équatorien-canadien emploie 1200 personnes, chauffeurs, opérateurs, mécaniciens, et le taux de satisfaction de la population dépasse de loin celui de tous les services municipaux.

Guayaquil, la torride

Sise sur les rives du Rio Guayas de part et d'autre de l'« estuaire salé », Guayaquil est une métropole torride, humide, dangereuse et bruyante où fleurit l'économie informelle.

Vendeurs de toutes sortes poussent leurs chariots à travers les rues. Vendeurs de bananes, de cigarettes, de fritures. Le plus typique et le plus émouvant est sans nul doute le petit cireur, âgé d'à peine 8 ou 10 ans, qui sollicite votre clientèle les mains et les joues barbouillées de noir à chaussures.

« Guayaquil est un port de mer et une ville très commerçante, plus commerçante que Quito, explique Ruberto, le chauffeur de taxi. Mais la vie y est aussi plus chère. » En fait, une ville si commerçante que même les prostituées y ont leur carte de visite avec un schéma indiquant leur « place d'affaires ». Motel Garzonier, à titre d'exemple. Voilà une des bizarreries de l'Équateur, la prostitution y est légale et l'homosexualité à peine tolérée.

Par air, la liaison est d'à peine 40 minutes entre Quito et Guayaquil. Une dizaine de vols quotidiens forment un véritable pont aérien. L'écart de température est dramatique. Partis de Quito par 14 degrés, nous avons mis le pied dans un véritable bain de vapeur à Guayaquil où le mercure frôlait les 30 degrés à l'atterrissage. Mais si commerçante soit-elle, Guayaquil n'a jamais entendu parler du libre-échange entre les Amériques. « Première nouvelle », nous a dit le gérant aux finances de Vachagnon, le senior Joaquín Avilés.

Difficile de différencier un pauvre d'un autre pauvre

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

AYORA — La vie sur la ferme à Ayora, une communauté de quelques milliers d'habitants dans la province de Pichincha, est comme il y a cent ans. Les routes sont en terre et en pierre, les fermes minuscules et les paysans, condamnés à l'autosuffisance, sont quasi illettrés.

Pourtant, le coordonnateur de l'Union des organisations populaires d'Ayora-Cayambe (UNOPAC), Alfredo Andrango, affirme que la communauté est au moins dix ans en avance sur les villages dont l'économie repose, comme Ayora, sur l'élevage et l'agriculture.

Depuis sa création, en 1989, l'UNOPAC peut en effet se glorifier d'avoir amené l'électricité sur les *minifundios* (petits fonds de terre), rentré l'eau potable dans les maisons et empierré les routes.

La corvée, appelée *minga*, est l'une des particularités de cette communauté. « Pour nettoyer un canal d'irrigation, labourer un champ ou rattraper un retard, l'UNOPAC convoque une corvée », explique Alfredo Andrango qui précise qu'une *minga* typique réunit en moyenne 80 personnes et une corvée massive jusqu'à 300.

Grande pauvreté

La première, la grande caractéristique de cette région des Andes, fief de la Nestlé, reste cependant l'immense, la très grande pauvreté des habitants. « Il est difficile de différencier un pauvre d'un autre pauvre, note le senior Andrango. Mais ici, à Ayora, il y a à la fois des paysans en situation d'indigence, qui n'ont pas de terre, pas de maison et cinq enfants. D'autres, également pauvres, mais qui ont leur ferme et leurs vaches. Qui sont, disons, plus à l'aise dans la pauvreté. Mais sans accès ni aux nouvelles technologies ni aux prêts pour améliorer leur production. »

Le groupe qui requiert le plus d'attention de l'UNOPAC est à l'évidence celui des indigents. « C'est exigeant parce qu'il faut tout

leur apprendre à partir de la base, souligne le coordonnateur de l'ONG. À peine armée d'un cours primaire, c'est une main-d'oeuvre facilement exploitable, surtout par les propriétaires de floricultures qui poussent comme des champignons dans la région. »

Esclavage

Le senior Andrango n'est pas tendre à l'égard des floriculteurs. « Le travail dans les serres frise l'esclavage, soutient-il. Les travailleurs sont payés sous le salaire minimum, 100 \$ en moyenne par mois. Dans les périodes de haute production, comme la Saint-Valentin ou la fête des Mères, la journée s'étire de 6 h à 22 h et les heures supplémentaires ne sont rémunérées qu'à moitié. »

Inutile de préciser que la sécurité d'emploi est inexistante dans les floricultures et les congédiements à l'avenant. « Les gens se promènent d'une floriculture à l'autre », regrette le porte-parole de l'UNOPAC.

Le senior Andrango admet volontiers les aspects positifs de la floriculture, comme la création d'emplois, la diffusion de nouvelles technologies et un apport d'argent neuf dans la communauté. À l'inverse, il déplore l'usage incontrôlé que font les floriculteurs des produits chimiques et l'absence de toute mesure pour décontaminer l'eau.

« Il y a deux ans, la population a manifesté contre les floriculteurs qui s'installaient trop près des maisons, rappelle-t-il. Le souffre qu'ils font brûler dans les serres empoisonnait le voisinage et dégageait des odeurs insupportables. Des bébés sont nés avec des malformations attribuées à l'utilisation de produits chimiques. Mais personne n'a osé accuser les floriculteurs. »

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), on s'en doute, n'est pas le sujet de conversation favori de ces gens préoccupés de survie. « Ce que les paysans comprennent de la ZLEA, dit Alfredo Andrango, c'est que ça va faire tomber les frontières pour les gros producteurs. Mais que leurs produits à eux vont passer sous la table. »



Photo MONIQUE GIGUÈRE, Le Soleil

Alfredo Andrango, coordonnateur de l'Union des organisations populaires d'Ayora-Cayambe, travaille fort pour aider les paysans à briser le cycle de la pauvreté. La petite communauté d'Ayora est tout droit sortie du XIX^e siècle avec ses routes grossièrement empierrées.



Notre avenir est au sud

L'Amérique du Sud ne reçoit que 1 % des exportations canadiennes



ANNIE MORIN
Le Soleil

QUÉBEC — Plus de 85 % de nos exportations prennent toujours le chemin des États-Unis, contre à peine 1 % pour toute l'Amérique latine. C'est moins que le Royaume-Uni, l'Allemagne ou le Japon pris isolément !

Il n'y a qu'à regarder une carte géographique pour comprendre pourquoi les échanges sont si importants avec nos voisins du Sud et pourquoi il serait plus facile de brasser des affaires en Amérique latine que n'importe où ailleurs.

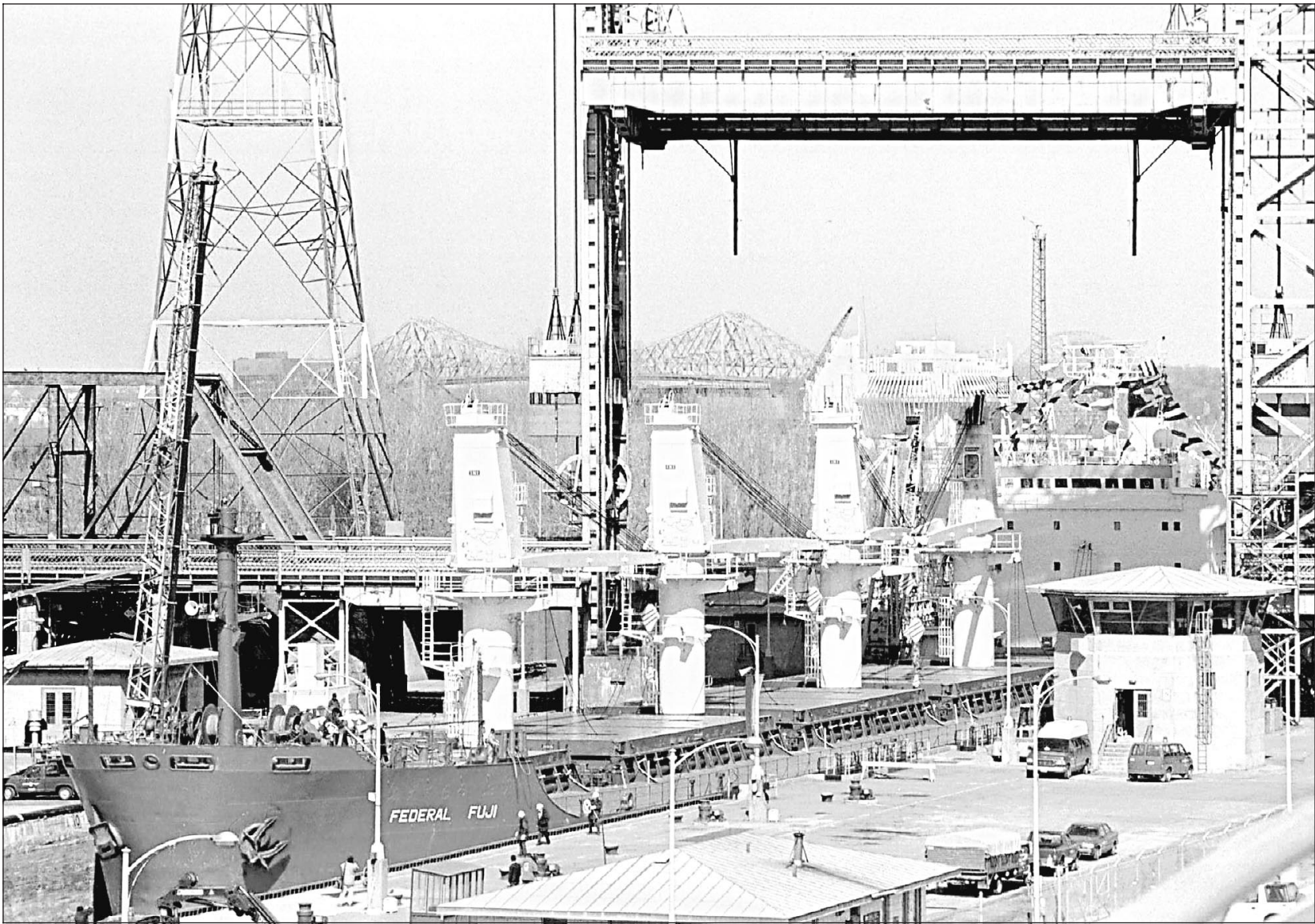
« C'est un débouché naturel », fait remarquer Gérard Verna, professeur de gestion internationale à l'Université Laval. Selon lui, il est tout à fait normal de chercher d'abord à faire des affaires avec son entourage immédiat. Simple question de proximité géographique et culturelle. Une fois qu'on se sent à l'aise chez le voisin, on peut s'aventurer plus loin. Chez le voisin du voisin.

« L'intégration économique des Amériques se fera petit à petit, du Nord au Sud », explique M. Verna. Après le Mexique, qui a ravi au Canada le titre de premier partenaire commercial des États-Unis, ce devrait donc être au tour de l'Amérique centrale, puis de l'Amérique du Sud, de communier à la grand-messe de la mondialisation.

Au Québec, les exportations internationales sont en hausse constante depuis une bonne décennie, exception faite de 1995, année de la crise du peso. En 2000, la province a exporté pour 74,2 milliards de dollars dans le monde. C'est un record. Au Canada, les exportations atteignent aussi un nouveau sommet, à 384 milliards.

Mais alors que les marchandises passent allègrement la frontière américaine et traversent sans peine l'Atlantique et le Pacifique, une infime proportion d'entre elles pénètrent en Amérique du Sud, selon Statistique Canada.

Les pays les plus actifs au Sud du Rio Grande sont le Mexique, le Brésil, le Venezuela, le Chili et Cuba. Prisonniers de la vieille dynamique Nord-Sud — on importe leurs ressources naturelles (bois et métaux) et on leur vend des produits finis —, ces



Prisonniers de la vieille dynamique Nord-Sud — on importe leurs ressources naturelles et on leur vend des produits finis —, le Mexique, le Brésil, le Venezuela, le Chili et Cuba nous refilent davantage de marchandises que nous ne réussissons à le faire. Ci-dessus : le M. V. Federal Fuji au port de Montréal. Ce navire en transit vers Hamilton transporte des plaques d'acier du Venezuela.

pays nous refilent toutefois davantage de marchandises que nous ne réussissons à le faire.

C'est le temps de renverser la vapeur, croit Gérard Verna. Car le marché latino-américain est proche, dans tous les sens du mot. Les avions s'y rendent aussi souvent et aussi vite qu'à Vancouver ou Paris. Le décalage horaire, connaît pas. Et la langue, l'espagnol, s'apprend avec un minimum d'efforts.

« C'est un débouché naturel », répète le professeur, qui s'explique mal comment un pays comme la Chine, situé à l'autre bout du monde et qui ne partage pas du tout les mêmes références culturelles, peut attirer autant d'attention.

Pas facile

Marc-André Turcotte, conseiller en affaires

internationales au ministère de l'Industrie et du Commerce, admet que « le marché est là, le potentiel est là, l'avenir est là ». Mais il met les Québécois en garde contre ce qu'il appelle une « fausse impression de facilité ».

Pour réussir en Amérique latine, il faut se rendre sur le terrain, construire des usines, embaucher des gens de la place. Bref, investir. Comme l'ont fait les Bombardier et Transcontinental de ce monde. Et non seulement tenter d'écouler des marchandises fabriquées ici, comme c'est trop souvent l'objectif des missions économiques. « Les gens là-bas ne sont pas dupes », prévient le fonctionnaire.

Mais les entrepreneurs, ici, sont hésitants. Bien que séduits par les arguments économiques — taille et stabilité du marché latino-américain, politiques commerciales souples, coût ridicule de la main-d'oeuvre —, ils se

laissent souvent décourager par les obstacles logistiques. Selon Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec, les risques de perdre son nom et sa chemise sont bien réels en Amérique latine. « Les entreprises font preuve d'une extrême prudence car elles ne savent pas trop dans quel bateau elles s'embarquent », dit-il.

D'où l'importance, voire l'absolue nécessité, « d'établir rapidement des règles économiques claires ». M. Audet compte beaucoup sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) pour assurer l'accès général aux marchés, attester de la transparence des contrats accordés par les gouvernements et instaurer des mécanismes de règlement des différends.

Mais il ne se fait pas d'illusions. « Les États-Unis vont demeurer notre principal client et notre principal fournisseur pendant encore longtemps ! »

Faux départ du Québec au Mexique

ANNIE MORIN
Le Soleil

QUÉBEC — Si le Mexique est le laboratoire de l'Amérique latine, force est d'admettre que le Québec a raté ses premières expériences.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1994, le déficit entre les exportations et les importations à destination ou en provenance du Mexique se creuse.

« Pendant que les Mexicains multipliaient par cinq la valeur des marchandises expédiées au Québec, on faisait du surplace », admet Marc-André Turcotte, conseiller en affaires internationales au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Cette piètre performance, si on la compare au reste du Canada et aux États-Unis, s'explique de bien des façons. D'abord, les statistiques.

Alors que le Canada estimait avoir vendu pour 1,2 milliard au Mexique en 1996, le Mexique calculait avoir acheté pour 2,3 milliards du Canada. Qui dit vrai ? Probablement le Mexique. Pourquoi ? Plusieurs commandes transitent par les États-Unis et sont malencontreusement enregistrées dans la mauvaise colonne à la sortie du pays. Les registres des douanes du Mexique seraient donc plus fiables.

Cette confusion statistique vaut aussi pour le Québec et pourrait expliquer — en partie — la croissance plus faible des exportations par rapport aux importations.

Le Québec est aussi désavantagé par la va-

leur des produits échangés. Les Mexicains exportent de plus en plus d'automobiles, de matériel électronique et de pétrole, tous des biens qui coûtent cher. Nous leur expédions encore du papier, du matériel de transport, du bois et des métaux.

Cela dit, à l'échelle du monde, les exportations de matériel électronique et de télécommunication, de produits chimiques et de machinerie, tous des produits à forte valeur ajoutée, croissent rapidement au Québec. « Il n'y a pas de mal à vendre du sirop d'érable, des portes et des fenêtres, mais la nouvelle économie est plus payante à long terme », dit Gérard Verna, professeur de gestion internationale à l'Université Laval.

Aussi curieux que cela puisse paraître, l'ALENA est en partie responsable du déficit commercial Québec-Mexique. Dans l'année

qui a suivi la mise en application de l'accord de libre-échange élargi, environ 30 000 PME mexicaines ont fermé leurs portes, incapables de résister au raz-de-marée américain. Or, plusieurs PME québécoises avaient tissé des liens d'affaires avec les disparues et comptaient sur leur aide pour pénétrer le marché latino-américain. Privés de leurs yeux et leurs oreilles au Mexique, les entrepreneurs sont revenus à la case départ.

Enfin, répète Marc-André Turcotte, le Québec doit revoir sa façon de négocier avec l'ensemble du marché latino-américain. « C'est un dialogue de sourds. Les Québécois demandent aux Mexicains d'acheter leurs produits et ceux-ci leur répondent de venir investir sur place. Ce n'est pas du tout la même chose. »



La Presse

SOMMET DES AMÉRIQUES



QUÉBEC 2001

LE SOLEIL

L'Union européenne, une réussite économique



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
LA PRESSE À PARIS
collaboration spéciale

Il ne faut le dire à personne, mais l'Europe est schizophrénique. Le corps pète la santé, mais la tête est malade (ou vide).

Commençons par le bon côté des choses. Sur le plan strictement économique, les affaires ne pourraient mieux se porter, ou presque. L'Europe est devenue aujourd'hui une puissance économique impressionnante, qui n'est pas l'égale des États-Unis mais dont les États-Unis doivent tenir compte.

L'Europe des Quinze est déjà devenue une vaste zone de libre-échange où, malgré quelques vestiges de protectionnisme camouflé, la croissance se maintient à un niveau important (supérieur ces jours-ci à celui des États-Unis). Même s'il n'existe pas encore vraiment en billets et en pièces — ce sera pour janvier prochain —, l'euro est d'ores et déjà une monnaie pour ce qui concerne les grands échanges intercommunautaires. Et la zone euro est une réalité bien tangible dont tiennent compte les responsables japonais ou américains : « Il est indéniable que la monnaie européenne a chuté de 1,17 dollar US jusqu'à 0,84 cents pour aujourd'hui fluctuer entre 90 et 95 cents », dit un observateur américain. « Mais c'est normal : cela prouve que l'euro fonctionne comme une vraie monnaie. »

Certes, la baisse continue de l'euro dans l'année qui a suivi sa création a fini par inquiéter les responsables européens : cela favorisait les exportations dans la zone dollar, mais cela renchérisait fortement les achats de pétrole et de matières premières. Mais l'essentiel n'est pas là : selon les économistes, c'est l'existence confirmée de cette monnaie qui explique en grande partie la bonne tenue de l'Europe, d'abord au moment de la crise asiatique, ensuite depuis le début de la récession américaine.

« La monnaie unique, résume l'économiste Élie Cohen, a mis l'Europe pour l'essentiel à l'abri des soubresauts de l'économie mondiale, y compris américaine. C'est une grande première historique. Pendant ce temps, l'ouverture totale des frontières aux échanges a permis une croissance inespérée. Ce sont là deux résultats qui à eux seuls justifient la construction européenne, ou démontrent qu'elle est indispensable et incontournable. »

Malgré les lourdeurs bureaucratiques de l'Union, et de la commission de Bruxelles en particulier, le



L'Airbus européen traite aujourd'hui sur un pied d'égalité avec la firme américaine Boeing, ce qui était tout simplement impensable il y a une vingtaine d'années.

bilan de la construction européenne est infiniment positif sur le plan économique. D'abord à cause de l'ouverture totale des frontières. Avec 320 millions d'habitants, l'Europe constitue un marché largement comparable à celui des États-Unis, et dont le commerce intracommunautaire se suffit en grande partie à lui-même.

Cette ouverture a également produit à la longue un rapprochement économique fructueux entre des grands pays traditionnellement rivaux. Bien que ces projets soient justement le fruit d'accords entre pays souverains, la France et l'Allemagne au départ, et non pas un projet de l'Union européenne comme tel, Airbus et la fusée Ariane constituent des réussites technologiques et commerciales impensables il y a encore quinze ans, et qui n'auraient pas existé sans ce nouvel esprit européen.

D'un côté, Airbus fait maintenant jeu égal avec Boeing, soit plus ou moins 50 % du marché des avions gros-porteurs, alors que ce secteur était il y a un quart de siècle la chasse gardée des Américains et que les responsables d'Airbus n'osaient même pas rêver de 30 % de ce marché. De l'autre, la fusée Ariane est devenue le premier lanceur de satellites, loin devant les Américains. Deux triomphes à la fois technologiques et commerciaux, qui effacent en partie les anciens et nombreux échecs dans ces domaines, à l'époque où par exemple la France voulait faire cavalier seul (ou presque) avec Caravelle, Concorde, etc., tandis que la Grande-Bretagne s'empressait d'acheter de la technologie américaine et dédaignait l'européenne.

Pour ce qui est des lourdeurs bureaucratiques, la politique agricole commune (PAC), qui absorbe 70 % du budget communautaire (1,5 % du PIB européen), constitue généralement la cible préférée des anti-européens et pourrait à la limite poser un problème. Notamment pour un pays comme l'Allemagne, qui contribue infiniment plus qu'il n'en bénéficie (contrairement à la France ou à l'Italie). Mais il n'en reste pas moins que la PAC a produit en 40 ans un formidable développement de l'agriculture européenne (y compris des surplus) et que pour l'instant son coût reste politiquement supportable.

Il en va à peu près de même pour l'autre grosse dépense communautaire, le Fonds d'aide structurelle, qui est l'équivalent de la péréquation au Canada. Ces aides structurelles, financées par les pays « riches » — Allemagne, France, Grande-Bretagne —, ont indéniablement donné un coup de fouet aux économies de l'Irlande, de la Grèce, du Portugal, de certaines régions italiennes ou espagnoles. Même si, dans beaucoup de cas, on a dénoncé des scandales, des détournements de fonds, etc. Jusqu'à maintenant, le financement de cette péréquation n'a pas été trop remis en question par les opinions publiques. Peut-être parce que les coûts réels se perdaient dans le brouillard épais des comptabilités bruxelloises.

Quelles que soient les innombrables critiques sur la bureaucratie de Bruxelles, ses gaspillages et ses privilèges, l'Union européenne, dans son versant économique, demeure une réussite incontestée. Et,

de l'avis de tous les économistes, elle explique à la fois la hausse continue du niveau de vie, et une relative stabilité économique dans les dix dernières années. L'arrivée de l'euro sous sa forme concrète, en janvier 2002, si elle provoque tout au plus un peu de méfiance des consommateurs (mais pas de panique), devrait constituer un nouveau stimulant pour le commerce intracommunautaire.

Le revers de la médaille

Le revers de la médaille est politique. Il a été symbolisé en décembre dernier par l'échec assez grave du sommet européen de Nice. On devait y changer les règles de fonctionnement communautaires, beaucoup trop lourdes et qui déjà sont inadaptées à l'Union actuelle à Quinze. Quand on songe que, d'ores et déjà, le principe de l'admission de douze nouveaux pays d'Europe centrale et de l'Est est acquis, il est évident que les statuts actuels concernant le droit de veto (dans divers domaines), ou la représentation de chaque pays membre à la Commission, ne peuvent mener qu'à l'asphyxie.

La contradiction profonde dans cette construction européenne, c'est que ses fondateurs et continuateurs ne l'ont jamais pensée comme une simple zone de libre-échange, où les différends seraient arbitrés par des tribunaux. Il s'agissait — et il s'agit toujours —, même pour des pays souverains, d'un projet de confédération, où finirait par émerger un véritable pouvoir politique, du moins pour les grandes questions communes, y compris la défense et la politique étrangère.

On n'en est pas là aujourd'hui. Mais on en est tout de même à une monnaie commune, ce qui suppose l'acceptation par tous de règles communes très contraignantes (équilibre budgétaire, etc.), et la soumission à une Banque centrale européenne, qui existe et fonctionne déjà. Or, peut-on imaginer que cette banque centrale, dès aujourd'hui et plus encore après janvier 2002, puisse fonctionner en toute souveraineté, sans qu'une forme de pouvoir politique la supervise ?

Pour éviter de prendre des décisions politiques douloureuses, notamment sur l'abandon de l'imposable règle de l'unanimité, et donc la renonciation à de larges pans de souveraineté, les grands pays membres ont perpétuellement repoussé les problèmes et généralement refilé le paquet-problème à la Commission de Bruxelles. De la même manière, les Quinze (demain les 27) peuvent également renvoyer aux calendes grecques les nécessaires décisions concernant la défense, par exemple. Mais cette fois, avec l'arrivée concrète de l'euro dans neuf mois, l'Europe est confrontée à un vrai dilemme : ou bien s'enfoncer définitivement dans la schizophrénie, avec cette monnaie et cette banque centrale dépourvue de tête politique, ou bien plonger dans le brouillard de l'aventure confédérale, où cette fois de grandes nations comme la France (et la Grande-Bretagne) remettraient leur destin entre les mains de majorités européennes qu'ils ne contrôlent pas.

L'Europe maintient son appui au Protocole de Kyoto

Agence France-Presse

KIRUNA, Suède – L'Union européenne a réaffirmé hier son objectif d'une entrée en vigueur du Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, éventuellement sans les États-Unis, mais elle entend poursuivre le dialogue avec Washington.

Réunis à Kiruna, dans le nord de la Suède, les responsables européens de l'Environnement ont fait le point sur les suites à donner à l'annonce américaine d'un retrait du protocole, à la veille d'une mission de la « troïka » européenne à Washington.



Photo AFP

Le ministre de l'Environnement de la Suède, Kjell Larsson (à d.) a partagé un moment de détente avec son homologue autrichien, Wilhelm Molterer, au deuxième jour d'une rencontre informelle des ministres de l'Environnement des 15 membres de l'Union européenne, à Stockholm. L'UE compte militer pour l'application des accords de Kyoto contre les gaz à effet de serre, même si les États-Unis viennent de déclarer forfait.



EXPRESS INTERNATIONAL

USS Cole | Autres suspects arrêtés

LA POLICE YÉMÉNITE a arrêté au cours des deux derniers jours une dizaine de Yéménites soupçonnés d'implication dans l'attaque contre le destroyer américain USS Cole, a-t-on appris hier de source proche des enquêteurs. « Ces personnes, qui seraient membres du Jihad islamique yéménite, sont actuellement interrogées par la police politique (renseignements) à Aden (sud) », selon la même source, qui a requis l'anonymat. — *d'après AFP*

Clinton | Pour 60 millions \$ d'enquêtes

DE MONICA Lewinsky à Whitewater, les investigations menées par des magistrats indépendants sur différentes affaires concernant l'ancien président Bill Clinton ont déjà coûté près de 60 millions de dollars au contribuable américain, selon le bureau des comptes généraux du Congrès (GAO). À la fin du mois de septembre, le juge Robert Ray et son prédécesseur Kenneth Starr avaient dépensé 59,9 millions de dollars pour enquêter, entre autres, sur le scandale immobilier Whitewater, la relation de l'ex-chef de l'État avec l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche Monica Lewinsky, les limogeages au bureau des voyages de la présidence et la controverse sur les dossiers du FBI, selon le GAO. Et après plusieurs mois, le travail de compilation des conclusions n'est toujours pas achevé. — *d'après AP*

Sénégal | « Affaires » en cours

À LA TÊTE DE L'ÉTAT et des entreprises publiques pendant 40 ans, les socialistes sénégalais, devenus opposants, ont été rattrapés cette semaine par des « affaires » aux relents de détournements dont ils se seraient bien passés, à un mois des législatives. Lundi, l'ancien patron des chemins de fer, Mbaye Diouf, était inculpé de détournement de fonds et écroué. Vendredi, le premier secrétaire du PS, Ousmane Tanor Dieng, était entendu par la Division des investigations criminelles (DIC) sur l'utilisation douteuse de fonds provenant de l'octroi de licences de pêche, affaire pour laquelle plusieurs autres ex-ministres et dignitaires se sont succédé durant la semaine dans le bureau des enquêteurs. Pour Tanor Dieng, la « coïncidence » entre l'approche des législatives du 29 avril d'une part, la date de son audition et celle de l'arrestation de Mbaye Diouf d'autre part, est « troublante ». Selon lui, ces procédures relèvent de la manœuvre « politique ». — *d'après AFP*

Le Protocole de Kyoto « est toujours vivant » et « aucun pays individuellement n'a le droit de déclarer qu'un accord multilatéral est mort », a déclaré le ministre suédois Kjell Larsson, qui présidait la réunion.

L'Union européenne « espère que les États-Unis participeront au processus de Kyoto », mais elle s'est toutefois déclarée « préparée à trouver une solution aussi sans les États-Unis ».

L'Union européenne entend mener un « dialogue plein » avec les États-Unis, tout en « explorant les possibilités alternatives de ratification » sans les États-Unis, a résumé Sven Auken, le ministre danois. Pour le ministre allemand, Jürgen Trittin, « l'objectif » pour l'UE est de « faire entrer en vigueur le protocole en 2002 ».

Le protocole serait « moins fort » sans les Américains, mais « nous avons la responsabilité d'aller de l'avant » et de « réunir autant de pays que possible », a expliqué Kjell Larsson.

« Le dernier mot n'a pas encore été dit », selon Jan Pronk, le ministre néerlandais de l'Environnement qui s'est rendu ces derniers jours aux États-Unis.

La discussion va donc se poursuivre avec Washington, ainsi qu'avec plusieurs autres acteurs importants de l'accord de Kyoto.

Une délégation de la troïka européenne (Suède, Belgique, Commission européenne), conduite le ministre suédois, se rendra lundi et mardi à Washington pour discuter du dossier avec l'administration américaine. L'objectif premier pour les Européens est d'obtenir des éclaircissements et des précisions sur la position de Washington et sur sa portée.

« Nous avons reçu différents signaux, mais pas encore la formulation définitive qu'ils quittent le processus », a dit M. Larsson.

Les Européens veulent aussi savoir si les Américains sont décidés revenir à la table de négociations, en juillet prochain à Bonn, lors de la reprise de la conférence sur la mise en oeuvre du protocole de Kyoto.

La mission européenne s'entretiendra notamment particulier avec la responsable de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, Christine Todd Whitman, ainsi qu'avec un conseiller du président George W. Bush.

Après l'étape américaine, la commissaire européenne à l'Environnement, Margot Wallström, se rendra mercredi à Ottawa pour y rencontrer le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson.

Une autre mission de la « troïka » européenne se rendra la semaine prochaine aux États-Unis, puis en Russie, en Iran, au Japon et en Chine.

Le protocole de Kyoto, conclu en 1997, prévoit pour les pays développés une réduction moyenne de 5,2 % des émissions de CO₂ (gaz carbonique) vers 2010 par rapport à 1990.

Cette actualité a quelque peu éclipsé les autres thèmes retenus pour la rencontre ministérielle de Kiruna : la protection de la biodiversité et la stratégie européenne de développement durable. L'UE a réaffirmé son engagement dans ce deux dossiers. Ce matin, le changement climatique sera à nouveau au programme des ministres.

Le dalaï-lama dément vouloir diviser la Chine

d'après AFP

TAIPEI — Le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains en exil, a démenti mener une action visant à diviser la Chine, lors d'une conférence de presse à l'Hôtel Howard Plaza à Taipei, où il a entamé hier une visite de neuf jours à Taïwan.

« Je ne recherche pas l'indépendance, c'est clair », a déclaré le dalaï-lama, en réponse aux propos de Pékin l'accusant de vouloir mener un combat séparatiste aux côtés des indépendantistes taïwanais.

« Mon but n'est ni l'indépendance ni la séparation d'avec la Chine », a affirmé le chef spirituel bouddhiste pour se défendre de toute volonté de promouvoir une indépendance taïwanaise ou tibétaine. « Si je mène un tel combat ? Vous les médias, observez-moi, interrogez-moi, vous trouverez la réponse », a-t-il poursuivi.

« Peut-être que Pékin devrait envoyer des gens ici pour me sonder », a-t-il suggéré.

Pékin, qui considère Taïwan comme une partie de son territoire en attente d'une réunification depuis la séparation en 1949, a estimé que les propos du dalaï-lama n'étaient « pas sincères » et accuse le dirigeant spirituel tibétain d'être un instrument de forces occidentales taxées d'anti-chinoises, particulièrement des États-Unis.

« Taïwan devrait maintenir des liens étroits et privilégiés avec la Chine » dans des domaines comme l'économie et la défense nationale, a estimé le dalaï-lama.

Le dalaï-lama, qui ne réclame plus l'indépendance de son pays annexé par la Chine, demande en revanche une autonomie, que refuse Pékin. Après l'invasion du Tibet par les troupes chinoises, le dalaï-lama s'est enfui en 1959 pour installer un gouvernement en exil à Dharamsala dans le nord de l'Inde.

Le dalaï-lama a dit qu'il « admirait » l'ancien président taïwanais Lee Teng-hui. « Je suis impatient de rencontrer mon vieil ami », a-t-il confié.

Il a longuement évoqué les efforts de M. Lee pour démocratiser Taïwan. « C'est la première personne à avoir établi la démocratie en 5000 ans d'histoire de la Chine », a estimé le dalaï-lama.

M. Lee avait été la cible d'attaques de Pékin après avoir défini en 1999 les liens entre Taïwan et la Chine de « relation d'État à État particulière », ce qui impliquait selon Pékin l'indépendance.

Le dalaï-lama a aussi salué l'alternance politique taïwanaise, en référence à l'arrivée au pouvoir du parti indépendantiste DPP lors des élections présidentielles de l'année dernière, qui a mis fin à un règne du Kuomintang long de 50 ans.

Le dalaï-lama doit rencontrer le président Chen Shu-bian et la vice-présidente Annette Lu, ainsi que des chefs de l'opposition taïwanaise.



Photo AFP

Enfants palestiniens, certains masqués, participant hier à Gaza, à une manifestation anti-américaine et anti-israélienne organisée par le Jihad Islamique.

Les Palestiniens enterrent leurs morts et poursuivent l'Intifada

IMAD SAADA
Agence France-Presse

NAPLOUSE, Cisjordanie – Les Palestiniens ont participé hier, par dizaines de milliers, aux funérailles de six manifestants tués la veille en Cisjordanie par l'armée israélienne, et se préparaient à poursuivre l'Intifada.

À Naplouse (nord de la Cisjordanie), plus de 40 000 Palestiniens ont accompagné les corps des cinq « martyrs », âgés de 16 à 31 ans, jusqu'à leur dernière demeure.

Près de Ramallah (centre), 1500 Palestiniens ont suivi la dépouille d'un jeune homme de 21 ans.

Vendredi, journée la plus sanglante depuis fin décembre dans les territoires, des milliers de Palestiniens s'étaient heurtés à des soldats israéliens. Six d'entre eux avaient été tués par les soldats et plus de 100 autres blessés.

À Gaza, des centaines de manifestants ont défilé à l'appel d'une coalition élargie des principaux mouvements palestiniens, les « Forces nationales et populaires », et ont appelé à la poursuite de l'Intifada « jusqu'à la fin de l'occupation israélienne (...) ». La création d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale et le retour des réfugiés palestiniens.

Ils ont réclamé que le premier ministre israélien Ariel Sharon soit traduit devant un tribunal international « pour crimes commis à l'encontre de civils sans défense ».

Les manifestants ont fustigé les États-Unis, qui ont opposé le 27 mars, pour la première fois en quatre ans, leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour l'envoi d'une force d'observateurs dans les territoires.

La direction palestinienne a estimé pour sa part que le veto américain a constitué un « feu vert » aux raids israéliens.

« Nous sommes perplexes par l'usage de l'administration américaine de ce veto. En l'utilisant, les États-Unis ont encouragé le gouvernement israélien qui y a vu un feu vert à son agression contre le peuple palestinien », a-t-elle indiqué à l'issue d'une réunion à Ramallah en Cisjordanie, en présence du président palestinien Yasser Arafat.

Par ailleurs, le chef du département politique (Affaires étrangères) de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Farouk Kadoumi a accusé le président améri-

cain Georges W. Bush d'avoir « augmenté la tension » au Proche-Orient, en sommant jeudi le président palestinien Yasser Arafat de « dénoncer la violence ».

À Gaza, le mouvement intégriste Jihad islamique, violemment opposé aux accords de paix israélo-palestiniens et responsable de nombreux attentats depuis 1994, a menacé de mener d'autres opérations contre des cibles en Israël, lors d'un rassemblement ayant réuni quelque 2000 personnes.

« Nous infiltrerons la sécurité israélienne et mènerons d'autres opérations contre des objectifs israéliens », a lancé à la foule un militant masqué.

À Jérusalem-Est, une cinquantaine de personnes ont marché vers le barrage de Ras al-Amoud pour protester contre le bouclage.

Les heurts avaient repris dans la matinée dans la bande de Gaza, où une vingtaine de Palestiniens ont été blessés par des balles réelles tirées par des soldats israéliens. Trois autres Palestiniens ont été légèrement blessés lors d'un échange de tirs à Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte.

Des échanges de tirs près de colonies juives et de positions militaires israéliennes se sont produits dans le sud de la bande de Gaza et en Cisjordanie, en particulier à Hébron (sud), où un quartier palestinien a été la cible de bombardements sans précédent, qui ont fait 10 blessés. Des chars israéliens ont tiré au canon et à la mitrailleuse sur le quartier d'Abou Sneinah, d'où un tireur palestinien avait tué lundi un bébé de colons et blessé son père.

Dans la soirée des Palestiniens ont tiré depuis la localité palestinienne de Beit Jala, près de Bethléem, en direction de Gilo, un quartier de colonisation juive à Jérusalem-Est et l'armée israélienne a riposté par des tirs d'obus.

La sécurité publique palestinienne dans la bande de Gaza a pour sa part procédé hier à des exercices militaires en prévision d'une éventuelle offensive israélienne dans les zones autonomes.

Par ailleurs, un membre des forces de sécurité palestiniennes a succombé à ses blessures subies lors des raids israéliens de mercredi à Ramallah, contre la Force 17, la garde présidentielle de Yasser Arafat.

Depuis le début de l'Intifada le 28 septembre, 463 personnes ont été tuées : 380 Palestiniens, un Allemand, 13 Arabes israéliens et 69 autres Israéliens.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

THE WALL STREET JOURNAL

THE WALL STREET JOURNAL

Los Angeles Times

Des effluves de guerre froide émanent de la maison Bush

Nuance : l'actuelle Maison-Blanche n'antagonise plus seulement « l'autre », mais le monde entier

On n'en est pas encore au langage formel, mais la liste s'allonge des observateurs qui, deux mois et demi après l'avènement de George W. Bush à la Maison-Blanche, parlent d'effluves de « guerre froide » qui resurgissent avec une redoutable constance dans les affaires internationales. Washington, sans que des circonstances particulièrement nouvelles l'y contraignent, hausse brusquement le ton contre deux cibles nostalgiques, Moscou et Pékin, compromettant le processus diplomatique, jusqu'ici fragile mais patient et prometteur, en cours depuis la chute du mur de Berlin.

À la différence cette fois que, durant la vraie guerre froide, on avait affaire à deux blocs et que les États-Unis prenaient grand soin de cultiver l'amitié de tout un pan du monde qu'il fallait dresser contre l'autre. Dans le monde actuel où les États-Unis s'inscrivent comme seule superpuissance, ces précautions ne s'imposent plus : l'administration Bush, éperonnée par une batterie de conseillers conservateurs, paraît avoir pris le parti d'antagoniser tout le monde.

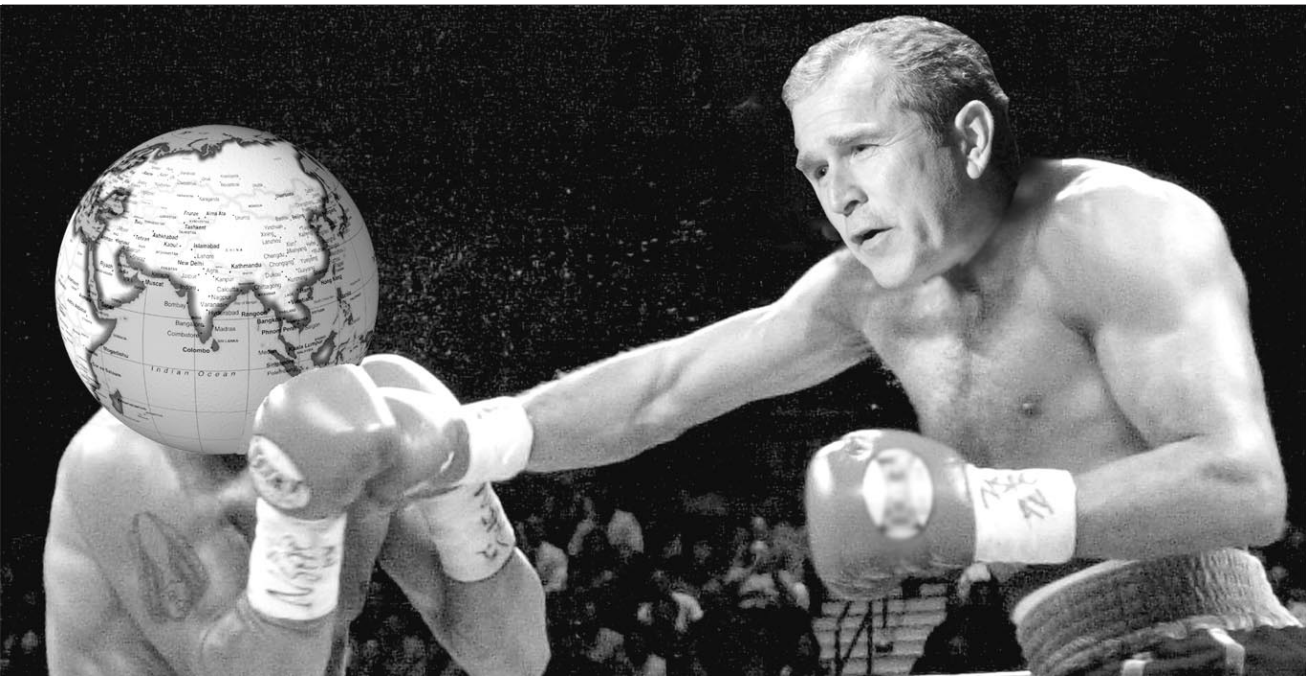
À peu près personne ailleurs dans le monde ne veut d'un bouclier antimissile : il y aura bouclier antimissiles, a décrété Bush. Vendredi à Montréal, les ministres de l'Environnement de 32 pays des Amériques joignaient leurs voix à l'Union européenne et au Japon pour que s'appliquent les mesures contre l'effet de serre envisagées à Kyoto : le président Bush vient d'écarter le processus du revers de la main.

Liquider vite la tare Clinton

Des observateurs croient déceler dans les premières semaines d'exercice du pouvoir par l'administration Bush une sorte d'urgence rageuse de détruire les acquis de l'administration précédente.

L'adversaire malheureux de George W. Bush en novembre, Al Gore, se faisait fort de promouvoir la protection de l'environnement. En deux mois, le nouveau président aura, non seulement dit non à Kyoto, mais aussi rouvert le dossier de l'exploration pétrolière dans des régions écologiquement sensibles de l'Alaska, révoqué une loi restreignant la présence d'arsenic dans l'eau courante et promis d'annuler un règlement interdisant l'aménagement de nouvelles routes dans de vastes espaces de forêts publiques.

Mais l'obsession de la nouvelle administration de vouloir éradiquer le bilan Clinton-Gore rejoint



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

l'ensemble des rapports des États-Unis avec le reste du monde.

LA RUSSIE :

>>>Dès le départ, l'administration Bush a promis d'aller de l'avant avec son bouclier antimissiles, quoi qu'en pense une Russie offusquée, déjà coincée par les visées expansionnistes de l'OTAN sur son flanc ouest.

>>>La décision récente de la Maison-Blanche d'expulser 50 diplomates russes rappelle typiquement les grandes heures de la guerre froide.

>>>Moins spectaculaire mais plus significatif : le *New York Times* signalait cette semaine que le Conseil national de sécurité a entrepris de réviser à la baisse l'ensemble de l'aide financière consentie à la Russie pour faire le grand ménage dans sa quincaille nucléaire. Washington punira Moscou, que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld accuse de vouloir faire commerce de technologie de l'armement avec des pays « parias » comme l'Iran.

>>>En balance également : l'aide virtuelle du FMI et de la Banque mondiale au soutien de l'économie russe. Un chroniqueur du *Wall Street Journal* applaudit : sous Clinton, plus de 50 milliards \$US ont été injectés en Russie et ça n'a rien donné, faut que ça cesse !

>>>Le Département d'État a accueilli à Washington un porte-parole des rebelles tchétchènes, gifle magistrale servie au président Poutine.

>>>Réactions : Moscou donnait cette

semaine des détails sur les bombardements de son appareil militaire : réduction sensible de personnel telle qu'annoncée, mais aussi mise à jour et renforcement de son industrie de l'armement, dans le secteur nucléaire notamment.

LA CHINE :

>>>Comme les Russes, les Chinois redoutent le bouclier antimissiles, porteur d'arrogance américaine, estiment-ils, et susceptible d'annihiler la petite réplique nucléaire dont ils disposent.

>>>Dans l'avenir immédiat, Pékin craint que Washington cette année équipe Taiwan de destroyers de nouvelle génération, équipés des systèmes perfectionnés de radar Aegis, geste qui confirmerait les soupçons d'un appui formel au séparatisme taiwanais.

>>>Au mieux, les Chinois, dit le *New York Times*, espèrent que l'administration Bush s'en tiendra au climat un peu trouble entretenu par Bill Clinton, fait à la fois de coopération et de confrontation idéologique de haut verbe.

>>>Mais le nouveau secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, ne s'arrête pas à la confrontation idéologique : dans un récent briefing de la Maison-Blanche évoqué par le *Washington Post*, M. Rumsfeld a carrément identifié la Chine comme ennemi potentiel le plus dangereux. Il a en conséquence fait part de l'urgence d'un redéploiement de la puissance militaire américaine dans le monde qui mettrait l'accent sur l'Extrême-Orient, appelant du

même souffle une nouvelle génération de bombardiers nucléaires long-courriers capables d'opérer depuis des bases américaines et devenus nécessaires pour « remporter une guerre nucléaire ».

>>>Réactions : la Chine prend ses précautions et vient d'annoncer cette semaine la plus forte hausse en 20 ans de ses dépenses militaires.

LES CORÉES :

>>>Au terme de patients efforts, l'ex-secrétaire d'État Madeleine Albright avait percé la carapace diplomatique de la Corée du Nord, en vue d'en arriver à des contrôles rationnels et pacifiques de ses programmes de missiles à longue portée.

>>>L'administration Bush vient de décréter un gel du processus. Et la décision a à ce point choqué l'appareil diplomatique naissant de l'Union européenne qu'il fut décidé le week-end dernier, au sommet européen de Stockholm, de dépêcher trois émissaires en Extrême-Orient pour ramasser les pots cassés.

Réactions américaines

Tout le monde aux États-Unis ne souscrit pas à ces nouvelles orientations radicales et unilatérales de la Maison-Blanche.

Dans le cas justement du gel du processus de pacification en Corée du Nord, un comité bipartisan d'experts, soutenu par le prestigieux Council on Foreign Relations, a appelé cette semaine la reprise des pourparlers avec Pyongyang et soutenu les efforts

entrepris par la Corée du Sud à cet égard, l'état d'esprit ambiant dans la péninsule coréenne se prêtant plus à la diplomatie qu'à la force, rapporte le *New York Times*.

Mais ce qui frappe surtout les observateurs à Washington, c'est l'incohérence administrative dans laquelle paraissent baigner les grandes décisions récentes de la Maison-Blanche. Jane Perlez, qui suit l'institution de près pour le *New York Times*, note que les trois personnages clés du processus décisionnel de politique étrangère, le secrétaire d'État Colin Powell, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice, déjeunent ensemble une fois par semaine et tiennent conférence téléphonique tous les matins à 7 h 15, qu'ils ne nourrissent pas d'animosité interpersonnelle, mais que les conflits d'orientation sont de plus en plus évidents.

On l'a vu lors des derniers bombardements de l'Irak : Colin Powell aurait préféré une nouvelle campagne diplomatique pour amener Saddam Hussein à la raison. En outre, le Secrétariat d'État s'oppose à l'armement de l'opposition irakienne ; la Maison-Blanche en a décidé autrement et on y décèle la touche du vice-président Dick Cheney, que l'on dit en communication préférentielle avec le dur du système, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. (On ignore de quel côté penche M^{me} Rice, dans le bras-fer entre MM. Powell et Rumsfeld.)

M. Rumsfeld se révèle pour l'instant le franc-tireur de service : il a dans sa mire Moscou et Pékin, mais même aussi l'Union européenne, dont il n'hésite pas à critiquer ouvertement le projet de force d'intervention militaire rapide unifiée, intégrée à l'OTAN.

M. Rumsfeld, dit le *New York Times*, s'est entouré d'une batterie de conseillers très conservateurs, comme d'ailleurs le vice-président Dick Cheney, le véritable homme du pouvoir, et lui-même ex-secrétaire à la Défense.

Rien d'étonnant dans ce contexte que les accents percutants de la frange militaire couvrent les murmures de la diplomatie, dans le flot de paroles issues de la nouvelle Maison-Blanche depuis quelques semaines.

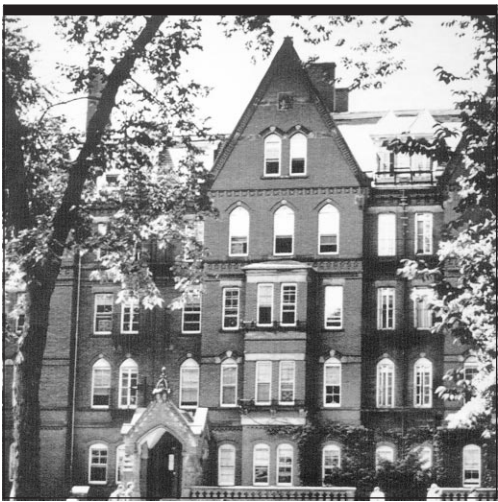
Beaucoup de monde dans le monde en prend note. Nouveau « réalisme » ? En quoi serait-il « réaliste » de refuser, au nom de l'idéologie et de la démagogie, de parler au monde, se demande le chroniqueur William Pfaff, du *Los Angeles Times* ?



The New York Times

Rétributions

ON SE BOUSCULE au portillon, chez les grands souscripteurs de la campagne de George W. Bush, pour des postes d'ambassadeur des États-Unis dans le monde, dit le *New York Times*. Le gouverneur George Pataki, de l'État de New York, se voit assez ambassadeur à Rome. Robert Morgenthau, procureur de Manhattan, pourtant impliqué dans une longue enquête judiciaire, aspire également à « la carrière ». D'un peu partout, gouverneurs et autres politiciens rappellent, partie des 1700 offres de service reçues à la Maison-Blanche pour des fonctions diplomatiques. Outre leur fidélité républicaine, ces postulants n'ont en commun que d'avoir contribué efficacement aux caisses républicaines, y allant même à l'occasion de dons personnels. Clay Johnson, qui reçoit ces offres de services à la Maison-Blanche, jure qu'il n'a pas de liste parallèle des volumes respectifs de contribution lorsqu'il s'agit d'évaluer la compétence de chacun, mais concède que l'efficacité dans la souscription ne nuit pas pour mettre un pied dans la porte. Par exemple : Howard H. Leach, banquier d'affaires spécialisé en agriculture de Californie, paraît tout indiqué comme ambassadeur à... Paris. Il a personnellement souscrit 282 000 \$. Et vient tout juste de se mettre à l'étude du français.



FINANCIAL TIMES

Précisions

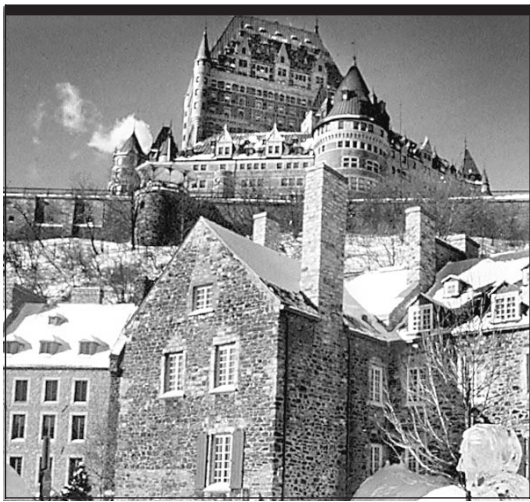
LE RÊVE AMÉRICAIN est sans doute le plus grand mythe de l'ère contemporaine. Tu pars de rien dans la vie, mais t'aboutis à une vie de millionnaire en cours de route ; le cirer de bottes qui, à force de poigner, devient pdg d'un puissant empire. Le mythe a certainement ses fondements dans la réalité, mais son envergure reste modeste. Victoria Griffith, Américaine de naissance, égratigne un peu, dans l'excellent cahier week-end du *Financial Times*, de Londres, le vernis de la méritocratie. Des personnages en vue — George W. Bush, Al Gore, Bill Gate — sont tous passés par Harvard. La mobilité sociale en général reste accidentelle. Tous les pays ont leur système de classes sociales, les États-Unis aussi. Les Américains nés riches restent riches et la majorité des Américains nés pauvres vont le rester. Les premiers se mettent au vinaigre balsamique, les seconds font dans le fast-food. Mais assez peu finalement passent d'une classe à l'autre. Ceux qui y arrivent le font par talent personnel, mais surtout par l'instruction. Et à la condition que papa y ait investi sa chemise. C'est un facteur beaucoup plus important que le talent réel. Et même quand on fait l'effort de procurer des chances égales à tous, les enfants de riches l'emportent généralement.



Chicago Tribune

Récession

OH CE QU'IL A NEIGÉ à Montréal cet hiver ! De novembre à ce premier avril. On pourrait croire en conséquence que le niveau du Saint-Laurent devrait ce printemps (s'il vient) atteindre des niveaux rassurants. Détrompons-nous : à l'une des sources de notre beau fleuve, le lac Michigan accusait il y a 15 jours son plus bas niveau depuis 1965, signale le *Chicago Tribune*. C'est que par là, les glaces furent plus minces cet hiver, accentuant l'évaporation. Des riverains du lac Michigan s'en réjouissent : plus d'espace de plage en perspective. Des écolos s'en arrachent les cheveux : une baisse de 60 centimètres du niveau de l'eau en cette saison multiplie les bactéries, accentuant la pollution. Et le champ de manoeuvre des plaisanciers se restreint en zones d'ancreage. Mais Roger Gauthier, hydrologue au U.S. Army Corps of Engineer, dresse un bilan positif : une baisse du niveau de l'eau favorise la végétation riveraine et protège de l'érosion. On parle volontiers, en alternance, d'un mouvement « naturel » d'ascension et de récession du niveau de l'eau du lac Michigan depuis 4500 ans, mais noté depuis 150 ans, offrant une fourchette de variation de deux mètres selon les années. L'article ne dit rien hélas sur les aqueducs américains qui s'y abreuvent.



The Miami Herald

Transpositions

AUCUN des 34 pays présents au Sommet des Amériques, à Québec le 22 avril, n'aura quoi que ce soit à redire contre un des projets à l'étude et pour cause : le coup d'État militaire sera désormais interdit ! Pour qui a lu l'histoire des Amériques depuis Colomb, ça peut paraître une sacrée bonne nouvelle. C'est le chroniqueur Andres Oppenheimer, du *Miami Herald*, qui a révélé le document, mis au point lors d'une rencontre préparatoire, à la Barbade il y a deux semaines. Le document de cinq pages prévoit que la règle de droit s'appliquant à l'exercice du pouvoir sera érigée comme condition à la participation des pays à d'éventuels sommets des Amériques. C'est que des pouvoirs chance-lants d'Amérique latine ont peur pour leur peau. Il y a deux semaines à peine, des rumeurs de coup d'État circulaient au Guatemala, où vient de débiter un procès formidable impliquant des assassinats perpétrés par l'armée. Semblables rumeurs ont couru ces derniers mois en Bolivie, au Paraguay et au Venezuela. Le chroniqueur regrette seulement que cette règle de droit ne s'applique qu'aux coups d'État militaires et fasse bon marché des coups d'État civils. Il évoque le cas des entourloupettes constitutionnelles d'un Fujimori au Pérou. Et les coups d'État électoraux alors ? diraient des électeurs de Floride.

JOURNAL DE BORD

Coup de collier



DAMIEN DE PAS
collaboration spéciale

BREST — Une heure du matin au chantier Latitude. Musique à fond et lutte contre la fatigue.

«Hé, Caribou! As-tu installé ta pompe de sécurité?» Guillaume me crie depuis le cockpit de son bateau. Je ne sais pas comment il fait, ce mec, pour tenir ce rythme depuis des mois. Le jour, il est l'employé d'Ollivier Bordeaux et le soir il travaille sur son mini. Il devrait d'ailleurs le mettre à l'eau très bientôt.

Non, je n'ai pas encore posé ma pompe et justement le sujet m'intéresse. Je laisse de côté mon travail et vais rejoindre mon futur adversaire pour discuter un peu. La course contre la montre a commencé pour lui aussi. Il devra faire les mêmes qualifications, le plus tôt possible. Même si nous bricolons chacun de notre côté, sa compagnie me fait du bien. C'est plus motivant ainsi. On se tient réveillés avec de la bonne musique et du café qui nous stimule et nous réchauffe aussi car le chantier est très humide.

J'ai beaucoup de respect pour ce jeune Breton. Il fait preuve d'endurance, de sérieux et d'une persévérance remarquable. Je ne connais pas beaucoup de jeunes de 21 ans qui seraient capables de suivre sa cadence. Il a construit seul son mini, avec parfois un petit coup de main des copains. Lorsque le temps est venu de l'équiper, il n'avait plus d'argent. Pendant quelques semaines, il s'est demandé comment il arriverait à se rendre jusqu'au bout. Comme dernière solution, il a dû vendre 60% de ses parts à un ami qui, en échange, s'est engagé à payer l'accastillage,

le gréement et l'électronique. Voilà un bel exemple de ténacité.

Mais c'est vrai qu'il n'est pas le seul. Un grand nombre de minis sont construits par les coureurs eux-mêmes. Ils se trouvent un coin de local, ne se posent pas trop de questions sur le financement et ils foncent. Ils y vont au jour le jour, même avec un petit budget, et finalement leur bateau prend forme.

De tous ces passionnés de voile, ce sont quand même les jeunes qui me surprennent le plus. Ils n'hésitent pas à se mettre les deux mains dans la résine, que ce soit pour réparer leur planche à voile, leur petit dériveur ou même de plus gros bateaux. Ils sont curieux face aux techniques de construction en composite: sur moule, mannequin, en forme ou à bouchins, etc. Et quand ils décident de faire la Mini-Transat, ils s'organisent selon leurs moyens. Ils en achètent un d'occasion ou bien s'associent pour en construire un neuf.

En général, l'approche des Français que je connais vis-à-vis de la course est très décontractée. Ils ne s'en font vraiment pas, toujours prêts à faire évoluer leurs voiliers, à les rendre plus rapides, quitte à fabriquer des pièces qui casseront peut-être. L'important, c'est d'essayer différentes options et de repousser ainsi chaque fois les limites. Ils ont développé l'attitude qui va de pair avec cette mentalité: un bris survient et ce n'est pas la fin du monde.

J'ai beaucoup observé le patron du chantier, Ollivier Bordeaux, depuis que je suis ici. Face aux problèmes, il ne perd pas une minute et il pense aussitôt à une solution. Sa philosophie est certainement la plus extrême que je connaisse. Un jour il m'a dit: «Si ça ne casse pas, c'est sûrement trop costaud, donc trop lourd.» C'est un peu une boutade, mais je comprends ce qu'il veut dire entre les lignes. Selon lui, un prototype capable de gagner ne pourra pas nécessairement allier légèreté et fiabilité absolue.



Photo ÉVANGÉLINE DE PAS, collaboration spéciale
Après les premiers essais sous voile, la mise au point d'un prototype demande bien des ajustements. Ici, Damien répare l'un de ses écarteurs de bout-dehors, au Chantier Latitude 48° 24' à Brest.

Avec un bateau aussi limite qu'il le souhaite, on doit se croiser les doigts pour rencontrer des conditions idéales. Par exemple, si la première étape de la Mini-Transat se fait au portant et que la météo n'est pas trop mauvaise, situation plutôt exceptionnelle, le proto le plus léger a de bonnes chances de remporter la manche. Mais si les coureurs traversent une bonne dépression avec des vents de face dans le Golfe de Gascogne, la légèreté ne sera pas suffisante. Au près, dans des conditions musclées, les bateaux souffrent. Ils doivent donc être fiables, car les avaries auront des conséquences beaucoup plus graves. Un bateau rapide qui casse une pièce d'importance avant l'arrivée sera vite dépassé par ses poursuivants.

Je préfère donc l'approche du juste milieu: «un petit peu plus lourd, mais plus solide». Elle pardonne les erreurs du coureur débutant et surtout, elle convient mieux à mon caractère minutieux et très perfectionniste. Là encore, j'ai fait du chemin. Parfois je suis prêt à laisser tomber la solution idéale pour faire avancer plus vite les choses. C'est ainsi que j'ai pris ma décision pour mes barres de flèches.

L'une des options était l'ajout d'un barreau d'aluminium qui traverse le mât et sur lequel viennent s'insérer les tubes carbonés des barres de flèches. Ce barreau assure une plus grande flexibilité au point d'attache. Cette solution ne faisait pas l'unanimité entre Pierre Roland, l'architecte, Ollivier qui a fabriqué les barres de flèche, et Éric Cochet, responsable de mon gréement. J'ai tout de même choisi d'en poser un sur l'étagé du milieu, le plus long, le plus fragile et, surtout, le plus sollicité en cas de mauvaise manœuvre. Ça me paraissait le meilleur compromis.

Si tout va bien, *Dingo* sera de nouveau mâté d'ici quelques jours. Entre-temps, j'ai une foule de petites choses à faire. Par exemple, je termine en ce moment mon support de «dame de nage» qui me permettra de godiller par calme plat. Je n'aurai pas le droit d'utiliser mon aviron en course, mais il fait partie de l'équipement de sécurité obligatoire.

J'ai aussi fabriqué des pièces pour la mise en place de mon pilote automatique NKE. C'est une installation complexe et Hervé m'a offert son aide. En échange, je lui donne un coup de main sur la maison qu'il se construit et dans laquelle il emménagera très bientôt. Nous n'avons pas encore débuté notre entraînement sur *Dingo* ensemble (Hervé sera mon équipier pour les courses en double), mais une fois par semaine nous naviguons sur un Melges 24.

Je connaissais ce bateau par sa réputation mais je n'avais pas encore eu la chance d'en essayer un. C'est une véritable petite bombe pour régater autour des bouées. Sa rapidité d'accélération au portant m'a impressionné. Ces quelques heures sur l'eau me permettent de refaire le plein d'énergie et de ne penser à rien d'autre que mes manœuvres. Sinon, je crois que je sauterais un plomb.

J'ai passé tous les soirs de la semaine ici, au moins jusqu'à minuit. Je voulais donner un coup de collier, car le temps file et j'ai l'impression que je n'avance pas aussi vite qu'il faudrait. Je me demande sans cesse si je serai prêt pour le 20 avril, date que je me suis fixée pour ma qualification en solo. J'ai beau mettre les bouchées doubles, ma liste demeure toujours aussi longue.

Comme je passe tout mon temps à travailler, il n'y a plus de place pour faire la fête ni pour rencontrer du monde. Je n'avais pas vu ma vie en France sous cet angle. Je connais beaucoup de gens, mais ce sont presque tous des professionnels de la voile. C'est un des côtés de mon projet que je trouve difficile à gérer.

Déjà 2 heures et demie du matin. Assez pour aujourd'hui. J'entends la pluie tomber dehors. Depuis le départ d'Évangéline, la météo n'est pas bonne du tout. Le retour à vélo va être long et pénible. Ces temps-ci, je rêve à ma Honda Civic... Je me console en me disant que ça doit être pire en mer avec ce temps pourri. Sauf que justement, c'est là que je vais me retrouver bientôt.

Ma première qualification approche et je ne serai pas aussi bien préparé que je l'imaginais. J'aurais bien aimé naviguer quelques jours d'affilée au large avant le milieu du mois d'avril. La gestion du sommeil, la solitude et la météo sont tous des éléments sur lesquels je m'interroge. Je suis persuadé que tout va bien se dérouler, mais j'ai quand même les boules. On ne sait jamais ce que la mer nous réserve...

Tout votre été dans le même panier

du 30 mars au 1^{er} avril 2001 à la Place Bonaventure

Dernière journée!

Salon vacances et loisirs d'été

dmg world media

- Les vingt régions du Québec vous présentent leurs attraits touristiques et vous offrent leur guide touristique complet en primeur.
- À la Place Maison des Futailles, découvrez la fine cuisine des 20 régions du Québec, apprêtée devant vous par un chef cuisinier de renom. Un délice!
- Découvrez le Canada Atlantique avec les coins pittoresques du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et les plus belles destinations de la côte Est américaine.
- Des centaines de nouvelles destinations et de nouveaux forfaits! Circuits à vélo, théâtres d'été, camping, aventure, golf, parcs, réserves fauniques, Agricotours...
- À la Place d'animation Via Rail, assistez à un feu roulant de conférences, spectacles, danses, etc.

- Plus de vingt magnifiques jardins de rêve à visiter, dont le superbe jardin des nouveautés présenté par *Services financiers Banque Royale* et l'étonnant jardin rustique CLARITIN.
- La Place de la fleuristerie et de l'horticulture pour apprendre l'art des arrangements de fleurs et de plantes, présentée par l'*École professionnelle de Saint-Hyacinthe*.
- Trucs, idées, conseils et nouveautés! Pavés, bassins, éclairage, terreau, engrais, ornements et plus encore!
- Dans tout le Salon, des experts pour vous conseiller et vous aider à réaliser vos projets.
- À l'espace Info Jardin, assistez aux conférences des spécialistes les plus connus du Québec.

Salon fleurs, plantes et jardins

présenté par
STAR CHOICE
NOTRE TÉLÉ, C'EST D'ABORD LA VÔTRE.

APERÇU DES ACTIVITÉS D'AUJOURD'HUI

- 10 h 00** Le P'tit Bonheur : groupe musical « Hurlevent »
- 10 h 15** Taille des végétaux extérieurs (aussi à 11 h 45, 12 h, 13 h, 14 h et 14 h 15)
- 11 h 00** Julie Boudreau : idées de jardins pour espaces restreints
- 11 h 30** Recette de Duplessis : bar en croûte de sel et garniture de parisiennes
- 12 h 00** Richard Huet – le Festival country et western de Montréal

- 12 h 15** Sophie Picard : les vertus des plantes médicinales
- 12 h 30** Recette de la Gaspésie : papillote d'omble de fontaine
- 13 h 00** Théâtre des Grands Chênes : André Le Magnifique avec Normand Chouinard et Martin Drainville
- 14 h 30** Recette de Montréal : suprême de volaille farci au cerf de Boileau

- 14 h 30** Accessoires floraux (aussi à 16 h, 16 h 15 et 16 h 30)
- 15 h 30** Recette de la Mauricie : fondue à la fleur d'ail et à la liqueur de Chicoutai
- 15 h 30** Janine Ross : un jardin Feng Shui
- 16 h 00** Les productions Concepts Art : comédie musicale « One More Time »
- 16 h 30** Recette de l'Outaouais : tournedos de cerf de Boileau marinés à la crème de cassis

Une invitation

de Bernard Fortin

Deux salons,
un seul billet!



La programmation est sujette à changements sans préavis.

Un événement

En association avec

En collaboration avec



HEURES D'OUVERTURE

Vendredi	11 h à 21 h
Samedi	10 h à 21 h
Dimanche	10 h à 18 h

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)

Adultes	9 \$
Étudiants et aînés	7 \$
Enfants de 6 à 12 ans	3 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture des

cyberpresse.ca On peut relire les chroniques de Damien De Pas à

L'adresse Internet ci-dessous
www.cyberpresse.ca/damiendepas

CONSUMMATION

Regardez-y à deux fois

Certains opticiens d'ordonnance chipotent sur la garantie

CLAIRE HARVEY
collaboration spéciale

Vous en souvenez-vous ? Dans un article publié en janvier dernier, Option Consommateurs révélait que les services offerts par les opticiens d'ordonnance présentaient de nombreuses lacunes. Eh bien, nous n'avions pas épuisé le sujet. Nous avons eu une surprise de taille au chapitre des garanties.

À l'époque, Option Consommateurs avait contacté par téléphone plusieurs lunetteries. Notre enquêteur voulait acheter des lunettes dotées du traitement Crizal d'Essilor, garanti pendant deux ans par le fabricant. Or, trois des huit opticiens d'ordonnance chez qui nous pouvions nous procurer ce produit ne nous ont proposé qu'une garantie d'un an.

Les professionnels peuvent-ils décider de ne pas offrir au consommateur la garantie dont ils bénéficient ? En vertu du Code civil du Québec, si le bien qui se trouve

chez le professionnel est garantie durant deux ans par le fabricant, l'acheteur devrait pouvoir en profiter. « Généralement, la garantie suit le bien jusqu'au consommateur, dit Marc Migneault, avocat à Option Consommateurs. En vendant les lunettes à son client, l'opticien d'ordonnance doit lui transmettre la garantie qui est intimement liée au bien. »

Un autre hic : en agissant ainsi, les opticiens risquent d'enfreindre leur code de déontologie. Selon M. Claude Lalonde, syndic de l'Ordre des opticiens d'ordonnance du Québec, ce code leur interdit de cacher un fait important à leur client. « Ces professionnels ont l'obligation de donner aux consommateurs tous les renseignements pertinents, y compris ceux concernant la nature et la durée des garanties du fabricant. » M^e Migneault précise que le Code civil du Québec renforce cette obligation. « La bonne foi qui doit gouverner la conduite des parties dans les négociations impose une obligation d'informer. »

M. Lalonde nous a toutefois dit que certains opticiens d'ordonnance pourraient conclure avec leur client une entente prolongeant ou raccourcissant la durée de la garantie. Dans ce dernier cas, il arriverait même que des opticiens d'ordonnance demandent au consommateur de payer pour des réparations que le fabricant effectuera gratuitement. Selon Éric Fraser, avocat au cabinet Sylvestre, Charbonneau, Fafard, cette façon de faire est discutable. « Cela pourrait constituer de « l'enrichissement injustifié », ce qui est interdit par le Code civil du Québec. »

Il faut également savoir que, même si la garantie de l'opticien d'ordonnance ou du fabricant est expirée, ceux-ci demeurent respectivement assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec, notamment celles contre les vices cachés. « Comparativement à des biens identiques ou de même espèce, les lunettes que vous achetez devraient servir à l'usage normal auquel elles sont destinées et ce, pendant un laps de temps rai-

sonnable, signale M^e Migneault. En d'autres termes, les lunettes doivent être d'une qualité acceptable en fonction de leur prix ; elles ne devraient pas briser plus rapidement que d'autres lunettes semblables. »

Par ailleurs, ajoute le syndic, les professionnels peuvent vendre, par exemple, une monture de lunettes provenant d'une collection privée. « Si la monture brise, il est alors possible que l'opticien ne puisse pas la remplacer puisqu'il y en a très peu. Dans un tel cas, le professionnel doit toutefois aviser son client que le produit a une garantie limitée. Et il faut que cela soit clair, c'est-à-dire qu'on doit l'inscrire dans le dossier et sur la facture. »

Afin de bénéficier de la protection à laquelle vous avez droit, assurez-vous que le professionnel vous transmet bien la garantie du fabricant. Lorsque ce dernier est installé au Québec, un coup de téléphone suffit pour vous en assurer. Si vous éprouvez de la difficulté à joindre le fabricant,

demandez à d'autres opticiens d'ordonnance quelle garantie ils offrent pour le même produit. Enfin, vous pouvez appeler l'Ordre des opticiens d'ordonnance du Québec (514 288-7542). Celui-ci évaluera la garantie accordée par l'opticien et vous dira si elle vous protège suffisamment.

Enfin, pour éviter tout « malentendu », M. Lalonde recommande fortement aux consommateurs de s'assurer que les garanties offertes par l'opticien et le fabricant sont inscrites sur le contrat de vente. « Ne vous contentez pas d'une entente verbale. Il est toujours plus facile d'exiger que les professionnels respectent la garantie lorsqu'elle est écrite. »



Site internet: <http://www.option-consommateurs.org>
Courriel: info@option-consommateurs.org
2120 Sherbrooke Est,
bureau 604 Montréal (Québec) H2K 1C3
Télécopieur (514) 598-8511

Michel Tabachnik nie avoir été membre de l'OTS

Agence France-Presse

GRENOBLE — Le chef d'orchestre franco-suisse Michel Tabachnik, mis en examen dans l'affaire des tueries de l'Ordre du Temple solaire (OTS), nie avoir été le numéro 3 de cette organisation dans un entretien à l'hebdomadaire français *Le Journal du Dimanche*.

Âgé de 59 ans, poursuivi pour « participation à une association de malfaiteurs », Michel Tabachnik reconnaît avoir fréquenté les

gens de l'OTS et avoir « assisté avec eux à une cérémonie où il a porté une cape ». Il reconnaît avoir été très proche de cette mouvance entre 1980 et 1985 et « être parfois intervenu lors de conférences philosophiques ».

Mais il affirme « qu'il n'était pas inscrit en tant que membre du Temple solaire lui-même ». « J'ai travaillé la psychologie de Jung, la philosophie, et puis j'ai écrit des textes moi même. Un jour, on m'a demandé de les publier et de les distribuer aux membres

de l'OTS, j'ai dit d'accord, avec le plus grand plaisir », ajoute le musicien, qui estime qu'il n'a « rien à faire sur le banc des accusés » lors du procès qui s'ouvre le 17 avril à Grenoble, dans l'est de la France.

Quelques jours avant les drames des 4 et 5 octobre 1994, dans les villages suisses de Salvan et Cheiry, où 48 adeptes ont trouvé la mort, M. Tabachnik annonçait lors d'une réunion, dans des propos ésotériques obscurs, la fin de l'Ordre « et l'étape irréversible du retour vers le père ».

Selon les textes du musicien, « le retour

vers le père ne s'effectue qu'en s'extrayant par transformation de la densité de la matière » et les adeptes devaient apprendre « à accepter et tolérer l'humainement intolérable ».

Le juge Luc Fontaine a estimé « qu'en diffusant un enseignement doctrinal destiné à conditionner les individus dans l'idée qu'ils appartenaient à une élite investie d'une mission rédemptrice et à créer une dynamique homicide », M. Tabachnik devait être poursuivi devant la justice.

Une station de ski savoyarde affiche une « altitude gay »

FRANÇOIS BOUGON
Agence France-Presse

LA TOUSSUIRE — Pendant une semaine, la station familiale de La Toussuire (en Savoie, est), à 1750 mètres, s'est mise aux couleurs de l'arc-en-ciel, signe de reconnaissance de la communauté homosexuelle, pour le premier « meeting international ski gay ».

L'organisatrice, Florence Legat, 37 ans, a réussi à convaincre les « locaux » de l'intérêt de la manifestation, qui, jusqu'à vendredi, a attiré jusqu'à 200 personnes et mêlé compétitions sportives sur les pistes et soirées dans les bars et discothèques.

« Le fait que je sois du pays a sans doute facilité les choses », explique-t-elle. En 1999, elle a repris l'hôtel familial ouvert en 1936 par sa famille d'adoption, dont l'un des membres est Jean-Noël Augert, champion du monde de ski en slalom à Val Gardena en 1969. L'ancienne gloire du ski est d'ailleurs l'un des parrains du meeting gay avec Marielle Goitschel, autre étoile du passé.

Florence Legat, désormais à la tête d'un « hôtel gay et lesbien d'altitude », encore une première selon elle, se défend d'avoir voulu monter une « ski pride », à l'image des défilés organisés chaque année à l'occasion de la « gay pride », jour de la « fierté homosexuelle ».

« J'ai réellement voulu sortir des gens d'un quartier, d'une ville, les faire rencontrer des gens du coin », affirme-t-elle, rétive à toute idée de « ghetto ». Et d'insister sur le but principal de son initiative, le versement des droits d'inscriptions et de dons aux asso-

ciations Sol en Si, pour les enfants victimes du sida, et Étoile des neiges, pour la lutte contre la mucoviscidose.

La mairie et les responsables de la station ont joué le jeu. L'office de tourisme de cette station de 8000 lits a accordé 200 000 francs (30 490 euros) qui ont notamment servi à payer les services d'une agence de communication. La société privée de remontées mécaniques n'a pas été en reste, qui a placé le logo de la manifestation sur ses forfaits.

Le président de l'office de tourisme, premier adjoint au maire et hôtelier, Patrick Gilbert-Collet, se réjouit des retombées médiatiques : « Pour nous, le retour sur investissement, si on peut dire comme cela, est satisfaisant ». De plus, cette nouvelle clientèle est la bienvenue en pleine semaine creuse, juste avant les vacances de Pâques.

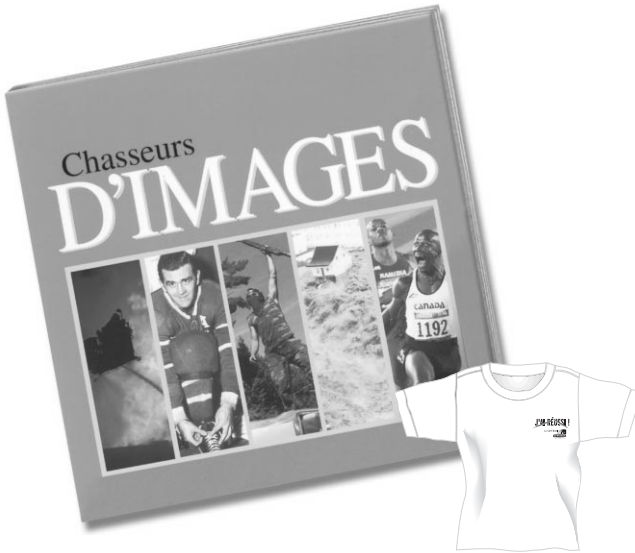
Autre motif de satisfaction, le meeting n'a pas suscité de vagues. Au sein de la clientèle traditionnelle, les réticences ont été rares. « Un client a écrit pour se plaindre, affirmant ne plus vouloir revenir car ce n'était pas un spectacle pour ses petits-enfants », raconte le président de l'office de tourisme.

Le maire de la commune, René Sibué, parle d'« opération commerciale ». « Je comprends que les gens qui travaillent sur la station y trouvent leur compte. Il ne faudrait pas non plus en faire trop de publicité », dit-il.

Dans sa chapelle, le curé du village, 77 ans, dont 30 passés au village, dénonce un « gros four ». Le père Pierre Michelland préfère citer en exemple le « championnat de France des familles », organisé cet hiver dans la station voisine du Corbier.

AMATEURS DE MOTS CROISÉS : À VOS CRAYONS !

La Presse
cyberpresse.ca



Voici les gagnants
qui ont mérité le livre
Chasseurs d'images
et un t-shirt **La Presse**
pour la Supergrille spéciale
du 3 mars dernier.

M. AURELE AUBRY
SAINT-EULALIE

MME LAURETTE AUCLAIR
OUTREMONT

MME RAYMONDE
BARIL-LAVERGNE
SAINT-HUBERT

M. MICHEL BEAUDOIN
ANJOU

MME RENÉE BEAULIEU
LAVEL

MME JAQUELINE BÉLANGER
LAVEL

M. PIERRE A. BÉLANGER
ORFORD

M. BRUNO BELLEROSE
MASCOUCHE

M. GUY BELLEVILLE
MONTREAL

M. CLAUDE BERGERON
GRAND-MÈRE

MME HUGUETTE
BERLATTE-JACQUES
L'ASSOMPTION

M. GILLES BERTHELET
MONTREAL-NORD

MME LISE BERTRAND
SAINT-ADÈLE

MME MONIQUE BESNER
LACHINE

MME LISE BLANCHARD
BROSSARD

M. GASANTON BOULAY
VAL-DAVID

MME HÉLÈNE BOURGEOIS
MONTREAL

MME ISABELLE BRAZEAU
MONTREAL

MME MICHELINE CARDIN
LACHENAIE

MME DIANE CARPENTIER
NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT

MME FRANCINE CHAMPAGNE
SAINT-LAMBERT

M. GUY CHAUSSÉ
LAVEL

MME MARTHE
CHEVRON-LAVOIE
SAINT-BRUNO

MME THÉRÈSE
CHOQUETTE
LAVEL

M. CLAUDE COMTOIS
SAINT-BASILE-LE-GRAND

M. DENIS COUTURE
LAVEL

MME CHRISTINE CHEVRIER
MONTREAL

MME DOLORES CYR
LASALLE

MME LAURA CYR
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

M. CARL DAoust
MONTREAL

M. JEAN D/CARIE
OUTREMONT

MME LYNDIA DESCHENES
MONTREAL

M. MICHEL DESCHENES
SAINT-JULIE

MME ANDRÉE DESMARAIS
SAINT-CHARLES-BORROMÉE

MME REJANE DONALDSON
MONTREAL

CELY DOSS
LAVEL

MME MARIE-PAULE DRAGON
MONTREAL

MME HÉLÈNE DUBÉ
SAINT-HUBERT

MME GEORGETTE
DUFOUR-GRAVEL
SAINT-HONORÉ

F. EMOND
BROSSARD

MME THÉRÈSE FICHET
MONTREAL

M. PIERRE FORTIN
VALLEYFIELD

M. RAYNALD GENDRON
BLAINVILLE

M. LUC GIGUÈRE
LAVEL

M. ALBERT GINGRAS
MONTREAL

M. PIERRE GUERTIN
ANJOU

MME ANNIE JACQUES
LASALLE

MME SUZANNE JEAN
MONT-SAINT-HILAIRE

L. LACROIX
SAINT-LÉONARD

M. JEAN-GUY LAFRAMBOISE
PIERREFONDS

MME ANDRÉE LAMOUREUX
MONTREAL

M. JULES LAMY
LASALLE

M. JEAN-CLAUDE LANGEVIN
LORRAINE

M. ROBERT LANGLOIS
ROCK FOREST

M. GILLES LAROCHELLE
MONTREAL

MME LUCETTE LAROSE
VARENNES

M. LISE LAVALLÉE
SAINT-BRUNO

MME GINETTE LAVIGNE
SAINT-ZOTIQUE

MME SYLVIE LAVOIE
SAINT-ADÈLE

MME MONIQUE L'ÉCUEUR
MONTREAL

MME MONIQUE LEGAULT
SAINT-EUSTACHE

MME FRANCE LEMAIRE
BOUCHERVILLE

MME CLAUDETTE LESAGE
LAVEL

CLAUDE LUSSIER
LAVEL

MME JEANNE LUSSIER
BOUCHERVILLE

MME SYLVIE MARCHAND
MONTREAL

MME MARIE MARTINEAU
DRUMMONDVILLE

M. ANTOINE MASSABKI
MONT-ROYAL

MME DIANE MOREAU
BOUCHERVILLE

ALI MORIN
LONGUEUIL

M. GUY NADON
SAINT-THÉRÈSE

M. RENÉ NOEL
REPERTIGNY

MME RITA OLIVIER
VERDUN

M. MICHEL PALARDY
MONTREAL

MME FRANCE-EDITH
PERREAULT
SAINT-JACQUES

M. HUBERT POTVIN
LAVEL

M. MARCEL POULIN
MONTREAL

MME MARIETTE POULIOT
LAVEL

MME CLAIRE PROULX
LASALLE

MME SUZANNE RABY
LAVEL

MME PAULA
RENAUD-HEBERT
LAVEL

MME ESTELLE RODRIGUE
BOUCHERVILLE

MME ANDRÉE RONDEAU
BOUCHERVILLE

MME NICOLE ROUSSEAU
BOIS-DES-FILONS

M. ANDRÉ SAINT-HILAIRE
LAVEL

MME JEANNE D'ARC
SARRAZIN
BERTHIERVILLE

MME NICOLE SEGUIN
SAINT-LÉONARD

MME SUZANNE
SICOTTE-SCALVINI
SAINT-ANNE-DES-PLAINES

MME OLGA SOMCYNISKY
MONTREAL

MME MURIEL STRASBOURG
MONTREAL

M. BILL SUNSTRUM
SAINT-LIBOIRE

MME CRYSTIANE THÉORET
SAINT-EUSTACHE

MME RAYMONDE THIVIERGE
LONGUEUIL

R. THIVIERGE
SAINT-THÉRÈSE

M. NORMAND TOURANGEAU
SAINT-ADÈLE

MME CÉCILE TREMBLAY
BLAINVILLE

MME YVETTE VALCOURT
BROSSARD

MME LUCIE VANASSE
ANJOU

MME LINA VANDETTE
DELSON

EN BREF

Au moins 20 morts

AU MOINS 20 personnes sont mortes étouffées et 100 ont dû être hospitalisées à la suite d'un mouvement de foule autour du tombeau d'un religieux dans le centre du Pakistan hier, a annoncé la police. Des milliers d'hommes s'étaient massés dans une ruelle étroite menant à la porte d'accès de la sépulture de Baba Farib Shakar Gunj à Pakattatan, à 180 kilomètres au sud de Lahore (centre-est). AFP

Paparazzi agressé

UN PAPARAZZI israélien a indiqué hier à l'AFP avoir été agressé par les gardes du corps de la princesse Caroline de Monaco et son mari, le prince Ernst-August de Hanovre, en déplacement en Israël. Daniel Cohen de l'agence Angeli a expliqué qu'il attendait dans sa voiture l'autobus devant emmener une vingtaine de personnes, en excursion sur la mer Morte. AFP

Célébrités...



Gisèle Massé-Dufort
1^{er} avril 2001
Heureux 80^e anniversaire
tes enfants, tes petits-enfants
et ton mari.
Sois comblée chère Gisèle.

Célébrités...

Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274

La Presse
cyberpresse.ca

Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013

29-4757

29-4614-4

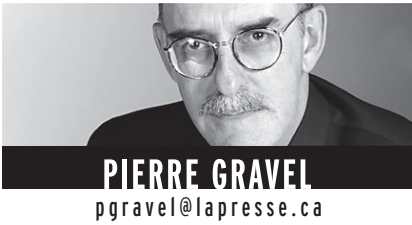
« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »

Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

La Presse
cyberpresse.ca

FORUM

Clone ou clown?



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

On peut en rire ou en pleurer. Mais à moins d'être irrémédiablement envoûté par ce gourou, on hésite entre le fou rire, la gêne ou l'inquiétude devant le spectacle loufoque de Claude Vorilhon, dit Raël, vantant les mérites du clonage humain à des parlementaires américains.

Ayant manœuvré pour être entendu, en tant qu'associé à un projet en ce sens, par un sous-comité du Sénat, ce dernier n'aura, en tout cas, rien fait pour aider à la crédibilité de cette hypothèse scientifique. Au contraire. En la reliant à ses élucubrations habituelles sur la dimension religieuse de la science et sur la conformité de cette expérience avec les soi-disant enseignements de Elohim, Vorilhon n'aura finalement qu'apporté un peu plus d'eau au moulin de ceux qui se méfient ou du moins prônent la plus grande prudence face à cette expérience. Et qui s'opposent à la tentation de transposer immédiatement chez des humains le fruit de recherches qui ne sont pas encore concluantes chez les animaux.

À vrai dire, nul n'est en mesure de dire aujourd'hui avec un minimum de sérieux où s'arrêtera la science. Ni à partir de quand ce qui apparaît impensable maintenant sera devenu monnaie courante. Exactement comme nos ancêtres, pas si lointains, auraient sans doute

poussé des hauts cris horrifiés si on leur avait annoncé qu'un jour leurs descendants pourraient profiter de transplantations du cœur ou d'à peu près tout autre organe.

Sauf que ces progrès n'ont pas été réalisés pour se conformer aux directives d'une quelconque race supérieure qui, d'une autre planète, enseignerait aux pauvres humains la marche à suivre pour enfin échapper à la mort. Ni encore moins pour soulager la douleur de parents effondrés, mais aussi et surtout fortunés, prêts à payer un demi million de dollars pour tenter de faire revivre leur bambin mort à dix mois à la suite d'une erreur médicale...

Aussi spectaculaires soient-ils, en bout de ligne, les progrès réalisés en médecine ou en biologie ne l'ont été qu'au terme de longs tâtonnements, d'erreurs coûteuses et au terme d'expériences répétées et rigoureuses chez les animaux. Avec, en arrière-plan, un constant souci de prudence avant d'autoriser la transposition de ces opérations chez des êtres humains. Avec, en corollaire, la plus grande sévérité pour les illuminés qui, dans le plus profond secret ou à l'ombre des fours crématoires en Allemagne nazie, en prenaient à leur aise avec la dignité humaine en transformant en vulgaires rats de laboratoires des otages incapables de se défendre.

En donnant des allures de cirque à ce débat fort important, Claude Vorilhon n'a pas fait avancer les discussions sur le clonage. Il a tout au plus montré son vrai visage : celui d'un clown dont il est, pour l'instant, difficile de savoir s'il est surtout lamentable ou dangereux.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

La pagaille s'empare d'Ottawa



MARIE-CLAUDE LORTIE
marie-claude.lortie@lapresse.ca

Une fois de plus, les déboires du premier ministre Jean Chrétien avec son terrain de golf, l'Auberge Grand-Mère et compagnie, ont fasciné pendant toute la semaine les journaux anglophones. Encore plus que les journaux francophones, c'est tout dire.

Mais il y a un autre sujet qui a également retenu pas mal d'attention en anglais : les déboires de la secrétaire d'État au multiculturalisme, Hedy Fry.

M^{me} Fry (voir texte ci-dessous) est une élue de Vancouver, c'est elle qui a battu Kim Campbell dans son propre comté en 1993. M^{me} Fry a déclaré la semaine dernière aux Communes que Prince-George, une petite ville forestière de la Colombie-Britannique, était le théâtre de gestes racistes et qu'on y brûlait notamment des croix, geste évoquant les horreurs du Klu Klux Klan.

Toute la semaine, les journaux anglophones ont suivi les propos de M^{me} Fry, qui a dû revenir sur ses paroles à plusieurs reprises (apparemment, ce n'est pas vrai qu'on fait ça à Prince-George) et qui a eu besoin de l'aide du premier ministre et de plusieurs gardes de sécurité pour pouvoir faire face à l'opposition et aux journalistes.

L'opposition et les médias ne l'ont pas laissée d'une semelle. Le sujet a été traité en une. Les chroniqueurs politiques se sont penchés sur le dossier. Les éditorialistes aussi.

Vers la fin de la semaine, Chrétien en était venu à la défendre en disant que ce n'était pas vrai qu'elle avait demandé de l'aide à la GRC pour venir appuyer, après coup, les accusations de racisme déjà lancées. Et Sheila

Copps la défendait en insultant d'autres députés.

Bref, le grand désordre s'est emparé d'Ottawa autour de cette affaire.

The Gazette a demandé la démission de M^{me} Fry. *Le National Post* aussi. « Si le scandale de Grand-Mère ne dominait pas les nouvelles et les débats parlementaires, Hedy Fry, la ministre du Multiculturalisme, aurait probablement déjà été congédiée. Elle le mérite. Ses derniers commentaires et ses derniers gestes ont été disgracieux », a écrit *le National Post*. « Pour M^{me} Fry, le racisme est une accusation bon marché qu'on peut lancer sans morale, pour des bienfaits politiques temporaires. Pourquoi est-elle encore porte-parole du gouvernement ? Elle n'a ni le jugement ni l'intégrité. Elle doit partir. »

Mais tout cela n'a certainement pas fait oublier l'affaire du moment, celle que certains ont surnommée : le Shawinigate.

Margaret Wente, chroniqueuse au *Globe and Mail*, trouve toute cette histoire bien à l'image du Canada : plutôt ennuyeuse. « La grand-mère de tous les scandales, dit-elle. Il n'y a pas de



Jean Chrétien

sexe. Il n'y a pas de violence. Il n'y a pas de vendeurs d'armes internationaux ou d'espions ou de pots-de-vin pour des contrats militaires de milliards de dollars ou de sabotage d'ennemis politiques. Peu importe comment on le regarde, les sommes en jeu sont ridiculement petites. (...) Les Américains, eux, savent comment avoir un scandale qui a de l'allure. Ils ont des femmes sexy qui font de grosses contributions financières à leur président, puis qui demandent pardon pour leurs ex-maris millionnaires et fugitifs... »

Dans les éditoriaux, on sent les journalistes du *Globe* un peu exaspérés par toute cette



Hedy Fry

affaire. « Sans grand problème et avec un peu de candeur même si c'est rare, de la part du premier ministre Jean Chrétien, toutes les protestations autour de ses obscures affaires dans son comté auraient pu être évitées. À la place, aidé de son conseiller à l'éthique (choisi par lui-même) Howard Wilson, il s'est lancé sans vergogne dans une sorte de jeu sémantique où il a mis tout le monde au défi de l'attrapper. Cela entrave les travaux du Parlement depuis des mois et on n'en voit pas la fin. Et il n'a personne d'autre à blâmer que lui-même. »

Cela dit, il reste quand même des journalistes pour prendre la défense de M. Chrétien.

Le chroniqueur Hugh Winsor du *Globe*, par exemple, a pris la défense du premier ministre en disant qu'il avait encore droit à un peu de protection de sa vie privée, pour ses fi-

nances et qu'il était donc exagéré de lui demander de rendre tous ses documents publics, ce que veut l'opposition pour comprendre de A à Z tout ce qui s'est passé autour de la vente du fameux terrain de golf de M. Chrétien à côté de l'auberge Grand-Mère.

Jeffrey Simpson du *Globe* aussi, trouve quant à lui qu'il n'y a carrément pas de scandale dans toute cette affaire. « Tout ce qu'on peut dire c'est que M. Chrétien a senti des pressions politiques avant les élections de 1997. Il faisait face à une solide opposition de la part du Parti québécois. Il ne voulait pas perdre son siège. Et il a fait face, comme c'est le cas pour plusieurs politiciens fédéraux au Québec (et ailleurs), aux demandes des gens sur place lui demandant de rapporter sur place un peu de bacon fédéral. Tout cela explique, même si ce n'est pas une excuse pour dire que c'était une bonne décision de gestion publique, le contexte dans lequel cet argent fédéral est arrivé dans Saint-Maurice, juste avant les élections, tout comme l'argent arrivait dans le comté québécois de Brian Mulroney. »

Mais Andrew Coyne, dans le *National Post*, ne pense pas du tout comme ça. « Était-il en position pour profiter de la situation ? Au moins potentiellement. Et c'est suffisant », a écrit M. Coyne.

■ ■ ■

En terminant. Au Québec, *The Gazette* a écrit un éditorial sur l'affaire Claudel Tous-saint. Le quotidien affirme : « Si le Parti québécois est sérieux quand il dit qu'il veut attirer des femmes et des allophones, ce n'est pas la façon d'agir. La négligence dont on a fait preuve dans le dossier de M. Toussaint montre de la condescendance à l'endroit des deux groupes. L'affaire Toussaint va sans aucun doute faire du mal au PQ à la partielle dans Mercier. Si le PQ veut faire des percées chez les allophones, la moindre des choses est de mettre de l'avant des candidats dont les vies personnelles correspondent aux valeurs des Québécois. »

Congédiez M^{me} Fry!

Ce texte est une traduction d'un éditorial paru dans *The Gazette*, le mercredi 28 mars.

En tant que secrétaire d'État au multiculturalisme, Hedy Fry est supposée mener les efforts d'Ottawa pour favoriser la tolérance et le respect chez les Canadiens d'origines diverses. C'est un poste qui demande du tact autant qu'un certain zèle appliqué de façon judicieuse.

M^{me} Fry n'a démontré aucune de ces deux qualités la semaine dernière, quand elle a insulté les résidents d'une petite ville de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Sa performance épouvantable et ses tentatives boiteuses pour revenir sur ce qu'elle a dit font qu'aujourd'hui, elle n'a plus la moindre cré-

dibilité.

Les résidents de Prince-George ne méritaient pas qu'on associe leur ville à des croix brûlées, comme l'a fait M^{me} Fry de façon insouciance la semaine dernière quand elle a dit aux Communes que « des croix sont brûlées sur les gazons à Prince-George pendant qu'on parle ».

Quand on a remis son affirmation en question, la députée de Vancouver a admis qu'il était peut-être vrai que des croix ne brûlaient pas à ce moment-là précisément, mais elle a continué de dire qu'elle faisait référence à un incident récent dont le maire de la ville en

question lui avait parlé dans une lettre. Ses commentaires ont déconcerté la police et les groupes antiracistes de la Colombie-Britannique, tout comme les dirigeants de Prince-George, qui ont dit qu'ils ne connaissaient pas l'existence d'une telle lettre.

Le lendemain, M^{me} Fry a reculé encore un peu plus en disant qu'elle regrettait d'avoir fait un lien entre Prince-George et un crime haineux spécifique, en laissant entendre tout de même qu'elle continuait de croire que la ville était une sorte de havre pour les racistes. Lundi, alors que les protestations continuaient, M^{me} Fry a laissé entendre qu'elle faisait erreur sur la ville, laissant l'impression cette fois qu'elle pensait que les croix se faisaient brûler ailleurs ces jours-ci. L'ironie, c'est que l'insi-

nuation de M^{me} Fry est arrivée le jour où Prince-George recevait une médaille du gouvernement de Colombie-Britannique pour ses efforts contre le racisme. Il y a quelques années, la ville s'est autodéclarée « zone libre de toute activité haineuse ».

Mais pour Prince-George, le moment choisi pour les commentaires de M^{me} Fry n'avait rien d'anodin. La ville est en pleine campagne de recrutement d'infirmières et de médecins, elle est en train de faire des investissements pour créer des emplois et l'industrie forestière, très importante dans ce coin, fait face à une période d'incertitude. Des mots lancés avec insouciance peuvent avoir des conséquences.

Mais jusqu'à présent, les mots insoucients de M^{me} Fry (et ce n'était pas la première fois qu'elle

en lançait) ont eu peu de conséquences pour elle. Elle a fait des allégations non fondées semblables au sujet de Kamloops, en Colombie-Britannique, il y a quatre ans. Et durant la dernière campagne électorale fédérale, elle a fait des commentaires aux relents d'intolérance au sujet des croyances religieuses du leader de l'Alliance canadienne, Stockwell Day.

Cette fois-ci, il faudrait qu'il y ait des conséquences. Le racisme et l'intolérance continuent d'être des problèmes sociaux au Canada. Mais une personne qui a déjà fait preuve d'intolérance (et qui a déjà crié au loup sans raison) n'est pas la mieux placée pour ce job. Si M^{me} Fry n'a pas l'élégance de démissionner du cabinet, le premier ministre Chrétien devrait la mettre à la porte.

À VOTRE TOUR

Célibataires en voie de disparition

BENOÎT-MARC BOYER
L'auteur habite à Montréal.

Avez-vous remarqué que, pour la deuxième année consécutive, notre bon percepteur d'impôts provincial considère que la seule manière de s'identifier auprès de lui est d'être avec ou sans conjoint (courez vérifier la case 12 de l'identification de votre formulaire d'impôt !). Ainsi, il ne semble plus permis d'être tout simplement célibataire. On se définit maintenant, dans cette société qui se veut pourtant distincte, par rapport à un conjoint, que l'on a (jouissant alors de la normalité, je présume), ou que l'on n'a pas (en attendant de s'en trouver un pour enfin être comme tout le monde).

Du haut de mes 35 ans, je me rappelle un certain temps où il était possible de tout simplement vivre seul. C'était l'époque où la variété de la population s'exprimait par divers états de vie, et s'enrichissait de ces différences. Qui n'avait pas alors, dans sa famille, rapprochée ou plus lointaine, une tante religieuse ou un oncle prêtre ? C'était le temps où cousine une telle avait décidé de rester seule pour prendre soin de ses parents. Mais les temps ont bien changé et il n'est plus question d'être simplement célibataire. Allons, soyons de notre époque : sans conjoint, quelle vie ?

Pourtant, lorsque vient le temps de faire garder l'adorable chérubin, vers quelle ressource se tourne-t-on spontanément ? « Tu verras, cela va te désennuyer, tu es toujours seul ! » Encore chanceux lorsque c'est un neveu que l'on garde plutôt qu'un caniche, une perruche ou des plantes vertes ! Et pour déménager, qui de mieux que le beau-frère esseulé ? « Je savais que tu allais dire oui, tu n'as pas de conjointe. » Pas de conjointe, mais un mal de dos assuré ! Et quand les « normaux » manquent de temps pour boucher les commissions ? « Appelle-le, il va sûrement accepter. » Accepter de faire la tournée des centres d'achats !

Puisque l'espèce rare (mais pas tant que cela, lorsqu'on s'y arrête) semble toujours d'actualité, au moins lorsqu'on a besoin d'elle, serait-il possible de lui faire retrouver son identité propre qui n'est justement pas d'être sans conjoint, mais d'être, et d'exister (oui ! oui !), même si on est seul ? Célibataires de tous les pays, unissez-vous... mais sans conjoint !

Santé mentale : une empathie purement politique ?

JEANNINE CROTEAU

Monsieur Rémy Trudel, ministre de la Santé et des Services sociaux, en septembre dernier, lors du Forum santé mentale, j'ai eu l'occasion de partager avec Mme Marois les difficultés vécues en tant que mère d'un fils atteint de maladie mentale. J'étais heureuse de raconter qu'elle m'avait écoutée respectueusement. Enfin de l'espoir et de la reconnaissance face aux besoins découlant de la désinstitutionnalisation.

Oui, de l'espoir. Enfin, dans ma naïveté et dans ma candeur, je l'ai crue ou je voulais le croire. Le discours politique laissait sous-entendre que le gouvernement reconnaissait qu'il devait aider les familles et les proches des personnes atteintes de maladie mentale. La ministre de l'époque reconnaissait également que le fardeau des familles était lourd, trop lourd. C'est pourquoi nous nous retrouvons plus de 8500 familles inscrites dans 45 associations réunies au sein de la Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale (FFAPAMM).

J'ai utilisé les services d'une de ces associations. J'y fus accueillie, écoutée, réconfortée et aidée. Depuis, j'en suis devenue la présidente et depuis quelques années, j'assiste régulièrement aux rencontres du conseil d'administration de la FFAPAMM où j'ai le privilège d'échanger avec des personnes en provenance de toutes les régions du Québec. C'est pourquoi je suis en mesure de vous parler de l'ampleur des besoins. Votre ministère reconnaît que près d'une personne sur cinq souffrira de maladie mentale un jour ou l'autre. Imaginez le nombre de familles et d'amis qui auront l'obligation d'apporter aide et soutien aux leurs. À ce 20 % de la population, on affecte moins de 9 % des budgets de la santé.

Lors du Forum, votre ministère annonçait l'injection d'un maigre huit millions de dollars supplémentaires... Les besoins pour combler le manque à gagner de nos associations est à lui seul de 6,4 millions ! Morcellement et mode de distribution aléatoire sont le lot des régions, situation qui place la majorité de nos associations dans des situations extrêmement précaires.

Monsieur Trudel, les familles ont besoin de l'aide et du soutien apportés par chacune des associations membres de la FFAPAMM. Des personnes comme moi, il y en a des milliers au Québec et sachez que votre gouvernement nous a utilisés à outrance. C'est terminé, nous avons atteint notre limite. Tout comme nos proches, nous avons besoin d'aide. J'ai participé de bonne foi au Forum santé mentale organisé par votre prédécesseur... j'ai cru en elle et j'ai été déçue. Pourrons-nous croire en vous ou serons-nous encore une fois confrontés à une empathie strictement politique ?



Les mères qui décident d'intégrer le marché du travail ou de poursuivre une carrière professionnelle n'aiment pas moins leurs enfants pour autant.

Maman à temps partiel ?

LETTRE DE LA SEMAINE

JULIE POIRIER
L'auteure est une Montréalaise.

Je raconte souvent cette anecdote aux jeunes femmes qui m'entourent et qui jonglent avec l'idée de la maternité. Le jour où on a mis mon fils dans mes bras, une bouffée d'émotions m'a envahie. C'était physique, mon coeur était serré dans ma cage thoracique, mon souffle était coupé. Et la première réflexion qui m'est venue était : « Mon Dieu que maman nous aimait ! » Dix ans plus tard, une merveilleuse petite princesse venait confirmer ce qui n'est pour beaucoup qu'une évidence rationnelle.

Vingt ans ont passé. Mes opinions politiques ont évolué. J'ai changé d'emploi. Nous avons divorcé... Bref, le tableau n'est plus le même. Mais pas une seule journée ne passe sans que de telles émotions ne refassent surface. La sensibilité, la maturité, l'humour ou l'intelligence de mes enfants m'émouvant encore chaque jour. Parfois une remarque bien à propos de ma fille au déjeuner, l'enthousiasme de mon fils pour sa passion, la musique, me suivent et m'arrachent des sourires jusqu'au travail. Bien sûr, il y a des disputes, des accrochages, de l'impatience, des soirs de fatigue, des chicanes de devoir et de télévision ; mais il y a surtout plein de bavardages, de confidences, de taquineries, de rires et de « je t'aime » spontanés qu'on s'échange tous les jours.

Pourquoi me répandre en sentiments comme ça aujourd'hui ? Pour mes enfants ? Non, tout cela ils le savent bien. C'est que,



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse
Julie Poirier

depuis qu'on a commencé à parler d'un salaire pour le parent au foyer, il ne se passe pas une semaine sans qu'on ne revienne avec ces notions de « parent temps plein », de familles éclatées, d'enfants abandonnés par des parents qui travaillent, ou encore avec la nostalgie de nos anciennes familles où tous les enfants étaient heureux et équilibrés parce que maman était au foyer. « La mémoire est une faculté qui oublie », dit le diction.

Je travaille à temps plein et je partage la garde de mes enfants avec un très bon père qu'ils adorent. Quelle sorte de mère suis-je ? Mère au QUART DE TEMPS. Non, nous sommes des parents engagés et nos enfants nous habitent et nous habiteront à la vie à la mort.

Je travaille par nécessité, mais surtout par choix. J'aime partir le matin, j'aime mon milieu de travail, j'aime les gens que j'y côtoie et j'aime ce que j'y fais. Bref, j'aime travailler à l'extérieur. Bien que je me trouvais tout à fait compétente pour être mère, je savais reconnaître mes faiblesses. Le bricolage, la peinture à doigts à quatre pattes, la sortie quotidienne au parc l'été, ou dans la neige l'hiver, toutes des activités pédagogiques indispensables, tout cela au quotidien me dépassait. D'ailleurs, je n'aurais pas été institutrice au primaire ou éducatrice en garderie. J'ai donc décidé de confier ces activités à des gens plus qualifiés et compétents qui, comme moi, aiment leur travail. Je l'ai fait par choix personnel. Il serait trop facile de dire que je l'ai fait pour les enfants comme c'est la mode du jour.

D'autre part, je connais des femmes qui sont très compétentes à ce niveau et qui font le choix personnel (ou qui rêveraient de pouvoir le faire) d'accomplir elles-mêmes ces tâches éducatives. C'est pour ce travail qu'elles méritent très probablement une compensation financière au moins égale à ce que recevrait quotidiennement une garderie

pour chacun des enfants et que le gouvernement économise par le fait même. Mais cette rémunération ou compensation n'a strictement rien à voir avec l'amour et l'engagement affectif. Car le désengagement, le manque de discernement, la manipulation, l'abus de pouvoir, la dépendance affective... toutes ces choses qui nuisent aux enfants peuvent se retrouver chez tous les parents. Ceux qui travaillent comme ceux qu'on dit « à temps plein ».

La famille idéale existe-t-elle ? Les enfants de parents divorcés ont-ils le monopole de la délinquance, du décrochage scolaire et des problèmes affectifs ? Les familles unies aujourd'hui sont-elles à l'abri d'une séparation demain ? Cette mère qui restait à la maison, il y a quarante ans, avec ses cinq ou six enfants, sans les facilités d'aujourd'hui, partait-elle tous les jours au parc, avait-elle beaucoup de temps pour leur faire la lecture et du bricolage entre le ménage, les lavages et les gros repas pour sa marmaillle ? Soyons réalistes, nous jouions surtout entre nous pendant qu'elle s'éreintait, comme aujourd'hui nos enfants jouent ensemble à la garderie. Et les plus riches allaient au pensionnat... Pourtant, elles nous aimaient à temps plein nos mères ! Qui en douterait ?

Heureusement, de plus en plus les familles ont le nombre d'enfants qu'elles désirent et la mère (ou le père) qui choisit de rester à la maison a plus de temps à accorder aux enfants eux-mêmes qu'aux tâches ménagères. Tâches qui n'échappent malheureusement à aucun parent.

En finissant on parle souvent de maman à temps plein par rapport à la maman qui travaille. Alors, ce bon vieux papa de la famille idéale d'antan qui travaillait cinq, six jours par semaine était-il moins un père ? Être parent (bon ou moins bon), c'est l'affaire de chaque minute d'une vie.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, Mme Poirier recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

La compassion discrète de nos politiciens

MARTINE LACROIX

L'auteure est bénévole au Club Compassion de Montréal.

Selon le député bloquiste Bernard Bigras, 80 % des députés présents en Chambre, en mars 1999, ont voté en faveur de sa motion demandant la légalisation de la marijuana à des fins thérapeutiques.

Je suis bénévole au club Compassion de Montréal, depuis les tout débuts de sa fondation. Je m'intéresse évidemment à tous les aspects de ce débat. Et j'avoue que ce pourcentage de 80 % avancé par M. Bigras m'a grandement étonnée. Non pas que je mette en doute sa parole. Je trouve seulement que tous ces politiciens qui appuient la légalisation du cannabis à des fins médicales se font bien discrets. À part Bernard Bigras et Pierre-Claude Nolin, quel autre politicien s'est manifesté publiquement et surtout de façon ferme

pour appuyer cette cause ?

La timidité de nos politiciens en ce qui concerne ce débat m'a semblé particulièrement flagrante à l'époque où sont survenues les arrestations de Marc-Boris Saint-Maurice et Alexandre Neron, qui étaient alors deux bénévoles au club Compassion.

Heureusement que monsieur et madame Tout-le-monde n'hésitent pas, eux, à exprimer leur sensibilité envers cette cause. En effet, lorsque je réponds au téléphone au club Compassion, c'est souvent pour entendre de simples citoyens nous témoigner leur encouragement ou encore nous demander si la police nous harcèle, quand ce n'est pas pour nous dire qu'ils ont hâte que leurs êtres soient enfin sur la même longueur d'onde qu'eux en ce qui concerne la législation de la marijuana à des fins thérapeutiques. À chaque fois, cela nous touche.

En mon nom et en celui des autres membres du club Compassion, je tiens à les remercier.

Piteuses gazelles

DANIEL THÉBERGE

L'auteur est un résidant de Montréal.

J'ai payé mes taxes municipales à temps ; je suis poli avec mon voisin (encore plus si elle est jolie) ; j'essaie d'entretenir des rapports autres que monétaires avec mon garagiste : au cinéma, j'attends en file pour payer mon ticket et, dans la salle, sans la moindre protestation, je me tape 25 minutes de pubs...

Mais parfois, le citoyen ordinaire, allez donc savoir pourquoi, il lui vient un léger ras-le-bol. Comme une irascibilité à l'affût d'un petit rien, d'un détail infime pour éclater... Aujourd'hui, en ce jour de pluie hivernale, ô joie, il a trouvé sans même chercher, comme ça... Devinez où ? Pas plus loin qu'au coin de la rue.

Là, les deux pieds dans la gadoue, j'ai eu une nette révélation : un type bien placé à la ville, responsable de réaménagement de nos rues, genre ingénieur ou technocrate, eh bien jamais il n'emprunte les trottoirs conçus par lui. Où dîne-t-il ? S'emmure-il dans son bureau midi venu ? Et la nuit ? Se recroqueville-t-il sous son bureau ? Jamais il ne



Abaisser les trottoirs ou remonter la chaussée ?

les emprunte car, depuis belle lurette, il aurait vu que lorsque fond la neige, tous les coins de rue — tous —, en raison des descentes pour fauteuils roulants, se transforment en marres et le piéton piégé piétine.

Hélas ! je ne peux lui parler en personne. Si c'était le cas, je lui demanderais de verser devant moi de l'eau dans un bol. Ainsi je lui fournirais la preuve indubitable que le liquide s'amasse à l'intérieur des parois, le bol étant ni plus ni moins l'équivalent d'un trou. Ensuite, bol à l'envers, je lui dirais de

verser de nouveau. Évidemment, l'eau s'écoulerait tout autour. Autre édifiante découverte : sur le récipient, devenu l'équivalent d'une bosse, l'eau ne s'accumule plus. Alors je le prendrais par la main et l'entraînerais gentiment au coin d'une rue, n'importe laquelle, par une glaciale journée de flotte. Je lui demanderais s'il sent quelque chose de froid s'infiltrer dans ses jolis souliers vernis. En répondant « de l'eau ! », peut-être la lumière se frayerait-elle un passage dans son esprit ?

Quelqu'un de sensé pourrait-il m'expliquer comment il se fait que cet ingénieur, tout patenté soit-il, n'ait pas trouvé comment faciliter la circulation des fauteuils roulants sans que les bipèdes, eux, se mouillent à tout coup les pieds ? Au lieu d'abaisser le trottoir et ainsi créer de toute pièce des trous d'eau infranchissables, pourquoi n'a-t-il pas eu l'idée de remonter l'asphalte de la rue, à égalité du trottoir ?

Et s'il était tout simplement méchant, ce type ? Jumelles en main, s'il attendait le printemps pour se gausser des sautillements des citoyens ordinaires, comme autant de piteuses gazelles ?

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Jamie Salé et David Pelletier

Pour la première fois depuis 1993, alors qu'Isabelle Brasseur et Lloyd Eisler avaient remporté le titre, un couple canadien a été sacré champion du monde de patinage artistique.

JEAN-PAUL SOULIÉ

La plupart des experts prévoient qu'ils allaient monter sur la plus haute marche du podium aux championnats du monde qui se sont disputés du 18 au 26 mars dernier à Vancouver. Leur technique très proche de la perfection, l'émotion qu'ils parviennent à transmettre au public à chacune de leurs prestations, l'an dernier avec leur émouvant *Love Story*, cette saison, plus particulièrement, avec leur interprétation de «Tristan et Iseult» de Wagner, toute la magie qui émane de leurs mouvements, devait leur valoir les plus hauts honneurs. Mais sur la glace, rien n'est jamais acquis. Le patinage artistique est un exercice périlleux, et la compétition des Russes et des Chinois était féroce. Au terme d'un suspense dramatique, dans la dernière épreuve des championnats, le programme libre, et alors qu'ils étaient troisièmes à l'issue du programme court, Jamie Salé et David Pelletier ont déchaîné l'enthousiasme des spectateurs et emballé les juges qui leur ont accordé les meilleures notes, particulièrement pour la valeur artistique de leur performance. Pour la première fois depuis 1993, alors qu'Isabelle Brasseur et Lloyd Eisler avaient remporté le titre, le couple canadien Salé-Pelletier a été sacré champion du monde de patinage artistique.

L'exploit de Jamie Salé et de David Pelletier est d'autant plus remarquable que les deux patineurs ne sont ensemble que depuis trois ans. David a 26 ans, il est né à Sayabec, dans la vallée de la Matapédia. Jamie en a 23 et vient de Red Deer, en Alberta. Ils ont tous deux, chacun de leur côté, et malgré leur jeune âge, une longue expérience des compétitions. Ils ont connu des

succès, subi des échecs. Depuis qu'ils se sont trouvés, ils se sont dessinés une carrière pleine de promesses, avec comme prochaine cible les Jeux olympiques de Salt Lake City, en 2002. *La Presse* salue les nouveaux Champions du monde de patinage artistique en couple et nomme Jamie Salé et David Pelletier les *Personnalités de la semaine*.

David et Jamie travaillent à l'aréna Martin-Brodeur de Saint-Léonard, sous la direction de Richard Gauthier, un entraîneur mondialement reconnu. C'est lui qui a réuni le couple, en 1997. Avant lui, il y avait eu des parents attentifs, des entraîneurs de plus en plus spécialisés. David a quitté son village de Sayabec à l'âge de 13 ans. Son père Jacques, un enseignant qui l'a entraîné au hockey jusqu'au niveau pee-wee, laissera partir son fils parce qu'à Rimouski, l'entraîneur de patinage artistique était meilleur. David terminera ses études collégiales dans cette ville. À 18 ans, il arrive à Montréal, se taille une place pour les championnats canadiens, où il termine en 1994 deuxième en couple (avec Allison Gaylor), et quatrième en simple. Jamie a fait ses classes avec le grand Kurt Browning, avant de venir patiner à Montréal, tout en étudiant à Concordia.

Dès que David et Jamie se réunissent, ils gagnent. En 1998, leur médaille de bronze à Skate Canada étonne tout le monde: ils affrontent pour la première fois les meilleurs du monde. Discrets sur leur vie de couple hors de la glace, leur exploit aux derniers championnats du monde vient d'en faire de grandes vedettes. Au lendemain des compétitions, ils se dirigeaient vers Orlando, en Floride pour y entreprendre une vaste tournée nord-américaine de 22 villes qui les mènera en Cali-



«On doit préparer les programmes de l'an prochain. Il faudra ensuite s'entraîner quatre heures par jour, cinq jours par semaine, pour y faire vibrer la vie et l'émotion des grands spectacles.»

fornie. Ils viennent de gagner 82 000 \$ américains avec leur titre de champions du monde. Ils ont des commanditaires puissants, Master Card et General Mills en plus de Patinage Canada. La tournée nord-américaine est celle de la troupe Champions on Ice. Un couple de patineurs artistiques peut gagner jusqu'à 300 000\$ américains par année. Mais il faut payer des entraîneurs, des chorégraphes, des impôts. À Sayabec, où ils sont rentrés après avoir assisté aux exploits de David et de Jamie, Jacques Pelletier et Muriel Bouchard

savent qu'ils ne reverront pas leur fils et sa compagne avant le mois de juin: «Après la tournée, ils vont aller travailler à Toronto avec leur chorégraphe Laurie Nichol. Ils doivent préparer les programmes de l'an prochain. Il faudra ensuite s'entraîner quatre heures par jour, cinq jours par semaine, pour y faire vibrer la vie et l'émotion des grands spectacles. Et puis, ils prendront des vacances, la moitié au Québec, dans la Matapédia, l'autre en Alberta. Ils vont se partager entre les deux familles, celle de Sayabec et celle de Red Deer.»



Retrouvez
La personnalité de la semaine
à Radio-Canada
demain matin

À LA RADIO

C'est bien meilleur le matin
avec René Homier-Roy
du lundi au vendredi
de 5h15 à 9h



À LA TÉLÉVISION

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre et Gaston Lepage
du lundi au vendredi
de 9h à 10h

